

PRÉSIDENTE

Le Président de la République en visite au siège du MDN

P. 24

RÉFÉRENDUM SUR L'AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

La confrérie Tidjanie appelle les Algériens à participer massivement

P. 3

AFFAIRE MADAME MAYA

Le verdict sera rendu le 14 octobre

P. 24

VISITE DU PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL À ALGER

Volonté de renforcer la coopération économique

A l'issue d'une visite officielle de deux jours à Alger, où il a été reçu par le président Tebboune, le Président du Gouvernement espagnol M. Perdo Sanchez, a marqué avec son homologue Abdelaziz Djerad, la volonté des deux pays de donner un souffle nouveau à la coopération économique. Le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad a appelé à des partenariats entre les entreprises pour développer la coopération, notamment dans les domaines des « hydrocarbures, les énergies renouvelables, les industries manufacturières ». La même volonté a caractérisé l'intervention de son homologue espagnol qui a souligné que « le volume des investissements et échanges commerciaux entre les deux pays est certes important, mais ne reflète pas les potentialités des deux pays dans le domaine économique ».

P.p 4-24

DKnews/APS



INDUSTRIE AUTOMOBILE

Examen d'un projet industriel de Volkswagen en Algérie

P. 6

ALGÉRIE-POSTE
Un nouveau service "Edahabia Premium" (ministère)

P. 4

PANDÉMIE DE COVID-19 DANS LE MONDE

Au moins 1.069.029 décès

P. 11

SANTÉ

AUTO-PALPATION MAMMAIRE

Une application gratuite pour apprendre

P.p 12-13

FOOTBALL

EQUIPE NATIONALE
19 matchs sans défaite, l'Algérie poursuit sa série positive

P. 21



PATRIMOINE CULTUREL

El Tarf : une équipe du CNRPAH au site "Ghar El Maiz", objet d'actes de vandalisme

P. 16

ETUDIANTS BOURSIERS RETENUS POUR LA HONGRIE

"Un vol spécial mercredi prochain" (ministère)

P. 2

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

13 morts et 367 blessés ces dernières 48 heures



Treize (13) personnes ont trouvé la mort et 367 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le pays, selon un bilan de la Protection civile rendu public samedi.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Souk Ahras avec 5 personnes décédées suite à une collision entre deux véhicules légers sur le RN 16 dans la commune d'Oued El Kabrite, précise la même source.

Les éléments de la protection civile ont également intervenu pour l'extinction de deux incendies à travers les wilayas d'Annaba et de Bechar, qui n'ont pas fait de victimes, exceptés quelque dégâts matériels, ajoute la Protection civile.

Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus Covid-19, les unités de la Protection civile ont effectué, durant la même période, 50 opérations de sensibilisation à travers 11 wilayas (37 communes) invitant les citoyens au respect du confinement et des règles de la distanciation physique.

Les éléments de la Protection civile ont effectué également 60 opérations de désinfection générale à travers 41 communes dans 11 wilayas, touchant les infrastructures et édifices publics et privés ainsi que des quartiers et ruelles, précise le même bilan.

SOUK-AHRAS

5 morts dans un accident de la route à Madaourouche

Deux personnes âgées entre 30 et 60 ans sont mortes vendredi soir dans un accident de la route lorsque deux véhicules se sont percutés au niveau de la route nationale N 16 dans la partie reliant Madaourouche (Souk-Ahras) et Elaouinat (Tebessa) au lieu dit Adamous, selon le chargé de la communication des services de la direction de la protection civile le lieutenant Reda Messai.

Les éléments de l'unité secondaire de la protection civile de Madaourouche (Souk-Ahras) sont intervenus vendredi à 15h52 mn pour transférer les victimes - 5 personnes (trois hommes et deux femmes) - morts sur place vers l'Hôpital de la ville de Madaourouche.

Les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les causes de l'accident.

ALGER

Saisie de 855 comprimés psychotropes et arrestation de 3 suspects à El Harrach

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont procédé, récemment, à la saisie de 855 comprimés psychotropes à El Harrach (Alger) et au démantèlement d'une bande de malfaiteurs, composée de 3 individus, indique vendredi un communiqué des mêmes services.

Les éléments de la 23e Sûreté urbaine de Kourifa relevant de la Sûreté de la circonscription administrative d'El Harrach ont démantelé une bande de malfaiteurs composée de 3 individus s'adonnant au trafic de psychotropes, précise le communiqué.

Suite à la mise en place d'un plan bien ficelé, les éléments de la police ont pu saisir une quantité de 855 comprimés psychotropes, tous types confondus, une somme d'argent en devise équivalent à 46.500 centimes, un téléphone portable et un véhicule touristique utilisé dans le transport et la vente de cette substance prohibée", conclut la même source.

ORAN

Une affluente de plus de 7,5 millions d'estivants sur les plages de la wilaya cet été



Plus de 7.508.000 d'estivants ont afflué sur les plages de la wilaya d'Oran, durant la saison estivale de l'année 2020, pour la période allant du 15 août au 30 septembre dernier, a-t-on appris vendredi, de la cellule de communication et de l'information de la direction locale de la protection civile. Ce nombre d'estivants a été enregistré à travers les 33 plages ouvertes à la baignade allant de la commune de Mers el hadjadj, à l'Est de la wilaya, à la commune d'Ain El Kerma, à l'Ouest, durant cette saison estivale considérée comme exceptionnelle pour sa courte durée, de même pour ce qui est des mesures de déplacements, imposées en raison de la pandémie du coronavirus (Covid-19), a-t-on indiqué de même source.

Il a été procédé, durant cette saison estivale, au secours de 343 estivants d'une mort certaine en mer sur un nombre de 888 interventions, 403 personnes ont bénéficié des soins sur place et 125 autres évacués vers les structures de santé et hôpitaux les plus proches, a-t-on ajouté.

Il a été dénombré également 5 cas de noyades de sexe masculin, dont l'âge varie entre 17 et 50 ans, parmi lesquels un seul durant les heures de baignade et 4 autres en dehors des heures de surveillance, a-t-on souligné de même source.

ETUDIANTS BOURSIERS RETENUS POUR LA HONGRIE

Un vol spécial mercredi prochain (ministère)



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique informe les étudiants boursiers retenus pour la Hongrie qu'un vol spécial est prévu mercredi prochain, indique jeudi un communiqué du Ministère.

Pour ce faire, les étudiants sont invités à disposer d'un visa type D, à remplir le formulaire d'engagement pour quarantaine, de s'astreindre à l'obligation d'un confinement obligatoire pour dix (10) jours à leur arrivée en Hongrie et d'effectuer impérativement deux (2) tests PCR, l'un le samedi 10 octobre 2020, au niveau de leurs lieux de résidence, le second sera organisé le lundi 12 octobre à Alger par le MESRS", précise la même source.

Les étudiants sont tenus également par l'obligation de présenter, à leur arrivée à Budapest, "deux (02) copies de test PCR à 5 jours (120 heures) avant le vol obligatoire", ajoute le communiqué.

A cet égard, les concernés sont appelés à se présenter à la direction de la coopération et des échanges inter universitaires du ministère dimanche prochain à 09h00 au plus tard et ce, pour "récupérer leurs documents à l'effet d'effectuer l'opération de change".

Le MESRS indique que l'ensemble des étudiants qui habitent en dehors de la région Centre seront hébergés à Alger en résidence universitaire et ce jusqu'à leur départ.

Ils sont invités à se munir de tous leurs effets personnels et documents utiles". Les étudiants seront hébergés à la Résidence Djilali Liabes ITFC Ben Aknoun et les étudiants seront hébergés à la Résidence Hydra III, tous deux situés à proximité du Ministère, conclut le communiqué.

JOURNALISTE - DÉCÈS

L'ancien journaliste de la Télévision nationale Mustapha Henni n'est plus



L'ancien journaliste à la Télévision nationale, Mustapha Henni, est décédé à l'âge de 66 ans dans un accident de la route et inhumé vendredi au cimetière de Boufarik (Blida), a-t-on appris vendredi auprès de ses proches.

En retraite depuis 2014, le défunt avait intégré la Télévision nationale en 1988 et réalisé plusieurs reportages, notamment sur le secteur agricole.

Suite à cette douloureuse disparition, le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a adressé un message de condoléances à la famille du défunt.

LUTTE CONTRE LE BRACONNAGE À ORAN

Saisie d'un lot de 60 oiseaux à Boutlélis



Pas moins de 63 oiseaux, en majorité des espèces protégées, ont été saisis dans le massif de "Safrà" dans l'espace forestier de Boutlélis à l'Ouest d'Oran dans le cadre de la lutte contre le braconnage, a-t-on appris jeudi auprès de l'association locale d'ornithologie et de protection de l'environnement et de la faune.

Cette opération, effectuée mardi après-midi, par les agents forestiers de la région de Boutlélis et de la forêt de M'sila, avec le concours de l'association, a permis la récupération d'un lot de 31 Serins cini, de 25 linottes, de même que sept oiseaux classés de la catégorie des verdiers, a indiqué à l'APS le président de l'association Maamar ChaffiAllah.

Ces deux espèces d'oiseaux, Serins et verdiers, sont classées dans la liste des volatiles non domestiques protégés par décret exécutif 12-235 de mai 2012 relatif au classement des verdiers menacés de disparition.

Ces espèces protégées sont la cible de braconniers, a fait savoir M. ChaffiAllah.

Après avoir déjoué l'opération de braconnage, les oiseaux capturés au moyen de la résine (colle), ont été remis en liberté dans le parc naturel de la forêt de M'sila dans la daïra de Boutlélis, une réserve pour protéger cette biodiversité, a-t-on indiqué de même source.

AMENDEMENT DE LA CONSTITUTION

Focus sur les "bonnes conditions de démarrage et de transparence" de la campagne référendaire

Les titres de la presse nationale, paraissant ce samedi, ont focalisé sur les "bonnes conditions de démarrage et de transparence" de la campagne référendaire sur la révision de la Constitution, laquelle s'inscrit dans le sillage de l'édification de l'Algérie nouvelle, le référendum étant prévu le 1er novembre prochain.

Dans son éditorial, le quotidien El Moudjahid a relevé que "la campagne a démarré dans le calme et la sérénité", soulignant à cet égard que "toutes les conditions de transparence et de régularité sont réunies pour assurer le bon déroulement" de tout le processus électoral.

Le même journal a qualifié le référendum sur la Constitution "d'une étape pour l'édification de l'Algérie nouvelle au sein de laquelle seront renforcés les droits et les libertés", réitérant que ce référendum "instaure les fondements d'une approche plus globale de la gestion des affaires de l'Etat". El Moudjahid publie aussi une interview du président du Conseil constitutionnel, Kamel Fenniche qui a estimé que "le régime semi-présidentiel garantit l'encadrement des Pouvoirs". Sous le titre "Partis politiques, UGTA et associations investissent le terrain", le quotidien Horizon a consacré, dans ses pages intérieures, une large couverture à la campagne sur la révision de la Constitution. Ainsi plu-

sieurs compte-rendu des meetings animés par les partis politiques et les associations ont été publiés. Reprenant les propos des chefs de ces partis, Horizons a mis en exergue leur "adhésion" au projet de révisions de la Constitution, à l'exemple du SG de l'UGTA, Salim Labatcha pour qui "la future Constitution garantit davantage de droits" alors que le SG du FLN, Abou El Fadl Baâdji a souligné que c'est "pour la première fois que la démocratie sera concrétisée une Algérie". Le journal rapporte aussi les propos du président d'El Fadjr el Djadid, Tahar Benbaibèche qui a appelé "à voter car c'est un choix judicieux", de même que le SG du PRA pour qui "la participation au référendum, marque la continuité de l'Etat", au même titre que le président du Mouvement El Islah, Filali Ghouili, qui a affirmé le soutien de son parti à la révision constitutionnelle.

Revenant sur cette activité partisane, Le Jeune indépendant a barré sa Une avec un titre à travers lequel il relève "l'incroyable



alignement des partis politiques". Il a détaillé dans son commentaire que "des partis dont les patrons croupissent toujours dans les prisons pour des affaires de corruption et de malversations, cherchent une nouvelle virginité politiques à travers cette campagne".

Le quotidien El Watan a titré sur "UGTA qui s'implique dans

la campagne", soulignant que son SG a déjà animé deux meetings à Annaba et Skikda, alors que l'Expression a titré son éditorial "Référendum, un plus contre la corruption".

Dans son commentaire le quotidien arabophone Ech Chaâb a écrit que la date du 1er novembre constitue "une étape charnière dans la voie du changement

qui instaure l'alternance au Pouvoir", faisant observer à ce propos que "la campagne sur la révision de la Constitution est ouverte aux opposants à l'amendement constitutionnel".

Le même quotidien est revenu sur l'éditorial du dernier numéro de la revue El Djeich ayant souligné que le référendum sur le projet de révision de la Constitution sera le "premier jalon sur la voie du changement radical revendiqué par le peuple". De son côté, le journal El-Masaa s'est attardé sur l'importance de ce rendez-vous électoral qui marque "une étape dans le processus de l'édification d'une Algérie nouvelle au sein de laquelle les droits et libertés sont renforcés et les constantes nationales préservées".

Le quotidien Echorouk a assuré, à l'instar des autres publications, une large couverture des meetings animés par les partis politiques et les associations en faveur de la révision constitutionnelle, relevant que le vote en faveur de ce projet est la voie la plus juste.

L'importance d'aller voter pour le projet d'amendement de la Constitution mise en exergue

L'importance d'aller voter pour le projet d'amendement de la Constitution, le 1er novembre prochain, a été mise en exergue vendredi par des partis politiques et des organisations, au troisième de la campagne référendaire, en relevant, notamment, le fait qu'il consacre la préservation des constantes nationales, la bonne gouvernance et l'indépendance de la justice.

Ainsi, le président du Mouvement El-Islah, Filali Ghouini a affirmé, depuis M'sila, que le Conseil consultatif de sa formation politique a décidé de voter "OUI" pour l'amendement de la Constitution et à se mobiliser pour convaincre les différentes catégories de la société à adopter la même démarche.

Il a expliqué que les critères sur lesquels était basée la décision de son mouvement reposaient, entre autres, sur le fait que le projet de Constitution "préserve les constantes nationales et la place au-dessus de tout débat politique et constitutionnalise le tamazight en tant que composante de l'identité nationale et parmi les articles immuables dans le projet d'amendement de la Constitution".

M. Ghouini a relevé, en outre, que l'amendement de la Constitution "assure l'alternance au pouvoir dont la présidence de la République et le Parlement, limités par la Constitution, à deux mandats successifs ou séparés et en tant que principes immuables", ajoutant que le document met, également, en évidence "le rôle de la société civile dans la prise de décision et sa participation en termes de mise en œuvre de ces décisions".

Dans le même sillage, le Secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El-Fadhl Baâdji a estimé, lors d'une rencontre avec les militants du parti à Constantine, que le projet d'amendement de la Constitution constitue une "révolution" en

matière de protection des libertés individuelles et collectives.

Pour lui, cette révolution "renforce le principe de la séparation entre les autorités législative, exécutive et judiciaire reflétée dans les prérogatives accordées aux divers pouvoirs à même de leur permettre d'assumer pleinement leurs rôles". M. Baâdji a appelé, à cette occasion, la peuple à voter en faveur du projet d'amendement de la Constitution, qui sera "la source de toutes autres réformes tant espérées et revendiquées par le Hirak pour une Algérie nouvelle".

De son côté, le Secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Mohamed Alloui, qui animait un meeting à Boumerdes, a affirmé que son organisation "apporte son soutien et annonce son vote en faveur de ce projet d'amendement de la Constitution qui consacre l'unité et la force de l'Algérie", mettant l'accent sur son importance dans la mise en place et la consécration des notions générales de la bonne gouvernance dans l'Algérie nouvelle.

Il a soutenu, à cet égard, que cette Constitution constituera "la locomotive de la mise en place des contours de l'Algérie de demain et de la cristallisation de la fraternité entre les différentes catégories de la société algérienne", comme elle "ouvre la voie à la consécration de la bonne gouvernance" à travers la réhabilitation de la place des acteurs de la société civile, et son association en tant que force de proposition dans l'élaboration et la prise de décision.

M. Alloui a relevé, en outre, que le projet de la nouvelle Constitution "est en faveur d'une nouvelle République fondée sur le changement des mentalités et du mode de gouvernance, la justice, l'égalité, et les valeurs morale", outre sa consécration de "l'unité na-

tionale, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la justice".

Pour sa part, le secrétaire général du Syndicat national des magistrats (SNM), Issaad Mabrouk, a relevé que le projet d'amendement constitutionnel inclut des dispositions "inédites" en matière de pouvoir judiciaire à même de contribuer à la consécration d'une "véritable" indépendance de la justice. Intervenant à l'ouverture de la première session de la réunion des membres du Conseil national du SNM à Alger, M. Mabrouk s'est dit optimiste de "voir les lois organiques consacrer l'indépendance effective des magistrats à même de garantir une véritable sécurité judiciaire".

Il a estimé que "la nouvelle composante du CSM, désormais sans le ministre de la Justice et le procureur général, donnait une impulsion à ce Conseil, si le peuple plébiscite par oui le projet d'amendement constitutionnel, en ce sens que le CSM sera chargé de garantir l'indépendance de la justice".

Après avoir rappelé la contribution du SNM à l'enrichissement du projet d'amendement constitutionnel avec des propositions dont certaines ont été retenues, M. Mabrouk a souligné que le conseil national du SNM se prononcera sur ce projet au terme des travaux de sa session qui se poursuivent à huis clos jusqu'à demain samedi.

Il a précisé, dans le même cadre, que "le SNM n'est ni un comité de soutien, ni un front d'opposition pour qui-conque et sa marge d'indépendance est son capital constant et inaliénable, partant du fait que le syndicat est le représentant de tous les magistrats de la République chargé de la défense des intérêts matériels et moraux de chaque magistrat, en veillant à préserver la réputation et l'honneur des magistrats".

La confrérie Tidjanie appelle les Algériens à participer massivement

Le cheikh de la Tariqa Tijdjanie (confrérie Tidjanie), zaoûia Tamassine de Tougourt à Ouargla, Mohamed El-Aid Tidjani a appelé, vendredi, les Algériens à participer massivement au référendum sur la Constitution, prévu le 1er novembre prochain, estimant que la construction de la nouvelle Algérie doit impérativement passer par un amendement de la loi fondamentale. Dans une entrevue accordée à la Télévision algérienne, M. Tidjani a invité l'ensemble des Algériens, toutes classes confondues, à participer massivement au référendum du 1er novembre sur l'amendement de la Constitution, car étant "le socle" sur lequel sera fondée l'Algérie et permettant d'amorcer une renaissance à tous les niveaux, voire même promouvoir la place de notre pays dans le rang des nations.

Etant à l'aune du 3e millénaire, l'Algérie a besoin d'une nouvelle Constitution et de nouveaux outils afin d'améliorer la situation de notre pays, a-t-il souligné, saluant par la même le Hirak béni lors duquel les Algériens avaient battu le pavé de manière "pacifique et raisonnable pour revendiquer le changement". "La confrérie est mobilisée pour vulgariser et sensibiliser les citoyens quant à l'importance du projet d'amendement de la Constitution, et les inciter à participer au prochain rendez-vous référendaire", a conclu le saint-patron.

ALGÉRIE-ESPAGNE

Volonté de renforcer la coopération économique

L'Algérie et l'Espagne ont réaffirmé, au cours du Forum d'Affaires tenu jeudi à Alger, l'impératif de renforcer et de consolider leurs relations économiques à travers l'exploration de davantage d'opportunités de partenariat dans divers domaines d'activité.

S'exprimant à l'ouverture des travaux du forum tenu dans le cadre de la visite en Algérie du Président du Gouvernement espagnol, M. Pedro Sanchez, le Premier ministre, M. Abdelaziz Djerad a indiqué que les entreprises espagnoles pourront coordonner avec leurs homologues algériennes pour parvenir à de véritables opportunités de partenariat et d'investissement au niveau du marché algérien où elles trouveront toutes les conditions de croissance et de prospérité.

Il a appelé, à ce propos, "à se focaliser sur les principaux secteurs que le programme d'action du Gouvernement vise à promouvoir, à savoir les hydrocarbures, les énergies renouvelables, les industries manufacturières, l'industrialisation, le tourisme et l'économie du savoir". "Les relations commerciales entre les deux pays ont été impactées par la crise du nouveau coronavirus. Cependant, leurs économies disposent des capacités suffisantes pour faire face, ce qui fait de cette crise une opportunité pour développer d'autres formes de coopération et de partenariats adaptés aux nouvelles exigences", a déclaré M. Djerad.

De son côté, le Président du Gouvernement espagnol a souligné que "le volume des investissements et échanges commerciaux entre les deux pays est certes important, mais ne reflète pas les potentialités des deux pays dans le domaine économique".

Et de mettre en avant les opportunités offertes aux deux pays d'approfondir et de renforcer la coopération économique à moyen et long termes, notamment dans les domaines de l'énergie, du nu-

mérique, de l'industrie agroalimentaire, de la défense, de l'environnement, de la technologie, de l'ingénierie et des bureaux d'études. M. Sanchez est revenu, en outre, sur l'importance de la coopération et de la consolidation des partenariats dans les domaines de la santé, de la médecine et de la pharmacie, d'une grande importance notamment en cette conjoncture que traversent plusieurs pays du monde, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus.

Et d'ajouter: "L'Algérie est un pays sur lequel l'Espagne mise dans ses stratégies à moyen et long termes, de par sa place prépondérante dans la région du Maghreb et en Afrique".

A noter qu'une cinquantaine d'entreprises et d'organisations patronales des deux pays avaient pris part aux travaux de ce Forum. Les participants ont fait part de leur volonté d'amorcer un saut qualitatif en matière de relations commerciales et d'investissements entre les deux pays, dénombrant les opportunités de partenariat, très fortes, en dépit des difficultés imposées par la pandémie coronavi-

rus. La délégation d'affaires espagnole est composée d'une quinzaine de grandes entreprises actives notamment dans le secteur de l'énergie, de l'industrie mécanique, de l'industrie agroalimentaire, des finances et de la construction, ainsi que quatre organisations: la Chambre de commerce d'Espagne, la Confédération espagnole des organisations des entreprises, l'Union générale des travailleurs et l'Agence de promotion de travail -Foment del Treball. Du côté algérien, une trentaine d'entreprises



publiques et privées ont pris part au forum ainsi que les principales organisations patronales.

La rencontre a été également marquée par une importante participation officielle avec la présence notamment des ministres algériens chargés des Affaires étrangères, de l'Intérieur, de la santé, de l'Énergie, de la Culture, de l'Industrie, et du Commerce extérieur.

Algérie-Espagne : un partenariat stratégique

Dans son intervention, le ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai a qualifié cette rencontre de "très importante" pas seulement du fait que l'Espagne constitue le 5ème fournisseur et le 3ème client de l'Algérie (selon les statistiques des neuf premiers mois de 2020) mais aussi du fait de la mutation économique à laquelle aspire l'Algérie et qui exige davantage d'investissements.

M. Bekkai a rappelé les spécificités des relations économiques entre les deux pays de par la proxi-

mité géographique et du Traité d'amitié, de bon voisinage et coopération économique qui les associe. Dans des déclarations à la presse en marge du forum, le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham a indiqué que le climat des affaires a enregistré, ces derniers mois, des changements sur le plan législatif visant à lever les obstacles sur l'investissement étranger, notamment à travers la libéralisation des initiatives et l'annulation de l'obligation d'établir des partenariats avec une partie locale, à l'exception de certaines filières stratégiques.

L'Algérie s'attend, en contrepartie, à des investissements "sérieux" qui s'inscrivent dans le cadre de la politique nationale visant à augmenter les niveaux d'intégration industrielle locale dans les différentes filières industrielles, selon le ministre.

Au moment où l'Algérie représente un marché voisin de l'Espagne à rendement élevé, l'Espagne peut de son côté être une destination pour les marchandises algé-

riennes hors hydrocarbures, ajoute M. Aït Ali Braham. Pour sa part, la Secrétaire d'Etat espagnole au Commerce, Xiana Méndez Bértolo a estimé que l'Algérie constituait un partenaire "stratégique" et irremplaçable pour son pays, indiquant que le chiffre des échanges bilatéraux dénote l'importance des relations économiques devant être, justement, améliorées en faveur d'une relation durable entre les deux parties. Mme. Méndez Bértolo a également mis en valeur les efforts déployés par le gouvernement algérien en vue d'éradiquer la bureaucratie et faciliter les procédures d'investissement et de commerce, et ce, "en dépit des charges qui pourraient en découler", affirmant que la levée de la règle du 49/51% régissant les investissements étrangers en Algérie contribuerait à faire avancer le rythme des affaires et des investissements espagnols dans ce pays.

En parallèle, "le gouvernement espagnol accompagne les entreprises nationales dans leur activité vers l'international notamment en Algérie où la diversité est considérée comme étant un enjeu majeur que suit l'Espagne minutieusement", a-t-elle souligné.

L'Algérie est vue comme "un marché prometteur", a estimé la Secrétaire d'Etat au Commerce, et l'idée de la considérer comme une porte d'accès vers l'Afrique est "très intéressante" aux yeux des Espagnols notamment par l'entrée en vigueur de la ZLECAF. A noter que le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Espagne a atteint environ 7 milliards Usd en 2019, dont 3 milliards Usd d'exportations algériennes -principalement les hydrocarbures.

HABITAT

"65 % du programme global de logement d'ici 2024 réservés au logement rural"

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a affirmé jeudi à Batna qu'environ 65 % du programme global de logement d'ici 2024 "sera réservé au logement rural". Intervenant sur les ondes de radio Batna au terme de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que le programme du gouvernement du prochain quinquennat comprend l'inscription de plus d'un million de logements avec une stratégie axée particulièrement sur la prise en charge de la demande sur le logement rural. Ce programme s'oriente dans les régions des Hauts plateaux et du Sud vers la création de lotissements sociaux pour répondre à la demande insistante des diverses catégories sociales dans ces régions outre un programme complémentaire pour l'éradication définitive des bidonvilles, a souligné Kamel Nasri ajoutant qu'à cela, s'ajouteront les programmes complémentaires de logement promotionnel aidé. Concernant les équipements accompagnant les projets de logement rural dans les zones d'ombre, il a assuré que le début sera de répondre aux insuffisances en matière de routes, de réseau x

d'eau potable et d'assainissement, d'aménagement et d'équipements publics. Ce programme dont l'exécution a débuté est important et touche l'ensemble des wilayas, a assuré le ministre en précisant que les ressources financières destinées à d'anciens projets ont été réaffectées vers les zones d'ombre comme c'est le cas à Batna, a encore affirmé le ministre en assurant que d'autres ressources financières qui permettront la prise en charge de toutes ces zones et de leurs populations seront progressivement mobilisés en fonction des priorités. Répondant à la question d'un journaliste sur les critères de réalisation, M. Nasri a affirmé que son département est parvenu à résoudre cette problématique par l'installation de commissions au niveau des 48 wilayas présidées par les directeurs du logement et incluant des bureaux d'études et représentants de l'organisme technique de contrôle de la construction qui auront la mission de vérifier le respect des critères de qualité et émettre des réserves que les entreprises de réalisation seront tenues de lever.

Concernant certains projets de logement promotionnel aidé bu-

tant sur des problèmes, le ministre a indiqué que des instructions ont été données pour engager leurs travaux "dans les proches délais" ajoutant qu'environ 30.000 souscripteurs en souffraient mais ce chiffre a été réduit à 12.000 actuellement à l'échelle nationale grâce à l'adoption de solutions "rationnelles" qui permettront aux bénéficiaires de cette formule d'accéder à leurs logements après la relance des chantiers de réalisation.

Evouant la prochaine rentrée scolaire, le ministre a insisté sur la nécessité de conjuguer les efforts et mobiliser tous les secteurs et entreprises partenaires du secteur de l'habitat pour en assurer le succès de cette rentrée en cette conjoncture exceptionnelle imposée par la pandémie du nouveau coronavirus. M. Nasri a présidé au cours de tournée la remise des clés de 616 logements de diverses formules ainsi que des arrêtés de 121 aides à l'auto-construction sur des lotissements sociaux. Il a suivi un exposé sur son secteur dans la wilaya et a inspecté certains projets de logements et d'équipements publics d'accompagnement.

APS

POSTE

Algérie-Poste lance un nouveau service "Edahabia Premium" (ministre)

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, a annoncé jeudi à Blida le lancement d'un nouveau service postal appelé "Edahabia Premium".

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya, à la veille de la célébration de la Journée mondiale de la Poste (9 octobre), le ministre a signalé le lancement, ce jour même, du service "Edahabia Premium" par Algérie-Poste (AP), dans le cadre de la modernisation de ses prestations.

Le service "Edahabia Premium" consiste à faire parvenir la carte "EDAHABIA" aux domiciles des bénéficiaires, ou à leurs lieux de travail en l'espace de cinq jours seulement, après introduction d'une demande via le site électronique de l'entreprise en contrepartie d'une somme d'argent, a-t-il expliqué.

Cette nouvelle prestation, a souligné Brahim Boumzar, a été lancée suite à la réception, par ses services, de plaintes signalant la non remise de la carte Edahabia aux clients, en dépit du fait d'avoir introduit des demandes depuis un certain temps. Sur un autre plan, le ministre a annoncé le lancement des préparatifs en vue de l'organisation de journée s d'information pour faire la promotion des nouvelles prestations assurées par Algérie-Poste.

Ces journées ont pour objectif de faire connaître et d'expliquer aux clients les nouvelles prestations d'Algérie poste afin de les inciter à les adopter, ceci d'autant plus qu'elles sont de nature à contribuer à la réduction de la pression exercée sur les bureaux postaux, tout en facilitant les prestations postales, a-t-il souligné.

Durant sa visite à Blida, le ministre de la Poste et des Télécommunications a procédé à l'inauguration d'un nombre de nouveaux bureaux de poste et d'autres ayant fait l'objet d'opérations de réaménagement dont deux à la cité "Diar El Bahri", dans la commune de Beni Merad et à "Kheddam", dans la commune de Chebli. La mise en service de ces structures est de nature à contribuer à la réduction de la pression sur les bureaux de postes.

A l'entame de sa visite dans la wilaya, un exposé a été présenté au ministre sur l'état des lieux du secteur, outre un bilan des réalisations concrétisées durant l'année en cours et les perspectives de développement des structures, des ressources humaines et des technologies de la poste et des télécommunications.

BEJAIA

"Aguemoun Nath Ameer", proclamé le village le plus propre de la wilaya

"Aguemoun Nath Ameer", situé dans la daïra d'Adekar à 65 km à l'ouest de Bejaïa, a remporté jeudi le prix du village le plus propre de la wilaya, à l'issue d'un concours organisé par l'assemblée populaire de wilaya (APW) et ouvert à tous les villages de la région.

Niché à quelques 800 mètres d'altitude et fréquemment couvert de neige en hiver, le village en plus de ses atouts naturels et touristique, s'est distingué par les actions d'entretien et d'embellissement dont il a fait l'objet ces derniers mois. Les associations locales s'étant fortement mobilisées pour sa cause, réussissant à en faire un lieu aussi chatoyant qu'agréable à vivre et surtout respirant l'hygiène. Et s'est tout naturellement qu'il s'est imposé dans le concours qui a vu la participation de 109 villages, issus de 32 communes. En récompense, il a bénéficié de deux chèques, l'un de cinq (5) millions de dinars, offert par l'APW et le second, d'un montant de 500.000 dinars, émis par la Fondation "Zinedine



Zidane". Le concours, premier du genre dans la wilaya, a été, par ailleurs, l'occasion pour quatre autres villages à savoir Zentar à Souk-oufella, à la périphérie de Sidi-Aich, Achelouf (Toudja), Tala Hiba (Toudja) et Taourirt (Akfadou), et dont les populations ont fait un travail à jugé remarquable, de se distinguer.

Les récipiendaires ont pour leur part bénéficié de récompenses, respectivement de l'ordre de trois (3) millions, deux (2) millions et un (1) million de dinars, avec en prime un don fixe de la Fondation "Zidane", d'un montant de 500.000 dinars chacun. Le concours, par ailleurs ouvert séparément, aux quartiers des

villes et villages de la wilaya, a mis en évidence le quartier de Berchiche à El-Kseur, "les 3 horloges" (Tazmalt) et le chef-lieu de la commune d'Ait Smail. Un prix spécial a été aussi décerné au village de Djebba dans la commune de Beni Ksila, à 70 km à l'ouest de Bejaïa, pour son authenticité et son originalité, le lieu étant l'un des rares villages à avoir préservé, dans son intégralité, son cachet d'antan. Vieux de quatre siècles, il a pu, malgré l'érosion du temps, sauvegarder l'essentiel de son ossature urbaine et son architecture grâce à l'engagement des associations locales qui, à chaque ride ou coup de griffe, interviennent pour le restaurer. Aujourd'hui il est une destination touristique privilégiée

NÂAMA

Nécessité d'adopter des moyens modernes pour préserver l'abeille saharienne

Les participants à une rencontre de formation des apiculteurs de la wilaya de Nâama, organisée jeudi dans la commune de Asla, ont mis l'accent sur la nécessité d'adopter des moyens modernes pour préserver la race locale de l'abeille saharienne et d'améliorer la production du miel en qualité et quantité.

Les intervenants à cette rencontre dont des apiculteurs, des spécialistes, des universitaires et des cadres de la Direction des services agricoles (DSA) ont appelé à accorder un grand intérêt à l'abeille du Sahara en préservant le patrimoine génétique de ces souches mais aussi en les élevant de manière appropriée, notamment les reines qui se caractérisent par leur capacité à s'adapter au climat sec du Sahara du Sud de la wilaya, en plus de l'utilisation de techniques et moyens modernes pour augmenter la production du miel de meilleure qualité.

L'apiculteur, Seddik Boufeldja de Sfisifa a indiqué que les apiculteurs de la région aspirent à élever le niveau de formation et à actualiser les connais-

sances dans le domaine de l'élevage pour valoriser l'activité d'apiculture, encourager la sélection et la préservation des races d'abeilles locales et les protéger contre les maladies tout en suivant un processus technique et une bonne nutrition des abeilles et en concrétisant le programme de vulgarisation agricole.

La session de formation, organisée à l'initiative de l'Association "Rahik" pour l'apiculture et la protection des abeilles du Sahara de la commune de Asla en collaboration avec l'Association nationale des apiculteurs professionnels et des techniciens de l'Institut technique des élevages, a abordé les produits de la ruche (la gelée royale, gomme d'abeille, pollen et autres) et les méthodes de traitement biologique des maladies qui affectent les ruches, selon les organisateurs.

Un membre de l'Association "Rahik", Tahar Talbi a insisté sur la sensibilisation des apiculteurs sur l'importance de structuration dans des associations et des coopératives, l'organisation d'expositions et de rencontres scientifiques

pour mettre à jour les informations et motiver les apiculteurs pour développer leurs compétences en communication, ainsi que sur l'encouragement de la commercialisation des produits et l'orientation vers l'accès aux crédits de soutien pour créer des projets d'investissement dans ce domaine. L'apiculteur Moussa Bendaoud, spécialiste dans le domaine de l'abeille saharienne de la commune de Tiout a évoqué les obstacles et les problèmes auxquels sont confrontés les apiculteurs de la wilaya, notamment la "pollution génétique", les difficultés de commercialisation du produit et d'accès aux zones disposant d'arbres et de plantes pastorales qui représentent la nourriture pour les abeilles dont le cidre, la lavande et le thym.

La rencontre, ayant regroupé une trentaine d'apiculteurs de différentes communes de la wilaya de Nâama, vise à mettre l'accent sur les techniques à appliquer dans la production du miel local et des opportunités offertes par cette Division aux agriculteurs désirant se lancer dans ce domaine.

MOSTAGANEM

Interception de deux embarcations et arrestation de 26 personnes

Deux embarcations destinées à l'émigration clandestine ont été interceptées durant les dernières 24 heures au large de la wilaya de Mostaganem par les unités territoriales des garde-côtes qui avaient procédé à l'arrestation de 26 personnes, a-t-on appris jeudi auprès de ce corps constitué. Les unités de plongée relevant des garde-côtes ont intercepté, à 16 miles marins (29 kilomètres) au nord du port de Mostaganem, une première embarcation avec à son bord 11 candidats à l'émigration clandestine, a indiqué la même source. La deuxième embarcation, à bord de laquelle se trouvaient 15

personnes dont deux femmes, a été interceptée à 10 miles marins (18 kilomètres) au nord du littoral de Mostaganem, a-t-on fait savoir. Les personnes arrêtées ont été reconduites par les garde-côtes au port de Mostaganem pour effectuer les formalités légales d'usage en pareilles circonstances dans le strict respect du protocole de prévention sanitaire contre la pandémie de la Covid-19. Elles ont été remises ensuite aux services de sécurité territorialement compétentes avant le ur présentation devant la justice, a-t-on ajouté de même source.

TÉBESSA

Lancement des travaux de réalisation d'une route à El-Ogla Lmalha

Les travaux de réalisation d'une route reliant entre le chemin de wilaya (CW) 5A et la région de "Mhafoura" dans commune d'El-Ogla Lmalha (sud de Tébessa) ont été lancés jeudi. Cette route permettra de désenclaver plusieurs méchtas relevant de cette collectivité locale, a indiqué le wali de Tébessa, Mohamed El-Barka Dahadj, qui a insisté sur la qualité et le respect des délais de réalisation. Une enveloppe financière qui s'élève à 828 millions DA a été allouée du fond de solidarité et de garantie des collectivités locales de l'année

2019 pour la réalisation de cette première tranche sur une distance de 5 km, tandis que les délais de réalisation ont été arrêtés à 10 mois. Le chef de l'exécutif local a instruit le directeur des travaux publics de mobiliser des enveloppes financières et lancer "immédiatement" des travaux d'entretien des routes nationales, de wilayas et communales de cette wilaya frontalière.

Le wali a entamé sa visite de travail à la daïra de Bir El-Ater qui regroupent les communes de Bir El-Ater et El-Ogla El-Malha,

par l'inspection des projets relevant du secteur de l'éducation nationale dans les cycles primaire et moyen, où des salles de classe ont été achevées et sont prêtes pour la prochaine rentrée scolaire. Concernant les projets du secteur de l'habitat, M. Dahadj a exprimé son mécontentement quand au déroulement des procédures administratives et de la cadence des travaux, soulignant l'importance de "renforcer les chantiers pour remettre les clés aux bénéficiaires". Une rencontre avec les représentants de la société

civile de cette daïra a été tenue en fin de visite, ce qui a permis au wali d'écouter leurs préoccupations liées au manque d'approvisionnement en eau potable, au logement, le chômage, l'environnement, et le raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité. Le chef de l'exécutif local a promis d'œuvrer à trouver des "solutions urgentes", notamment l'approvisionnement des habitants en eau potable et au gaz, dans l'attente des financements nécessaires.

BATNA

M. Nasri procède à la distribution de 616 logements tous segments confondus

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a procédé jeudi à Batna à la distribution de 616 logements tous segments confondus et 121 décisions d'attribution pour l'auto-construction. Le quota de logements distribué à la maison de la culture Mohamed Laid Al Khalifa au chef lieu de wilaya, comprend 616 logements (478 logements publics locatifs, 50 unités inscrites dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, 80 logements promotionnels aidés, et 8 logements promotionnels publics, en plus de 121 décisions d'attribution d'aide à l'auto-construction inscrits dans le cadre des lotissements sociaux. Auparavant, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a donné au pôle urbain Hamla3 (commune Oued Chaâba) le coup d'envoi du dernier lot du projet de réalisation de logement de type location-vente (880 unités) et la domiciliation du restant du projet au profit des souscripteurs ayant payé la première tranche. A cette occasion, M. Nasri a affirmé que l'opération de distribution de logements "se poursuivra" et "des dizaines de milliers de logements seront distribués le 1er novembre à travers tout le territoire national". Affirmant que la réalisation des logements se poursuit en Algérie, le ministre a rappelé que l'amendement de la Constitution qui sera soumis, le 1er novembre prochain, à référendum populaire a consacré la poursuite des aides accordées par l'Etat au profit des familles démunies notamment en matière d'acquisition de logement, et a consacré plusieurs droits et libertés pour une Algérie nouvelle. Le premier novembre prochain sera "spécial", car coïncidant cette année avec un référendum populaire sur l'amendement constitutionnel et l'inauguration du grand projet urbain à savoir la grande mosquée d'Alger et la remise d'important quotas de logements de différentes formules à travers tout le territoire national, a souligné M. Nasri. Inspectant des projets de logements au site Hamla 3 dans la commune d'Oued Chaâba, le ministre qui a assisté à un exposé sur les programmes de logements inscrits à l'actif de la wilaya et les projets d'aménagement urbain et d'équipements public, a pris plusieurs décisions pour "lancer les programmes de logements en instance avant fin 2020" et "activer la réception de plus de 4.200 LPL". Le ministre a également décidé d'ouvrir le quota de 300 LPP, auparavant réservé à une catégorie précise de la société, à tous les citoyens désirant acquérir ce type de logements dont les travaux de réalisation seront lancés "incessamment". M. Nasri a annoncé la dotation de la wilaya de Batna d'un programme supplémentaire de 400 logements ruraux. S'agissant de l'aménagement urbain, M. Nasri a indiqué que cette visite lui a permis de prendre la décision d'exploiter les reliquats des dotations financières dont avait bénéficié la wilaya au profit des zones d'ombre notamment celles recensées dans les zones urbaines. Le ministre s'est enquis également de l'avancement des travaux de réalisation des équipements publics notamment les structures relevant du secteur de l'éducation en prévision de la rentrée scolaire qui sera marquée à Batna par l'ouverture de 8 établissements des paliers moyen et secondaire. Le ministre a inspecté au cours de sa visite dans la wilaya de Batna des projets de logements réalisés dans le cadre de la location-vente et le promotionnel aidé en plus d'établissements scolaires dans les nouvelles cités comme les 1.000 logements (AADL) de Parc à fourrage dans la ville de Batna.

COMMERCE

M. Rezig prend part au Forum économique et d'affaires Turquie-Afrique

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a pris part, jeudi par visioconférence, aux travaux du Forum économique et d'affaires Turquie-Afrique, avec la participation de 81 Etats, indique un communiqué du ministère du Commerce.

Ce Forum a été consacré à l'examen des répercussions de la propagation du nouveau coronavirus (COVID-19) sur les économies des Etats africains, précise la même source.

Les participants à cette rencontre ont évoqué les voies et moyens à même de développer les échanges commerciaux entre les pays africains et la Turquie, et de relancer l'activité économique sur fond de propagation de la Covid-19, ajoute la même source.

RÉGIONS-DÉVELOPPEMENT Plusieurs sources de financement pour les opérations destinées aux régions d'ombre (Brahim Merad)

Le conseiller du président de la République chargé de suivi des régions d'ombre, Brahim Merad a souligné jeudi à Guelma "l'existence de plusieurs sources de financement pour les projets destinées aux régions d'ombre à travers le pays".

"Le financement des projets dans les régions d'ombre se fait via les programmes sectoriels, les plans communaux de développement ou bien la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales", a affirmé le conseiller du président de la République à l'APS en marge de sa deuxième journée de travail dans la wilaya expliquant "qu'aucun portefeuille n'est exclusivement dévolu à ce genre de projets".

Il a ajouté que les wilayas et les communes peuvent également contribuer dans le programme de prise en charge des régions d'ombre en puisant dans leur propre budget pour financer certains projets.

Il a cité, à cet effet "l'entretien continu du réseau d'éclairage public où l'exploitation des sources d'eau pour approvisionner les populations en eau potable".

M. Merad a dans ce contexte soutenu "qu'il serait possible de mettre fin aux difficultés vécues par les habitants des régions d'ombre en l'espace d'un ou de deux ans, avec un suivi rigoureux et continu de la part des responsables locaux".

"Les régions d'ombre bénéficient de financements qui permettent à leurs habitants d'obtenir réparation en matière de développement et de rattraper des années de marginalisation", a-t-il affirmé. A l'occasion, il a indiqué que "l'année 2020 a été marquée par la concrétisation et l'inscription de grandes opérations à travers le pays" s'engageant à œuvrer à "mobiliser en 2021 les fonds nécessaires pour répondre aux préoccupations des habitants des zones d'ombre".

Dans la région de Moumna dans la commune de Oued Fraga, lors de sa rencontre avec des citoyens et des représentants des médias, le conseiller du Président de la République a affirmé que "les dizaines de milliers de projets en cours de réalisation au niveau de près de 15 000 zones d'ombre ont créé une véritable dynamique dans ces régions" ajoutant que les chantiers ouverts ont permis de générer des opportunités d'emploi pour les habitants de ces zones.

Au deuxième jour de la visite du conseiller du Président de la République chargé du suivi des zones d'ombre, plusieurs régions de la daïra de Lakhzara, qui recense 13 zones d'ombre ont été inspectées.

Selon les données fournies, ces zones ont bénéficié de 70 opérations de développement, dans les localités de Bouhchana et Ain Sandal notamment, en plus de la daïra de Hammam Nbaïl, où 20 opérations ont été inscrites à Oued Cheham et Dahoura. Au cours de deux jours de visite, M. Merad qui a inspecté 15 zones d'ombre à travers 11 communes de la wilaya de Guelma, a affirmé aux habitants de ces régions que "les zones d'ombre bénéficieront dans la cadre du programme du président de la République, de leur droit au développement".

INDUSTRIE AUTOMOBILE

M. Aït Ali étudie avec un représentant de Volkswagen la concrétisation d'un projet industriel en Algérie

Le ministre de l'Industrie, M. Ferhat Aït Ali Braham, s'est entretenu, jeudi à Alger, avec le représentant du Groupe Volkswagen pour la région de l'Afrique du Nord, vice-président de la compagnie espagnole Seat, filiale de Volkswagen, M. Alfonso Sancha Garcia, sur la possibilité de concrétiser un projet industriel en Algérie.

Lors de cette rencontre, tenue en marge de l'organisation du Forum d'affaires algéro-espagnol, "les deux parties ont examiné les possibilités de concrétisation d'un projet industriel du Groupe Volkswagen en Algérie", indique un communiqué du ministère.

Dans ce cadre, M. Aït Ali Braham a expliqué au représentant du géant de l'automobile le nouveau cadre juridique régissant cette activité et les incitations et avantages qui seront accordées aux investisseurs dans ce domaine.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette entrevue, le ministre a affirmé "la volonté du groupe automobile d'établir un projet industriel en Algérie conformément à la nouvelle approche de



construction automobile, tout en précisant que les discussions avec la partie étrangère avaient commencé il y a six mois".

Il a ajouté qu'un groupe de travail sera formé entre le

ministère de l'Industrie et le Groupe Volkswagen pour étudier la possibilité d'établir un projet de construction de véhicules touristiques selon le nouveau cahier des charges. A ce pro-

pos, a-t-il déclaré, "Nous avons rencontré aujourd'hui M. Garcia, à l'occasion de la visite du Président du gouvernement espagnol, pour entamer l'étude de la concrétisation réelle d'un projet industriel en Algérie avec le groupe Volkswagen".

De son côté, le Vice-président exécutif de Seat et représentant du groupe Volkswagen a indiqué que les discussions avec la partie algérienne étaient "très intéressantes et constructives" après avoir reçu des explications sur le nouveau cahier des charges régissant l'industrie automobile en Algérie.

"Nous essayons d'avancer dans ce projet pour voir si nous pourrions concrétiser un projet de Seat ou du Groupe ici en Algérie", a-t-il dit.

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE BELLARA Vers un guide des pièces de rechange mécaniques importées

Des experts du Groupement Algeria Corporate Universities (GACU) travaillent à l'élaboration d'un premier catalogue des pièces mécaniques importées par le Complexe sidérurgique de la Société Algerian-qatari steel (AQS) de la zone industrielle de Bellara à El Milia (56 km de Jijel) en vue de "les reproduire et les fabriquer", a annoncé jeudi le P-dg du GACU, Sifi Ghrieb.

Dans une déclaration à l'APS, au siège de l'AQS en marge de journées de formation en maintenance au profit de cadres et ingénieurs du Complexe, M.

Sifi a indiqué que "la première opération d'élaboration d'un catalogue des pièces de rechange importées en vue de les produire avec une empreinte algérienne aura lieu au complexe AQS en attendant sa généralisation aux autres groupes industriels". Le catalogue est élaboré conjointement par des experts du GACU et du Complexe AQS regroupés dans un conseil commun, a précisé M. Sifi avant d'ajouter que les pièces de rechange les plus consommées seront présentées aux centres de recherche et sociétés nationales de mécanique

notamment celle activant au pôle industriel d'El Khroub et Constantine en vue de les fabriquer localement et économiser les devises affectées à leur importation. Les petites pièces peuvent être confiées à des micro-entreprises à créer de sorte à générer de nouveaux postes d'emploi tandis que les grandes pièces ou les pièces plus compliquées seront confiées aux grandes entreprises de mécanique, a ajouté M. Sifi.

L'initiative profite au secteur national des industries mécaniques qui recèle d'importantes compétences humaines et ressources matérielles, a encore souligné la même source qui a assuré que d'autres catalogues seront à l'avenir conçus notamment pour les déchets, les services et équipements inutilisés.

Ces conseils regroupant des experts algériens seront créés pour exporter "les expériences algériennes" dans divers domaines dont la sidérurgie et l'électricité. M. Sifi a fait état d'un travail en cours pour la création de plateformes numériques (banques de données) conjointement par le GACU, des universités algériennes et divers groupements indus-

triels et contenant l'ensemble des inputs et outputs des groupements industriels et accessibles à tous leurs gestionnaires de sorte à favoriser les possibilités d'investissements en partenariat.

Ces plateformes permettront également aux banques d'effectuer des études d'utilité de chaque projet d'investissement, a-t-il encore ajouté. L'Université Mohamed Seddik Benyahia de Jijel prendra en charge en coopération avec le Complexe sidérurgique AQS l'élaboration de la plateforme numérique de la sidérurgie tandis que la plateforme des industries mécaniques sera confiée à l'Université des frères Mentouri (Constantine-1) alors que l'Université Farhat Abbas de Sétif se chargera de la plateforme du secteur de la chimie, a-t-on indiqué. De son côté, Soufiane Chayeb, P-dg adjoint de la Société AQS a souligné que la coopération avec le GACU a généré un effet positif pour le Complexe notamment en impliquant l'université dans la formation des étudiants qui seront les cadres et ingénieurs du Complexe grâce à des programmes adaptés à ses besoins.

ENERGIE

Orienter l'énergie vers les investissements générateurs de richesse

Le ministre de l'Énergie, Abdelmadjid Attar, a mis l'accent, vendredi soir depuis In-Amenas (Illizi), sur l'orientation de l'énergie vers les investissements producteurs de richesse, de sorte à insuffler une dynamique à l'économie nationale, en particulier les secteurs productifs.

Les enjeux futurs de l'économie nationale exigent une exploitation optimale de l'Énergie, en élargissant son champ d'utilisation et en l'orientant vers les investissements générateurs de richesses, à l'instar de l'agriculture et l'industrie, pourvoyeurs d'emplois durables, a

affirmé le ministre, qui amorcé depuis In-Amenas une visite de travail de trois jours dans la wilaya d'Illizi.

M. Abdelmadjid Attar, qui est accompagné du Président directeur général de Sonatrach, Tewfik Hakkar, a souligné l'importance des énergies, sous leurs différentes formes, comme outils attractifs de l'investissement, devant être largement renforcés à travers l'extension des réseaux énergétiques aux différentes régions et agricoles et industrielles, et contribuer de la sorte à améliorer et favoriser le climat des investissements.

Après avoir écouté un

exposé sur le projet de raccordement de la zone d'activités industrielles d'In-Amenas aux réseaux d'électricité et de gaz, M. Attar a insisté sur la concrétisation de l'opération dans les meilleurs délais, tout en mettant en exergue l'importance stratégique de cette zone de 64 hectares (68 lots), appelée à constituer un pôle industriel susceptible de promouvoir l'investissement et de constituer un incubateur de startups et de PME.

Le ministre a saisi l'opportunité pour donner des orientations fermes visant à aplanir les contraintes face aux investisseurs en ce qui concerne

l'exploitation de l'énergie de manière suffisante, appelant aussi à faciliter l'accès à l'énergie en priorité aux investissements générateurs et créateurs d'emplois. Le ministre de l'Énergie a ensuite inspecté la centrale électrique (alimentée en gaz) d'In-Amenas, d'une capacité de 30 mégawatts, où une présentation lui a été faite sur cette installation énergétique mise en service en 2012. M. Abdelmadjid Attar poursuivra sa visite samedi et dimanche par l'inspection d'autres installations et projets du secteur à In-Amenas, Illizi et Djanet.

AFRIQUE

Les Etats africains ont besoin de 1200 milliards de dollars jusqu'en 2023 pour dépasser la crise sanitaire (FMI)

Les Etats africains ont besoin de 1200 milliards de dollars de financement jusqu'en 2023 pour surmonter la crise provoquée par la pandémie du Covid-19, a annoncé vendredi la directrice générale du FMI, soulignant que quelque 345 milliards étaient pour l'heure manquants.

Les engagements des prêteurs bilatéraux officiels et des institutions internationales couvrent moins d'un quart des besoins prévus, tandis que les capitaux privés sont toujours limités, a déploré Kristalina Georgieva dans un discours prononcé à l'occasion d'un événement virtuel baptisé "Mobilisation en faveur de l'Afrique".

En avril, le Fonds monétaire international avait estimé le manque de financement à 44 milliards pour la seule année 2020.

Il est impératif que tous les pays et institutions se mobilisent davantage pour aider l'Afrique à faire face à la crise, a poursuivi la patronne de l'institution de Washington.

Selon elle, la pandémie ne pourra pas s'arrêter si elle n'est pas maîtrisée dans des régions comme l'Afrique.

Le continent compte plus d'un million de cas de Covid-19, et 23. 000 personnes en sont mortes, a rappelé le FMI.

Le PIB devrait s'y contracter d'au moins 2,5% en 2020, "ce qui représente l'un des pires résultats jamais enregistrés pour le continent", selon le Fonds.

L'institution de Bretton Woods estime que la reprise devrait commencer l'année prochaine mais le PIB réel n'atteindra son niveau d'avant



la crise qu'en 2022. La détérioration des conditions économiques et la perte d'emplois pourraient entraîner une baisse du revenu des ménages jusqu'à 12% cette année", a également indiqué Kristalina Georgieva.

En conséquence, jusqu'à 43 millions de personnes supplémentaires pourraient être poussées dans l'extrême pauvreté en Afrique, anéantissant cinq années de progrès dans la réduction de la pauvreté.

"La crise met également en péril les progrès de la dernière décennie en matière de renforcement du capital humain, notamment l'amélioration de la santé, la scolarisation et la réduction du retard de croissance", relève le Fonds.

Le FMI a considérablement augmenté son aide financière

en faveur de l'Afrique avec l'octroi d'environ 26 milliards de dollars à plus de 40 pays en 2020, "près de dix fois plus que la moyenne annuelle de la dernière décennie en pourcentage du PIB".

Il a toutefois assorti cette aide d'urgence à l'obligation pour les autorités locales d'utiliser ces fonds pour lutter contre les effets de la pandémie.

Les pays devront publier des audits régulièrement pour faire preuve de transparence. Le FMI se félicite que plusieurs pays ont déjà promulgué des lois et créé des organes de contrôle, citant le Burkina Faso, la République centrafricaine et la Gambie.

Il a aussi accordé des subventions pour l'allègement du service de la dette à 22 pays

d'Afrique. De son côté, La Banque mondiale par le biais de l'IDA (l'association internationale de développement) et de la BIRD (La Banque internationale pour la reconstruction et le développement) a fourni environ 21,9 milliards de dollars en prêts.

Alors que ces pays manquent de tout, les opérations d'urgence visent à renforcer les systèmes de santé, à soutenir les mesures de confinement, à fournir les équipements médicaux essentiels et à élargir les programmes de protection sociale.

Des projets de développement à plus long terme doivent par ailleurs "jeter les bases d'une reprise solide et durable en Afrique", souligne le FMI.

De plus, la Banque mondiale travaille actuellement sur un plan de financement pour soutenir l'accès équitable aux vaccins et leur distribution dans les pays africains.

Elle a ainsi demandé fin septembre à son Conseil d'administration d'approuver un financement supplémentaire de 12 milliards de dollars pour aider les pays pauvres à acheter et distribuer des vaccins contre le Covid-19.

Celui-ci devrait donner son feu vert la semaine prochaine dans le cadre de ses réunions d'automne.

ROUMANIE

Les Etats-Unis financent un projet nucléaire à la place de la Chine

Les Etats-Unis vont financer à la place de la Chine la construction de deux nouvelles tranches de la seule centrale nucléaire en Roumanie, a annoncé vendredi le ministère roumain de l'Energie.

Le secrétaire américain à l'Energie Dan Brouillette et son homologue roumain Virgil Popescu ont signé à Washington un "accord intergouvernemental de coopération sur l'extension et la modernisation" du site de Cernavoda (sud-est), selon un communiqué du département américain de l'Energie.

Une fois traduit dans les faits, cet accord "historique" permettra à la Roumanie d'"utiliser l'expertise et la technologie américaines aux côtés d'une équipe multinationale qui construira les réacteurs numéros 3 et 4 et modernisera le réacteur numéro 1", selon la même source.

"Une grande compagnie américaine, AECOM, sera chargée de ce projet d'un montant total de 8 milliards de dollars (qui sera mis en œuvre) avec le soutien de compagnies roumaine, canadienne et française", a pour sa part indiqué l'ambassadeur des Etats-Unis à Bucarest Adrian Zuckerman, sans plus de précisions sur les sociétés concernées.

Selon lui, un accord de financement portant sur Cernavoda et sur d'autres projets, soit "le package financier le plus substantiel jamais reçu par la Roumanie", devait être conclu dans la foulée avec l'Exim Bank américaine.

Bucarest avait rompu en juin un accord avec le groupe China General Nuclear Power Corporation (CGN) visant la construction de deux nouveaux réacteurs, sur fond de méfiance croissante envers les investissements chinois en Europe.

Le CGN avait été l'unique candidat à la construction des tranches numéros 3 et 4 de Cernavoda lors d'un appel d'offres lancé par Bucarest en 2014.

Mais le groupe chinois a depuis été placé sur une "liste noire" d'entreprises par les Etats-Unis qui l'accusent d'avoir cherché à dérober des technologies américaines pour un usage militaire.

La compagnie Nuclearelectrica, détenue majoritairement par l'Etat roumain, s'était engagée à chercher d'autres investisseurs, le gouvernement affirmant privilégier "un partenaire au sein de l'UE ou de l'Otan".

Le groupe CGN est allié au français EDF sur deux sites nucléaires, en Chine et en Angleterre avec le projet de centrale Hinkley Point C.

La Roumanie peine depuis une dizaine d'années à actionner le démarrage du projet de Cernavoda, son unique site nucléaire.

Six compagnies européennes - GDF Suez, Iberdrola, CEZ, RWE, Enel et ArcelorMittal - qui avaient signé en 2008 un accord avec Nuclearelectrica s'en sont retirées l'une après l'autre en raison des incertitudes entourant l'avenir de la centrale.

Les deux réacteurs en fonctionnement de Cernavoda fournissent ensemble environ 17% des besoins d'électricité de la Roumanie.

PÉROU

La réactivation du secteur minier atteint 80% (ministre)

La réactivation du secteur minier au Pérou a atteint 80%, a indiqué le ministre de l'Energie et des Mines, Luis Inchaústegui, rappelant qu'à cause de la pandémie, les activités minières avaient été suspendues à hauteur de près de 90%.

"Nous voyons des investissements dans des projets miniers en cours de construction.

Il y a des avancées à Quellaveco, Mina Justa et l'extension de Toromochu", a déclaré le ministre, cité par l'Agence Andina.

Concernant les opérations minières, le ministre a également fait état d'une reprise de la production des principales sociétés minières.

"En cuivre, la production était de 193.000 tonnes métriques en août et en or, plus de 6 millions d'onces fines, soit une augmentation de 19,7%", a-t-il déclaré. D'autre part, il a expliqué qu'entre janvier et août derniers, les investissements miniers ont atteint 2,57 milliards de dollars, un montant inférieur de 27% à celui enregistré lors de la même période de l'année dernière en raison de la pandémie (4,8 milliards USD).

PÉTROLE

Retour à la normale en vue en Norvège après la fin de la grève

La production de pétrole et de gaz en Norvège se dirige samedi vers un rapide retour à la normale après l'annonce de la fin d'une grève de dix jours qui a affecté les cours mondiaux.

Les prix de l'or noir ont terminé en repli vendredi à New York, principalement du fait de l'annonce d'un accord social en Norvège. "La grève qui dure depuis dix jours est terminée", indique l'Association norvégienne de pétrole et de gaz sur son site internet. Le mouvement avait déjà mis à l'arrêt lundi six champs pétroliers représentant 8% de la produc-

tion du premier producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest (environ 300.000 barils équivalent pétrole, pétrole et gaz confondus), et menaçait d'amputer un quart de sa production pétrogazière dans les prochains jours. Les sites concernés étaient en majorité exploités par le géant pétrolier public Equinor (ex-Statoil).

L'accord, intervenu vendredi soir en Norvège après une négociation de huit heures entre les compagnies et le syndicat Lederne, prévoit notamment des augmentations des confortables salaires dans

l'industrie pétrolière norvégienne, ainsi qu'un nouvel accord de convention collective pour les opérateurs à terre d'ici avril 2021.

Ces derniers, grâce aux avancées technologiques, contrôlent de plus en plus souvent les plateformes à distance.

Au total, une production quotidienne de près d'un million de barils équivalent pétrole d'or noir et de gaz naturel était menacée par le mouvement dans les prochains jours, sur un total d'environ quatre millions sortant des gisements norvégien chaque jour.

MAROC

Une banque visée par une enquête pour blanchiment d'argent en Belgique

La banque "Chaabi Bank", filiale du groupe bancaire marocain "Banque Populaire" fait l'objet d'une enquête judiciaire initiée par le parquet fédéral belge sur des activités illicites, liées au blanchiment d'argent, révèle la presse belge.

La police judiciaire fédérale de Bruxelles a procédé le 7 octobre pour le compte du parquet fédéral à une perquisition de trois agences de Chaabi Bank en Belgique qui a concerné la succursale de Bruxelles sis rue Midi, celle du quartier de Molenbeek-Saint Jean de la capitale belge et aussi celle de Borgerhout à Anvers. Selon la même source la police judiciaire a confisqué

des documents, des dossiers et du matériel qui sont désormais mis sous scellé. Des fonctionnaires et agents y compris le Directeur de la succursale de Chaabi Bank en Belgique ont été auditionnés. L'enquête porte sur certaines activités en lien avec des affaires connexes au Pays-Bas. Il s'agit, selon des sources proches de l'enquête, d'activités liées au blanchiment d'argent, à la fraude économique en plus de soupçons d'abus de biens sociaux.

Des sources, citées par la presse marocaine évoque l'implication des agents de Chaabi Bank dans la couverture des opérations de blanchiment d'argent de quelques 68 clients

résidant en Belgique ayant acquis des biens immobiliers au Maroc et en Espagne. L'affaire risque d'éclabousser plusieurs parlementaires, responsables de collectivités locales, hommes d'affaires dans les provinces de Nador et Hoceima. Dans son rapport 2017 sur le trafic de drogue et la criminalité financière dans le monde, le département d'Etat américain s'est inquiété de l'ampleur du blanchiment d'argent au Maroc issu du trafic de cannabis et du transit de la Cocaïne destinée à l'Europe.

Les fonds sont facilement blanchis grâce aux transactions immobilières et l'acquisition de produits de luxe

CHLEF

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans la migration clandestine

La brigade criminelle du Service de wilaya de Police judiciaire de la Sûreté de Chlef a démantelé un réseau criminel spécialisé dans l'organisation de la migration clandestine et arrêté trois individus, indique vendredi un communiqué de la Cellule de communication de ce corps de sécurité.

Les éléments de la brigade criminelle du Service de wilaya de Police judiciaire de la Sûreté de Chlef ont démantelé un réseau criminel s'adonnant à l'organisation de traversées de migration clandestine et procédé à l'arrestation de trois individus, âgés de 24 à 39 ans, précise la même source. Après finalisation du dossier de la procédure pénale, les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes de Chlef pour les chefs d'inculpation de préparation et organisation d'une sortie illégale du territoire national et non signalement du crime de trafic de migrants, conclut le communiqué. Par ailleurs, la brigade de recherche et d'intervention de la Sûreté de Chlef a interpellé un individu âgé de 23 ans qui escroquait des jeunes en leur promettant d'organiser, en contrepartie de sommes d'argent, des voyages de migration clandestine. A l'issue des investigations et de l'achèvement de la procédure légale, le mis en cause a été présenté devant le tribunal de Chlef, qui a ordonné son placement en détention préventive.

TIZI-OUZOU

Saisie de 20 grammes de cocaïne et arrestation d'un individu à Timizart

Un individu a été arrêté et une quantité de 20 grammes de cocaïne saisie, par les services de la gendarmerie nationale, à Timizart, à une trentaine de kilomètres au nord-est de Tizi-Ouzou, a indiqué vendredi dans un communiqué, ce corps de sécurité. Agissant sur des informations concernant l'activité d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogues, de psychotropes et de boissons alcoolisées, les éléments du groupement territorial de la Gendarmerie nationale ont effectué une perquisition dans certaines habitations de la même localité, a-t-on ajouté. Cette opération a permis de découvrir et de saisir dans l'une des maisons fouillées, "une quantité de 20 gr de cocaïne, ainsi que 3 748 bouteilles de boissons alcoolisées, une somme de 10 600 DA" représentant les revenus de la vente de ces boissons", des armes blanches (deux grandes épées et trois poignards) et cinq feux d'artifices (dont trois bombes de forme ronde, un de taille moyenne et un autre en forme de tube). "L'enquête se poursuit toujours et le mis en cause sera présenté devant la justice prochainement", a-t-on souligné de même source.

AÏN TÉMOUCHENT

Démantèlement d'un réseau de passeurs de migrants clandestins et arrestation de 11 personnes

Les éléments de la compagnie territoriale de la Gendarmerie nationale d'El Amria (Aïn-Témouchent) ont réussi, lors de deux opérations distinctes, à démanteler un réseau criminel de passeurs, spécialisé dans l'organisation de descentes en mer clandestines et déjouer une tentative d'immigration ayant abouti à l'arrestation un total de 11 personnes ainsi que la saisie de 3 embarcations et matériels de navigation, a-t-on appris, vendredi, auprès de ce corps de sécurité.

La première opération, effectuée par les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie de Bouzadjar, a permis de démanteler ce réseau criminel, spécialisé dans l'organisation de voyages en mer, au profit de migrants clandestins, et qui s'est soldée par l'arrestation de 6 personnes issues de la wilaya de Aïn Témouchent dont l'âge varie entre 26 et 35 ans, a indiqué le commandant de la compagnie territoriale de la gendarmerie nationale d'El Amria, le commandant Abderrahim Othmani Merabet.

Cette opération a permis la saisie de 2 véhicules touristiques et un (1) véhicule utilitaire qu'utilisait le réseau dans le transport des candi-

dat à l'émigration clandestine, de même que du matériel spécifique à l'opération de navigation qui les guidait jusqu'à la plage rocheuse de la zone d'El Ayoun de Bouzadjar, a ajouté le même responsable.

Cette opération s'est soldée également par la récupération d'une embarcation de type pneumatique, un moteur d'une puissance de 40 chevaux ainsi que 8 jerricans de mazout de 30 litres chacun, outre des gilets de sauvetage et des téléphones portables, a-t-on ajouté de même source.

Dans le même sillage, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale d'Ouled Boujdema ont réussi à mettre en échec une tentative d'émigration clandestine et l'arrestation de 5 personnes dont deux fillettes, issues des wilayas d'Oran et de Sidi Bel-Abbes, qui s'apprêtaient à rallier les côtes de l'autre rive de la méditerranée, a expliqué le commandant Othmani Merabet.

Cette opération a permis, aussi, la saisie d'une embarcation de plaisance, un moteur de 140 chevaux, de même que des gilets de sauvetage, conclut-on.

SOCIÉTÉ CIVILE

"Une forte volonté politique de promouvoir et accompagner la société civile"

Le conseiller auprès du président de la République, chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane a fait part, jeudi depuis Tipaza, d'une forte volonté politique de promouvoir la performance de la société civile, l'accompagner et en faire un partenaire essentiel pour amorcer le changement escompté dans un cadre de responsabilité et d'efficacité.

La détermination de l'Etat et sa forte volonté d'associer, promouvoir et accompagner la société civile, en tant qu'élément primordial, dans le décollage socioéconomique et la relance du développement est une réalité et non un simple slogan, a précisé M.

Berramdane lors d'une rencontre avec des membres de la société civile, tenue à la salle de Conférences de la wilaya de Tipaza.

En effet, il est question de réaliser un objectif essentiel, à savoir le passage d'une action associative classique habituelle à l'assistantat et l'organisation d'activités inutiles à une action associative professionnelle voire institutionnelle, a-t-il souligné.

Dans cette optique, le soutien de l'Etat au profit de la société civile, traduit par l'octroi d'aides financières, ne cessera pas, mais devra se faire, cependant, au titre du sérieux et de l'efficacité dont devront faire montre les associations et organisations au service du citoyen et de la patrie, et non sur la base de la complaisance et du favoritisme, a ajouté le même responsable. Une transition, poursuit-il, qui ne pourra se réaliser sans la mise en place d'une plateforme numérique comportant plusieurs axes, tel que l'utilisation par la société civile des nouveaux outils dans ses actions à l'instar de la commercialisation de ses projets, ou encore la formation. Les données recueillies constitueront, par la suite, une base de données



permettant d'effectuer une évaluation globale et impartiale des activités périodiques entreprises par la société civile, et méritant ainsi le soutien de l'Etat, a-t-il expliqué.

Pour ce faire, le conseiller auprès du président de la République a invité les membres de la société civile présents à la rencontre à l'impératif de s'organiser sous forme d'instance wilayale incluant l'ensemble des acteurs de la société civile au niveau local, bien entendu, afin de faciliter la communication et la coordination des efforts. Une telle démarche permettra aux membres non seulement de soulever leurs préoccupations mais également de relancer des projets en commun de manière plus efficace et plus efficiente, a-t-il poursuivi.

Il a évoqué, dans le même contexte, le projet de révision constitutionnelle qui a accordé à la société civile une

attention particulière contrairement aux textes précédents, estime que cette mouture "est un précédent qui traduit la conviction du Président de la République quant à l'importance du rôle que la société civile peut jouer dans la concrétisation du bien-être et du progrès dans divers domaines de la vie". Partant, il est demandé à la société civile pressentie, à l'avenir, à occuper une place essentielle, de se mobiliser davantage, estime M.

Berramdane qui cite à ce titre, l'affirmation du Président de la République lors de sa dernière rencontre avec les walis, à savoir que la société civile est le 1er premier allié pour la stabilité. Pour ce faire, M. Berramdane a appelé à se mobiliser davantage et à consentir des sacrifices, en ce sens que l'action associative est, au bout du compte, une conviction nécessitant beaucoup d'ef-

fort. Pour Berramdane, la démocratie participative que l'Algérie œuvre à édifier et qui en est à ses premières étapes, en concrétisation du programme du Président de la République, ne se résume pas à des slogans retentissants comme ce fut dans le passé, mais une vision fondée sur des bases scientifiques et sera renforcée par des outils juridiques qui permettront d'accompagner avec efficacité la société civile d'une part, et permettre à cette même société de contribuer de manière efficace à l'édification d'une économie nationale. A cet égard, M. Berramdane affirme qu'un avenir économique florissant et prometteur attend la wilaya de Tipaza. Un avenir qui ne saurait se concrétiser sans l'association de la société civile, appelée à davantage de mobilisation en vue d'accompagner la concrétisation du projet stratégique qui est le port commercial d'El Hamdania à Cherchell. La rencontre a été ponctuée de débats riches animés par des membres de la société civile de la wilaya de Tipaza, axés globalement autour du problème de communication avec les administrations et les responsables, de l'absence de sièges, de la lourdeur dans l'obtention d'agrément pour les associations en cours de constitution. La rencontre a également vu la présentation de certains points de vue et propositions relatives à l'avenir de l'action de la société civile.

ALGERIE - POSTE

Intégration de la totalité des employés recrutés dans le cadre du DAIP (ministre)

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar,

a annoncé jeudi à Blida l'achèvement de l'opération d'intégration de la totalité des employés des bureaux postaux du pays, recrutés dans le cadre du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP). "Nous avons achevé l'opération de régularisation de la situation de plus de 8.000 employés recrutés dans le cadre du DAIP, ayant bénéficié de contrats de travail aidés et permanents", a indiqué le ministre dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya, à la veille de la célébration de la Journée mondiale de la Poste (9 octobre). Rappelant que l'opération a été entamée il y a deux ans environ, le premier responsable du secteur a réaffirmé, à ce titre, l'engagement pris par le ministère de tutelle de "régulariser la situation de cette catégorie de travailleurs d'Algérie poste, ayant consentis d'énormes efforts pour servir l'Algérie-Poste".

Et de relever: "La force de cette entreprise réside dans la ressource humaine formée". Aussi, M. Boumzar a souligné que l'Algérie poste, qui "offre un service public d'excellence", compte "s'appuyer à l'avenir sur les idées et innovations des jeunes pour développer et moderniser ses prestations".

Il a cité, à titre d'exemple, une application proposée aujourd'hui par un jeune de la wilaya. L'application permet l'actualisation de la base de données relative aux adresses, considérée comme

l'un des plus importants problèmes rencontrés par les facteurs lors de la livraison des colis, à cause des changements d'adresses.

Dans le cadre de l'amélioration des prestations fournies au citoyen, le ministre de la Poste et des Télécommunications a insisté sur "la nécessité de raccorder la totalité des nouveaux pôles urbains au réseau internet", qui est devenu "indispensable pour le citoyen, au même titre que l'eau, l'électricité et le gaz".

Il a appelé, à ce titre, les opérateurs de la téléphonie mobile à "respecter leurs engagements pour servir le citoyen". Le manque de couverture dans les villes et les grands pôles urbains est inadmissible", a déploré le ministre, relevant la nécessité d'accorder la "priorité aux établissements éducatifs et sanitaires, en ce qui concerne les raccordements au réseau internet".

Soulignant les efforts considérables consentis par l'Etat pour fournir ce service à tous les citoyens, particulièrement ceux des zones d'ombre, le ministre a déclaré que des préparatifs sont en cours pour le lancement d'un projet pilote, visant à raccorder les régions reculées au réseau internet.

Le projet sera mené en coordination avec l'Agence spatiale algérienne, en mettant à profit les ressources dont dispose l'Algérie en matière de satellite.

SANTÉ - TROUBLES

Près d'un milliard de personnes souffrent de troubles mentaux dans le monde (ONU)

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a appelé à une augmentation considérable des investissements pour venir en aide à près d'un milliard de personnes qui souffrent de troubles mentaux dans le monde.

"Toutes les 40 secondes, une personne meurt par suicide, et il est désormais établi que la dépression est une cause majeure de maladie et de handicap chez les enfants et les adolescent(e)s", a souligné le Secrétaire général dans un message, publié samedi sur le site de l'ONU.

"Nous observons, maintenant, les conséquences de la pandémie sur le bien-être mental de l'individu, et ce n'est que le début. Si rien n'est fait, de nombreux groupes, notamment les personnes âgées, les femmes, les enfants et les personnes souffrant de troubles mentaux, risquent de voir leur état de santé se dégrader considérablement à moyen et à long terme", a-t-il ajouté, à l'occasion de la Journée de la santé mentale, célébrée chaque année le 10



octobre. Le SG de l'ONU a rappelé que la santé mentale est un élément dont il est essentiel de tenir compte si l'on veut mettre en place

une couverture sanitaire universelle. Selon l'ONU, l'accès à des services de santé mentale de qualité est trop limité. Dans les pays à

faible revenu ou à revenu intermédiaire, plus de 75% des personnes atteintes de troubles mentaux ne reçoivent aucun traitement.

Et, de manière générale, les gouvernements consacrent en moyenne moins de 2% des budgets de la santé à la santé mentale. "Cette situation ne peut durer", a dit M. Guterres.

"Nous ne pouvons plus fermer les yeux face à la nécessité d'augmenter considérablement les investissements dans la santé mentale.

Nous devons agir ensemble, dès à présent, pour fournir à ceux et celles qui en ont besoin, sans exception, un accès à des soins de santé mentale de qualité, afin que nous puissions nous relever plus rapidement de la crise liée à la Covid-19", a-t-il ajouté.

LE NOBEL DE LA PAIX 2020

Attribué au Programme alimentaire mondial (PAM)

Le Nobel de la paix a couronné vendredi le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies qui, du Yémen à la Corée du Nord, nourrit des dizaines de millions de boucles dans un monde où la faim, redoutable "arme de guerre", devrait encore progresser du fait du Covid-19.

Opérant aussi bien par hélicoptère qu'à dos d'éléphant ou de chameau, le PAM se présente comme "la plus grande organisation humanitaire", une nécessité puisque, selon ses estimations, 690 millions de personnes -- une sur 11--

souffraient de sous-alimentation chronique en 2019. Et sans doute davantage cette année à cause de la pandémie.

Le PAM est récompensé pour "ses efforts de lutte contre la faim, pour sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par les conflits et pour avoir joué un rôle moteur dans les efforts visant à empêcher l'utilisation de la faim comme arme de guerre", a déclaré la présidente du comité Nobel, Berit Reiss-Andersen. Un porte-parole de l'organisation onusienne a fait part d'un

"moment de fierté" avec ce prix. Fondé en 1961 avec son siège à Rome et financé intégralement par des contributions volontaires, le PAM dit avoir distribué 15 milliards de rations et assisté 97 millions de personnes dans 83 pays l'an dernier. Un chiffre vertigineux mais qui ne représente qu'une fraction du besoin total.

Malgré les progrès enregistrés ces trois dernières décennies, l'objectif établi par l'ONU d'éradiquer la faim d'ici 2030 semble hors d'atteinte si les tendances actuelles se poursuivent, selon les experts.

INDONÉSIE

11 personnes auraient péri dans le naufrage d'un bateau de pêche au large de Bali

Onze personnes auraient trouvé la mort après qu'un bateau de pêche a coulé au large de l'île indonésienne de Bali il y a quatre jours, a annoncé vendredi le chef de l'antenne balinaise de l'Agence nationale de recherche et de sauvetage (Basarnas), Gede Darmada. Ce bâtiment, le KM Tanjung Permai, a été frappé par d'énormes vagues et a chaviré au sud de Bali dans la nuit de lundi à dimanche, a-t-il précisé en ajoutant

que cette information vient d'un des 12 membres d'équipage qui a été secouru jeudi après-midi.

Selon Gege Darmada, cet homme s'appelant Nurohman avait utilisé un objet flottant pour survivre.

Le chef des secours a affirmé que ce bateau de pêche naviguait sans équipement de sécurité et dans des conditions météorologiques défavorables lorsque l'incident s'est produit, rappelant qu'un

avertissement avait été lancé à ce sujet par l'Agence de météorologie, de climatologie et de géophysique (BMKG).

"Quand on considère que le navire n'avait pas de gilets de sauvetage et aucun autre équipement de sécurité, les chances de survie des 11 membres d'équipage sont très faibles", a-t-il confié à l'agence Xinhua.

Nurohman a été secouru par un bateau traversant le détroit de

Grajanan, dans la province voisine de Java oriental, où les courants l'avaient emmené, a déclaré Gege Darmada.

Alif Supartana, chef de l'unité opérationnelle de la Basarnas à Bali, a annoncé que les recherches avaient repris vendredi, impliquant la Marine, les équipes de la Basarnas et la police maritime de l'île de Bali et du district de Banyuwangi dans la province de Java oriental.

ALLEMAGNE

L'évacuation d'un squat alternatif provoque de violentes manifestations

Plusieurs centaines de personnes manifestaient vendredi soir dans le centre de Berlin, où des vitrines de magasin ont été brisées, pour protester contre l'évacuation d'un squat historique de la capitale allemande, selon la police, qui a déployé un important dispositif.

Plusieurs centaines de manifestants, dont de nombreux masqués et vêtus de noir, défilaient sous une pluie battante dans la soirée depuis le quartier central de Mitte avec une banderole "Défendez les espaces libres, rester à l'offensive".

Des vitrines de magasins et des voitures ont été incendiées, a indiqué la police, précisant que des agents avaient essuyé des jets de bouteille. Des pétards et feux d'artifices ont aussi été tirés dans des rues du centre, entourées d'une épaisse fumée. Un arrêt de bus a été détruit. La police de Berlin a annoncé le déploiement de 1.900 agents, en tenue anti-émeute, pour contenir cette manifestation. Les manifestants protestent

contre l'évacuation vendredi matin d'un immeuble berlinois, l'un des derniers vestiges libertaires de la capitale, l'immeuble "Liebig34".

La quarantaine de locataires encore barricadés dans cet espace militant de l'est de la ville avait quitté dans la matinée les lieux dans un calme relatif, loin des combats de rue redoutés par les autorités qui ont connu dans les années 1990 des expulsions houleuses, où policiers et "autonomes" s'affrontaient parfois durant des jours. Cet espace "anarcho-queer-féministe", à la façade couverte de graffitis et de banderoles, offrait depuis 1999 un refuge à une quarantaine de personnes. Un bar et un centre culturel autogérés permettaient au collectif de récolter une partie des montants nécessaires pour acquitter le loyer de cet espace.

Sous la pression immobilière, nombre de ces repaires alternatifs ont disparu ces dernières années.

NIGER

Démantèlement d'un réseau international de trafic de drogues dans l'ouest

L'Office central de répression de trafic illicite de stupéfiants (OCTRIS) du Niger vient de démanteler un réseau international de trafic de drogues avec l'arrestation de deux suspects et la saisie de plus de 117 kg de cannabis dans la région de Dosso (ouest du pays), a annoncé vendredi une source policière.

Au cours de la même opération, 5 000 comprimés d'Axol, 341 comprimés de Tramadol, et 281 comprimés de Diazepam D5, ont été également saisis selon les services de presse de la Police nationale.

Les trafiquants ainsi que la quantité de drogue saisie ont été présentés jeudi à la presse régionale, à Dosso, en présence des autorités régionales.

Cette saisie à laquelle s'ajoutent plusieurs autres effectuées par l'OCTRIS sur le territoire, dont plus de 20.640 comprimés de Ryvotril et 11.849 comprimés de Diazepam, dans la région de Dosso, 4.500 comprimés de Diazepam dans la région de Diffa, depuis juin dernier, "dénotent l'ampleur du trafic de drogue au Niger, malgré un léger ralentissement dû à la pandémie de la Covid-19", a déploré la police.

ETATS-UNIS

L'ouragan Delta a touché terre en Louisiane

L'ouragan Delta a atteint vendredi en début de soirée les côtes de la Louisiane, Etat déjà sévèrement frappé par les intempéries depuis plusieurs mois, devenant ainsi la 10e tempête de l'année à toucher terre aux Etats-Unis, un record. Delta a touché terre près de la ville côtière de Cameron vers 18H00 heure locale (23H00 GMT), en catégorie 2 sur une échelle qui en compte 5, avec des vents allant jusqu'à 155 km/h selon le Centre national des ouragans (NHC).

L'ouragan est devenu la 10e tempête portant un nom à frapper les Etats-Unis cette année, un chiffre encore jamais atteint. Six d'entre elles ont touché, à des degrés divers, la Louisiane.

Même si ses vents sont moins forts qu'un temps craint - les eaux froides à proximité des côtes de Louisiane lui ont fait perdre de l'énergie - Delta s'abat sur une zone du littoral américain déjà gravement endommagée par l'ouragan Laura à la fin du mois d'août.

Les autorités appellent depuis plusieurs jours les quelque 75.000 habitants de Lake Charles à évacuer car cette ville, connue pour ses raffineries de pétrole, est sur la trajectoire de la tempête, à moins de 100 kilomètres de Cameron.

Planches de bois arrachées, déchet et arbres déracinés jonchent encore ses rues alors que beaucoup d'habitations sont recouvertes de bâches bleues, signes les plus visibles des stigmates laissés par la pluie et les vents violents des précédentes tempêtes. Vendredi en début d'après-midi, la pluie et le vent s'intensifiaient sur Lake Charles, dont les rues étaient totalement vides, donnant une impression de ville fantôme. Les panneaux de réouverture des magasins, dont on ne sait pas trop s'ils avaient été placés après la quarantaine liée à la pandémie de Covid-19 ou après Laura, sonnaient tristement faux. La plupart des habitants avaient déjà évacué, par leurs propres moyens ou dans des bus mis à leur disposition par les autorités, ou étaient calfeutrés chez eux.

Environ 8.000 personnes qui ont quitté les environs à cause de Laura il y a six semaines ne sont toujours pas revenues, leurs habitations étant trop sérieusement endommagées.

Selon les responsables municipaux de Lake Charles, 95% des habitations ont été touchées à des degrés divers par cet ouragan, l'un des plus violents à avoir jamais frappé la région, avec des vents encore plus forts que ceux de Katrina, qui avait détruit La Nouvelle-Orléans en 2005. Avec Delta, le NHC a averti qu'une "onde de tempête potentiellement mortelle" était prévue le long de certaines parties de la côte nord du golfe du Mexique, du Texas jusqu'au Mississippi, avec une houle prévue pouvant atteindre trois mètres. Dix millions de personnes sont concernées par cet avertissement.

John Bel Edwards a appelé les habitants à la plus grande prudence, alors que près de 2.500 membres de la Garde nationale ont été mobilisés pour venir en aide à la population.

Delta "va toucher terre aujourd'hui et la Louisiane ressent déjà ses effets", a-t-il averti vendredi matin sur Twitter.

"Soyez intelligents et restez en sécurité aujourd'hui", a-t-il ajouté.

L'ouragan a balayé plus tôt dans la semaine le sud-est du Mexique, où il a déraciné des arbres et abattu des lignes électriques dans la péninsule du Yucatan mais sans, apparemment, causer de décès. Cette tempête est la 25e portant un nom dans une saison des ouragans dans l'Atlantique inhabuellement agitée, durant laquelle plusieurs records ont été battus. A cause de l'épuisement de la liste des noms latins prévus, les météorologues ont commencé à les identifier avec l'alphabet grec.

Avec le réchauffement de la surface des océans, les ouragans deviennent plus puissants, selon les scientifiques qui prévoient ainsi une augmentation de la proportion de cyclones de catégorie 4 et 5, les plus destructrices.

SANTÉ - ALGÉRIE

MALADIES - DÉPISTAGE Lancement de caravanes médicales pour le dépistage précoce du cancer du sein en zones rurales dans l'Est du pays

Des caravanes médicales itinérantes de dépistage précoce du cancer du sein ont entamé leurs périodes dans les zones rurales de plusieurs régions dans l'Est du pays dans le cadre d'octobre rose, mois dédié à la lutte contre cette maladie, a-t-on appris lundi de Ryad Bouabdallah, directeur régional de l'Agence de développement social (ADS), initiatrice de l'événement.

Lancées en étroite collaboration avec des cellules de proximité et de solidarité (CPS) relevant de l'ADS et des assemblées populaires communales (APC), les caravanes médicales ont encadrées par des équipes pluridisciplinaires composées de médecins généralistes, de psychologues, de sociologues et d'assistants sociaux, a indiqué à l'APS le responsable de l'antenne régionale de développement social, implantée à Annaba, qui gère les wilayas de Constantine, Guelma, Annaba, Skikda et El Tarf.

Les staffs des caravanes en question devront donner, jusqu'à la fin du mois d'octobre en cours, des consultations gratuites en faveur des femmes habitant en zones rurales déshéritées et éparses, a fait savoir le même responsable.

L'opération s'inscrit dans le cadre des mesures prises par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme visant la prise en charge des femmes rurales en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle qui exige d'éviter les regroupements dans des structures de santé en raison de la pandémie du coronavirus Covid-19, a expliqué M. Bouabdallah. La décision, a-t-il ajouté, intervient également en application des directives ayant pour objectif de venir en aide à la population des mechtas et hameaux des wilayas concernés dépourvus de structures de santé et à éveiller les consciences sur le nécessaire dépistage précoce du cancer du sein, "une des causes majeures de mortalité chez la gent féminine." Dotée des équipements médicaux importants pour le dépistage de ce type de pathologies, cette initiative vise "le dépistage du plus grand nombre de femmes" des régions enclavées notamment et ce, conformément au programme de solidarité de proximité et le rapprochement des structures médicales et les prestations de santé du citoyen, a précisé M. Bouabdallah. Le programme de solidarité des caravanes prévoit aussi des actions de sensibilisation autour des voies et moyens de prévention contre le cancer du sein, en plus de la distribution de dépliants ayant trait à l'information sur le dépistage précoce et le traitement de cette pathologie, a indiqué le directeur régional de l'ADS.

La direction régionale de l'ADS d'Annaba dispose actuellement de vingt (20) cellules de proximité et de solidarité (CPS) réparties sur les wilayas de Constantine, de Guelma, d'Annaba, de Skikda, d'El Tarf.

136 nouveaux cas, 103 guérisons et 6 décès

Cent trente-six (136) nouveaux cas confirmés de coronavirus, 103 guérisons et 6 décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, a indiqué samedi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 52.940 dont 136 nouveaux cas, soit 0,3 cas pour 100.000 habitants lors des dernières 24 heures, celui des décès à 1795 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 37.170, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

En outre, 17 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 26 autres n'ayant enregistré aucun cas, alors que 5 autres ont enregistré plus de 10 cas.

Par ailleurs, 31 patients sont actuellement en soins intensifs, a-t-il également fait savoir. Le même respon-



sable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant

MÉDICAMENTS

La PCH réceptionne un premier lot de médicaments destinés au traitement de la leucémie de l'enfant

La Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH) a réceptionné, vendredi, un premier lot d'Acide Foliique et de Méthotrexate, deux médicaments destinés au traitement de la leucémie de l'enfant, en rupture ces derniers jours, a déclaré la directrice de la PCH, Dr. Fatima Wakti.

La PCH "a pris des mesures urgentes pour acquérir un premier lot de médicaments destinés à la leucémie de l'enfant, en rupture ces derniers jours, alors qu'un deuxième lot sera réceptionné au cours de la semaine prochaine", a indiqué à l'APS Dr. Wakti. La PCH avait passé, le 1er

avril 2020, une commande de Méthotrexate au laboratoire producteur mais sa réception a été retardée suite à la fermeture de l'espace aérien.

Le lot d'acide Foliique est un don de membres de la communauté algérienne établie en France.

Les deux produits seront disponibles dès la semaine prochaine après analyses par l'Agence nationale du médicament, a précisé Dr. Wakti qui a rappelé l'acquisition d'une quantité précédente "mais qui n'était pas suffisante".

S'agissant de ces ruptures, la directrice de la PCH a expliqué qu'elles

étaient dû à plusieurs facteurs, dont la crise sanitaire mondiale actuelle et les pressions sur l'industrie pharmaceutique mondiale, particulièrement pour "ces deux médicaments fabriqués uniquement par la Chine et l'Inde".

Depuis le début de la pandémie, les autorités publiques avaient installé un couloir vert pour faciliter l'acquisition de médicaments et leur exonération des taxes et droits de Douane.

En outre, la PCH avait été autorisée de conclure des marchés de gré à gré dans le but d'assurer les médicaments aux citoyens.

STRUCTURES DE SANTÉ

Tipasa : reprise des activités sanitaires et des interventions chirurgicales au niveau des établissements sanitaires

La direction de la santé et de la population (DSP) de Tipasa a annoncé, lundi, la reprise, à compter du mois en cours, des interventions chirurgicales au niveau des établissements sanitaires

de la wilaya. Selon la cellule de communication de la DSP, il s'agit des activités médicales et de soins, ainsi que des interventions chirurgicales, dont la chirurgie pédiatrique, la neuro-

chirurgie, la chirurgie générale, et la chirurgie maxillo-faciale qui ont repris au niveau des établissements publics hospitaliers (EPH) de Tipasa, Hadjout, Koléa, Gouraya et Sidi Ghiles, a-t-on précisé.

La reprise concerne, également, les établissements spécialisés, à l'instar de l'hôpital mère-enfant de Tipasa, et les hôpitaux psychiatrique et de neurochirurgie de Nadhor et Cherchell, selon la même source, qui a lancé un appel aux citoyens, en vue de se rapprocher de ces établissements pour les démarches de soins et prendre rendez-vous, entre autres.

En outre "les examens médicaux spécialisés et la vaccination se poursuivent normalement au niveau des établissements publics de santé de proximité de Tipasa, Bou Ismail, Cherchell et Damous, suivant les rendez-vous fixés pour chacun", a informé la DSP. Sur un autre plan, la même source a réitéré l'im-

portatif du strict respect des mesures de prévention du coronavirus (Covid-19), qui "sévissent toujours", même si les dernières statistiques font état d'une baisse des cas d'atteinte et du rétablissement de centaines de patients, grâce au protocole sanitaire mis en place par le ministère de tutelle, en application des recommandations du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus", a-t-on souligné. Les citoyens ont été, à ce propos, mis en garde contre le "relâchement" d'application des mesures barrières contre la Covid-19, constaté dernièrement, à travers l'abandon du port du masque protecteur et des mesures de distanciation physique au niveau des places publiques, des locaux et centres commerciaux et de certains bus de transport de voyageurs.

"Ce qui pourrait entraîner l'enregistrement de nouvelles contaminations", a-t-on averti.

APS

INSERTION DES ENFANTS HANDICAPÉS 76 cas pris en charge par la Clinique d'orthopédie de Misserghine (Oran)

La Clinique spécialisée en orthopédie et rééducation des victimes d'accident de travail (CNASCORVAT) de Misserghine (Oran) prend en charge 76 enfants afin de les insérer dans le système de l'éducation ou de la formation professionnelle, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de cet établissement de santé.

Il s'agit d'une prise en charge médico-pédagogique d'enfants en situation d'handicap moteur, en vue de les insérer dans le système de l'éducation ou de la formation professionnelle, explique la chargée de la communication de cet établissement, Naïma Maachou.

La prise en charge implique le volet pédagogique, médical et psychologique, précise la même source, soulignant qu'une équipe pluridisciplinaire s'occupe des enfants dès l'âge de 5 ans pour préparer leur insertion dans le système de l'éducation.

Beaucoup d'enfants en situation d'handicap ne

sont pas encore autonomes et ne parlent pas encore bien à l'âge de 5 ans. Suivis à leur arrivée dans des classes d'observation, les spécialistes de la Clinique leur apprennent certains rudiments (la propreté, les couleurs, la prononciation, ...).

Une fois les rudiments acquis, ces enfants entament un programme scolaire avec un matériel adapté.

Dans quelques mois ou quelques années, ils seront insérés dans des écoles normales, a fait savoir Mme Maachou.

La Clinique continue son suivi médical et psychologique après l'insertion des enfants handicapés.

Pour ce qui est des enfants qui présentent de grandes difficultés scolaires, ils sont accompagnés pour trouver une formation adaptée dans des centres de formation professionnelle, l'objectif étant de réussir à les insérer dans la vie socio-économique, selon la même source.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE LE MONDE

Au moins 1.069.029 décès

La pandémie de nouveau coronavirus a fait au moins 1.069.029 décès dans le monde, selon un nouveau bilan établi par des médias à partir de sources officielles samedi.

Plus de 36.934.770 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

Au moins 25.530.500 personnes sont aujourd'hui considérées comme guéries.

Sur la journée de vendredi, 5.965 nouveaux décès et 355.634 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont les Etats-Unis avec 938 nouveaux morts, l'Inde (926) et le Brésil (682).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 213.795 décès pour 7.665.150 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Au moins 3.039.089 per-



sonnes ont été déclarées guéries.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 149.639 morts et 5.055.888 cas, l'Inde avec 107.416 morts (6.979.423 cas), le Mexique avec 83.507 morts

(809.751 cas) et le Royaume-Uni avec 42.679 morts (575.679 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec

101 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (88), la Bolivie (71), l'Espagne (70).

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.536 cas (15 nouveaux entre vendredi et samedi), dont 4.634 décès (0 nouveaux) et 80.696 guérisons.

L'Amérique latine et les Caraïbes totalisaient samedi à 11h00 GMT 366.702 décès pour 10.003.822 cas, l'Europe 240.333 décès (6.298.681 cas), les Etats-Unis et le Canada 223.381 décès (7.842.847 cas), l'Asie 150.625 décès (9.030.114 cas), le Moyen-Orient 49.370 décès (2.167.341 cas), l'Afrique 37.627 décès (1.559.574 cas) et l'Océanie 991 décès (32.398 cas).

BRÉSIL

Près de 150.000 décès confirmés

Le nombre de décès liés au nouveau coronavirus au Brésil a atteint 150.000, a annoncé le gouvernement brésilien, exhortant les citoyens à éviter les foules et les déplacements inutiles pendant les prochaines vacances.

Le bilan des décès dus à ce virus s'élève désormais à 149.639 dans le pays, avec 682 nouveaux décès signalés au cours des dernières 24 heures, indique

le ministère de la Santé. De plus, le ministère a enregistré 27.444 nouveaux cas de Covid-19 au cours des dernières 24 heures, portant le total à 5.055.888. Les autorités ont mis en garde la population contre les foules au cours du long week-end alors que le pays célèbre la fête de Notre-Dame d' Aparecida et la Journée des enfants. L'Etat de Sao Paulo, le plus peuplé du pays, autorisera

la réouverture des cinémas, des théâtres et des musées à partir de samedi.

A Rio de Janeiro, deuxième Etat le plus touché du pays en termes de décès, le gouvernement régional a annoncé que les cours reprendraient dans les écoles publiques pour les élèves de dernière année du secondaire afin qu'ils puissent se préparer aux examens d'entrée à l'université.

ROYAUME-UNI - CORONAVIRUS

De nouvelles restrictions attendues

De nouvelles mesures de restriction sont attendues pour lutter contre la propagation du nouveau coronavirus au Royaume-Uni, où le Premier ministre Boris Johnson doit détailler sa stratégie devant les députés lundi.

Le conseiller stratégique de Boris Johnson, Edward Lister, a écrit aux députés de l'Angleterre, particulièrement touché par la pandémie, pour les prévenir qu'il était "très probable" que des règles plus strictes soient appliquées dans "certaines régions".

"Le gouvernement discutera d'un ensemble de mesures avec les élus locaux

qui présentent toutes des choix difficiles", ajoute-t-il dans cette lettre.

Le gouvernement a aussi annoncé vendredi que le mécanisme de soutien à l'emploi annoncé il y a deux semaines et qui n'était ouvert qu'aux salariés travaillant à temps partiel allait "être élargi aux entreprises qui doivent légalement rester fermées à cause des restrictions imposées par le gouvernement" face au virus.

Les employés de ces entreprises seront indemnisés à hauteur des deux tiers de leur salaire habituel jusqu'à 2.100 livres mensuelles. Les entreprises elles-mêmes ne devront verser

que les contributions à la sécurité sociale et aux retraites.

La mise en place d'un système à plusieurs niveaux de restrictions, selon la gravité de propagation du virus, est attendu, le maire de Liverpool (nord), Joe Anderson, s'attendant à ce qu'un "confinement local" vise sa ville, qui compte près de 600 cas pour 100.000 habitants. Il s'attend à ce que la mesure soit promulguée dès "mardi" au Parlement, a-t-il annoncé à la BBC samedi.

La propagation du virus s'est accélérée ces derniers jours au Royaume-Uni.

La ville de Nottingham, la plus touchée d'Angleterre

compte 760,6 cas pour 100.000 personnes - une forte augmentation comparée aux 158,3 cas pour 100.000 enregistrés la dernière semaine de septembre.

Le Royaume-Uni, le plus durement touché en Europe avec plus de 42.000 morts, a enregistré plus de 17.000 nouveaux cas jeudi et près de 14.000 nouveaux cas vendredi.

En Ecosse, les pubs et cafés de cinq régions d'Ecosse, comprenant les deux villes principales de Glasgow et Edimbourg, ont été contraints de fermer vendredi pour un peu plus de deux semaines, sur décision du gouvernement local.

ALLEMAGNE

Couvre-feu à Berlin pour endiguer l'augmentation des infections

La ville de Berlin impose à partir de samedi la fermeture des restaurants, tous les magasins et stations de services entre 23h00 et 06h00 pour endiguer l'augmentation inquiétante des infections au Covid-19. La ville de Francfort a pris une mesure similaire, entrée en vigueur vendredi soir, avec la fermeture des bars et restaurants et l'interdiction de vente d'alcool entre 22h00 et 06h00.

A Berlin, ce couvre-feu, qui concerne tous les magasins sauf les pharmacies et stations-service, sera en place au moins jusqu'au 31 octobre.

La vente d'alcool dans les stations-service ou les épiceries seront également prohibées à partir de 23h00.

"Ce n'est pas le moment de faire la fête", avait justifié le 6 octobre le maire social-démocrate de la capitale, Michael Müller,

pour justifier cette mesure. "Nous pouvons et nous voulons empêcher un autre confinement" plus sévère, avait-il ajouté, s'adressant plus particulièrement à la tranche d'âge entre 20 et 40 ans.

La municipalité de gauche a également décidé de restreindre fortement les contacts sociaux.

Désormais, entre 23h00 et 06h00 du matin, les rassemblements en extérieur ne devront pas excéder cinq personnes.

En journée, cette jauge reste fixée pour le moment à 50.

Ces restrictions sont encore plus fortes pour les rassemblements en intérieur où, toute la journée, 10 personnes au maximum pourront se retrouver au lieu des 25 prévues jusqu'ici. Ces mesures visent principalement les soirées à domicile et les fêtes illégales, que les autorités berlinoises

considèrent comme propagateur du nouveau coronavirus. situation épidémique est inquiétante dans la capitale, avec un taux d'incidence supérieur à 50 depuis plusieurs jours (plus de 50 nouvelles infections sur 100.000 habitants) et plus de 400 nouveaux cas quotidiens, qui classent désormais Berlin dans les "zones à risque".

Berlin comptait en 2018 quelque 9.800 de enseignes de restauration, dont plus de 1.700 bars ou pubs, selon l'institut Statista.

Il s'agit d'un nouveau coup dur pour l'économie berlinoise, déjà durement touchée par la fermeture des clubs depuis plusieurs mois.

La vie nocturne de la capitale allemande est une composante essentielle de l'économie de la ville.

Les clubs a eux-seuls ont rapporté plus de 1,5 milliard d'euros à la ville en 2018.

CORONAVIRUS - VOYAGES

Les Européens d'accord pour coordonner leurs restrictions de voyage

Les Européens se sont mis d'accord vendredi pour coordonner leurs restrictions de voyage et mettre fin à la "pagaille" actuelle, tandis que le rythme des contaminations par la Covid-19 s'accélère.

Les ambassadeurs des Etats membres ont donné leur feu vert à la majorité qualifiée à une recommandation qui doit être adoptée formellement mardi au niveau des ministres, selon un porte-parole, cité par des médias.

"C'est une étape importante que (...) permettra plus de prévisibilité et de transparence pour les voyageurs dans l'UE en temps de Covid-19", a estimé le porte-parole allemand, dont le pays occupe la présidence de l'Union.

Selon la recommandation, un pays prévoyant de mettre en place des mesures restrictives à l'encontre de voyageurs venant d'une zone jugée à risque devra informer l'Etat membre concerné, si possible 48 heures avant leur entrée en vigueur.

Le public devra également être averti, 24 heures à l'avance.

Trois indicateurs sont à prendre en compte pour évaluer la situation d'une zone: le nombre de nouveaux cas notifiés pour 100.000 habitants sur les 14 derniers jours au niveau régional, le pourcentage de tests positifs sur l'ensemble des tests menés durant la semaine écoulée, le nombre de tests pour 100.000 habitants sur les sept derniers jours.

A partir de ces données, le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) publiera chaque semaine une carte de la situation de l'ensemble des pays de l'Union au niveau régional.

Quatre couleurs déterminent le niveau de risque d'une zone: vert, orange, rouge et gris.

La recommandation prévoit par principe que les Etats membres ne doivent pas refuser l'entrée sur leur territoire de voyageurs venant d'un autre pays de l'UE -- ce qui fait actuellement la Hongrie tout en prévoyant certaines exceptions pour les citoyens tchèques, polonais et slovaques. Mais selon le texte approuvé, les voyageurs venant d'une zone orange, rouge ou grise peuvent se voir imposer à l'arrivée une quarantaine et/ou un dépistage.

Et les résultats des tests doivent être recon-

nus mutuellement.

Les voyageurs exerçant un certain nombre de fonctions jugées essentielles sont toutefois exemptés de quarantaine.

La recommandation prévoit aussi la mise en place d'un formulaire européen unique à remplir par les voyageurs.

Si le taux d'infection sur 14 jours est inférieur à 25 (sur 100.000 habitants) et que le taux de positivité des tests est inférieur à 4%, une zone est considérée comme verte, et aucune restriction ne devrait s'appliquer.

Une zone est orange si le taux d'infection est inférieur à 50 et le taux de positivité des tests 4% ou plus, ou si le taux d'infection est compris entre 25 et 150 mais le taux de positivité inférieur à 4%.

La zone passe au rouge si le taux d'infection est 50 ou plus et le taux de positivité des tests 4% ou plus, ou si le taux d'infection est supérieur à 150. S'il n'y a pas suffisamment d'informations pour évaluer ces critères ou si le nombre de tests menés est de 300 ou moins pour 100.000 habitants, la zone est classée "grise". Le Luxembourg a regretté que le texte "légitime et entérine les restrictions plutôt que de favoriser un retour à la normale". L'arrivée de la pandémie a conduit les pays de l'UE à prendre des mesures en ordre dispersé, qui ont sapé le principe de libre circulation dans l'espace Schengen et créé le chaos. Mais les Etats restent libres de suivre les mesures recommandées. Plus de 6,2 millions de cas de Covid-19 et près de 240.000 morts ont été signalés en Europe où la propagation du coronavirus est repartie de plus belle. L'Espagne a décrété l'état d'alerte sanitaire à Madrid, l'Allemagne envisage des restrictions plus dures et la France des reconfinements locaux.

CANCER DU SEIN

6 SYMPTÔMES À NE PAS NÉGLIGER

Comment reconnaître les "signes d'alerte" du cancer du sein ? Voici 6 symptômes qui méritent un rendez-vous chez le gynécologue...

Le cancer du sein, c'est le cancer le plus fréquent chez la femme : en 2017, environ 60 000 nouveaux cas ont été diagnostiqués et la maladie a été responsable de 12 000 décès. Le cancer du sein est dit "de bon pronostic" : ainsi, plus de 87 % des patientes sont en vie 5 ans après le diagnostic. Le taux de mortalité a largement diminué en l'espace de 15 ans.

Cancer du sein : qui concerne-t-il ? Si toutes les femmes peuvent développer un cancer du sein au cours de leur vie, il existe quelques facteurs qui augmentent le risque : ainsi, le cancer du sein est plus fréquent entre 65 et 74 ans, chez les femmes qui fument, chez les femmes qui boivent de façon excessive, chez les femmes qui ont connu une puberté précoce et/ou une ménopause tardive, chez les femmes sédentaires et/ou en surpoids, sans oublier les antécédents familiaux et les prédispositions génétiques.

Par ailleurs, il est à noter que le cancer du sein peut aussi atteindre les hommes : 500 cas masculins sont enregistrés chaque année en France.

AUTO-EXAMEN DES SEINS : À FAIRE CHAQUE JOUR, SOUS LA DOUCHE, DÈS L'ADOLESCENCE !

Cancer du sein : comment se déroule le dépistage ? Le dépistage organisé du cancer du sein s'adresse à toutes les femmes âgées de 50 à 74 ans : en pratique, il est question de faire une mam-

mographie (c'est-à-dire : une radiographie des seins) tous les deux ans, complétée par un examen clinique (une palpation de la poitrine) et par un entretien avec le médecin.

De nombreux médecins recommandent de compléter ce dépistage organisé par une auto-palpation mammaire régulière. Idéalement pratiqué chaque jour dès l'adolescence, sous la douche ou au moment de mettre de la crème hydratante, cet "auto-examen des seins" permet de compléter les examens médicaux et de repérer une éventuelle anomalie, potentiellement responsable d'un cancer du sein.

Les symptômes à ne pas négliger

1/6 - Une boule dans un sein
C'est "le" symptôme qui doit inquiéter puisque c'est le signe d'un cancer du sein le plus couramment observé. Généralement non-douloureuse, cette boule (qui peut être plus ou moins grosse) ne "roule" pas sous les doigts : elle semble "fixée" au sein. Elle est habituellement dure au toucher et a des contours irréguliers.

2/6 - Des ganglions durs sous le bras

En cas de cancer du sein, les ganglions axillaires peuvent sembler durs au toucher : ceux-ci se trouvent en haut du sein, presque sous l'aisselle. Indolores, ils se présentent comme des "masses" plus ou moins grosses sous la peau.



3/6 - Un changement au niveau du sein

Un changement rapide au niveau de la couleur, de la taille et/ou de la forme du sein (en l'espace de peu de temps) peut évoquer la présence d'un cancer du sein. Ainsi, si la peau fait penser à de la "peau d'orange", si elle est rouge, enflée, si elle donne l'impression de se rétracter, si un "creux" se forme (comme une fossette), si un sein change de forme par rapport à l'autre... Il est recommandé de consulter.

4/6 - Un changement au niveau du mamelon

Là encore, un changement brutal (en l'espace de quelques jours, quelques semaines, voire quelques mois) au niveau de la couleur ou de la forme du mamelon peut pousser à consulter. Il peut, par exemple, être question d'un écoulement anormal (blanc ou rouge), d'un mamelon qui change de couleur (qui devient plus clair ou plus foncé) ou encore d'un mamelon "rentré".

5/6 - Des signes inflammatoires

Plus rare, le cancer inflammatoire du sein atteint plutôt les jeunes filles et les femmes d'origine africaine : il se caractérise

par un sein chaud au toucher, plus volumineux, douloureux ou très sensible, une peau du sein plus épaisse, voire des démangeaisons mammaires.

6/6 - Les autres symptômes

Lorsqu'il s'étend, le cancer du sein peut entraîner l'apparition de symptômes plus généraux : des douleurs osseuses, une perte de poids involontaire, une perte d'appétit, des troubles respiratoires (toux qui ne "passe" pas, essoufflement...), des maux de tête, une faiblesse musculaire, des troubles de la vision...

AUTO-PALPATION MAMMAIRE UNE APPLICATION GRATUITE POUR APPRENDRE

Keep a Breast est une application gratuite qui permet à chaque femme d'examiner sa poitrine une fois par mois : un acte qui permet de repérer d'éventuelles anomalies pouvant évoluer en cancer du sein.

Le dépistage organisé du cancer du sein s'adresse à toutes les femmes âgées de 50 à 74 ans : concrètement, il s'agit de faire une mammographie (c'est-à-dire : une radiographie des seins) tous les deux ans, précédée par un examen clinique (une palpation de la poitrine) et éventuellement complétée par une échographie.

Non-recommandée par la Haute Autorité de Santé (HAS), l'auto-palpation mammaire est pourtant "un bon complément au dépistage organisé du cancer du sein, selon le Dr. Dr. Dominique Sperandio, gynécologue médicale. Ça ne remplace en aucun cas les mammographies mais ça peut permettre de découvrir certains tumeurs qui pourraient survenir entre deux examens." Cette pratique permettrait d'ailleurs de dépister jusqu'à 1/3 des cancers du sein...

Pour encourager les femmes à adopter le réflexe

"auto-palpation", l'association américaine Keep A Breast vient de lancer une application, disponible gratuitement sur l'Apple Store et Google play. Baptisée "Keep a Breast", cette appli pratique-nous envoie une notification une fois par mois pour nous inviter à procéder à l'examen de notre poitrine.

Au terme du tutoriel (illustré par l'artiste française Tina Tictone), il faut répondre à quelques questions pour savoir si on a détecté (ou pas) une anomalie : une "boule", une grosseur, une rougeur... En cas de doute, on peut alors prendre rendez-vous chez un médecin directement via l'application. Simpissime !

"La palpation est un moyen à portée de toutes qui permet de détecter très facilement une anomalie. L'application "keep a breast" est extrêmement intuitive, et permet, si un doute subsiste, de guider chaque femme de la palpation à la prise de rendez-vous chez un spécialiste. Cette formidable initiative permettra de sauver beaucoup de femmes. J'en suis certaine !" a réagi la chanteuse Fanny Leeb, qui sera cette année marraine d'Octobre Rose. On essaye ?



Cancer du sein : pour le prévenir, remplacez la viande rouge par de la volaille

Une étude montre que réduire la viande rouge au profit de la volaille pourrait aider à prévenir les risques de cancer du sein. L'US National Cancer Institute vient de publier une étude selon laquelle l'alimentation jouerait sur les risques de développer un cancer du sein. L'aliment mis en cause ? La viande rouge. La remplacer par de la volaille permettrait de réduire les risques...

Pendant huit ans, 42 000 femmes entre 35 et 74 ans avec des antécédents familiaux de cancer du sein, ont vu leur alimentation étudiée à la loupe par des chercheurs. Celles qui consommaient le plus de viande rouge ont vu le risque de cancer du sein s'élever à 23% par rapport aux autres. Les chercheurs ont compté 1536 cancers du sein invasifs sur cette période.

MOINS DE VIANDRE ROUGE, MOINS DE RISQUES

À l'inverse celles qui mangeaient beaucoup de volaille ont vu les risques de développer un cancer du sein réduit de 15%. Conclusion ? Remplacer la viande rouge par de la volaille ferait, selon les chercheurs, baisser le risque d'avoir un cancer du sein de 28%. Ces résultats ne sont pas applicables à toute la population, dans la mesure où les femmes étudiées présentaient des antécédents. Mais l'étude souligne que, de manière générale, la viande rouge serait associée à une augmentation des risques, quand la viande blanche les diminue, car elle est associée à une faible activité mutagène.

CANCER DU SEIN MÉTASTATIQUE SYMPTÔMES, DIAGNOSTIC, TRAITEMENTS

Le cancer du sein métastatique est responsable de 10 000 décès chaque année en France. Le point sur les traitements et les recherches en cours avec le Dr Paul Cottu, oncologue à l'Institut Curie.

Si tous les cancers ne sont pas forcément responsables de métastases, le cancer du sein est connu pour se propager dans l'organisme : "on voit alors apparaître des tumeurs plus ou moins nombreuses et plus ou moins grosses (de quelques millimètres à plusieurs dizaines de centimètres de diamètre) au niveau de l'os, du foie, du poulmon, du cerveau, des ganglions et/ou de la peau - les principaux organes cibles par les métastases du cancer du sein", explique le spécialiste. On parle alors de cancer du sein métastatique.

À savoir. Parmi les 59 000 cancers du sein diagnostiqués chaque année en France, 90 % à 95 % sont pris en charge à un stade précoce, c'est-à-dire avant l'apparition de métastases. En revanche, 5 % des cancers se présentent directement avec des métastases.

Le cancer du sein peut aussi évoluer pour devenir métastatique : les experts estiment ainsi que 20 % à 30 % des patientes diagnostiquées d'un cancer du sein à un stade précoce développeront des métastases au cours de leur vie. "Le risque de métastases varie au fil du temps. Il est plus élevé les trois années suivant le diagnostic initial. Par la suite, ce risque diminue. Malheureusement, il n'est jamais égal à zéro. C'est la particularité du cancer du sein : même des années après, des métastases peuvent être découvertes", précise le Dr Cottu.

Le cancer du sein métastatique est potentiellement grave : il est responsable des 10 000 à 12 000 décès annuels liés au cancer du sein.

CANCER DU SEIN MÉTASTATIQUE : QUELS SONT SES SYMPTÔMES ?

Outre les symptômes "classiques" du cancer du sein (une "masse" palpable au niveau du sein, qui s'accompagne parfois d'un écoulement normal et/ou de douleurs), le cancer du sein métastatique peut entraîner des symptômes spécifiques :

En cas de métastases cérébrales, on peut observer des maux de tête, une perte d'équilibre ou des vertiges, une confusion, une perte de mémoire, des troubles de la vision, des difficultés d'élocution...

En cas de métastases osseuses, on peut observer des douleurs au niveau des os, des articulations et/ou du dos.

En cas de métastases pulmonaires, il peut être question de douleurs thoraciques, de difficultés à respirer, d'une toux sèche qui ne "passe" pas...

En cas de métastases hépatiques, il peut y avoir un jaunissement de la peau et du blanc des yeux (jaunisse), des nausées, des vomissements, des démangeaisons ou des éruptions cutanées, une fatigue extrême...

CANCER DU SEIN MÉTASTATIQUE : COMMENT EST-IL DIAGNOSTIQUÉ ?

Au-delà de l'évaluation clinique par le médecin, le diagnostic du cancer du sein métastatique repose sur 3 piliers :

Un bilan d'imagerie (scanner, IRM, PET scan) qui permet de visualiser les organes touchés par les métastases et l'importance de ces dernières.

Un bilan biologique (prise de sang) qui permet d'évaluer les grandes fonctions biologiques du corps (activité rénale, pulmonaire, hépatique), afin de savoir si elles sont atteintes.

Une biopsie d'une ou de plusieurs métastases, c'est-à-dire un prélèvement de tissus tumoraux.



CANCER DU SEIN MÉTASTATIQUE : EN QUOI CONSISTENT LES TRAITEMENTS ?

Il n'existe pas de traitement "universel et systématique" contre le cancer du sein métastatique : lors des réunions de concertation pluridisciplinaire, les médecins évaluent ensemble tous les examens d'imagerie, les résultats biologiques, et prennent en compte les traitements antérieurs et les particularités individuelles des patientes pour définir le plan de traitement le plus adapté.

La prise en charge s'articule schématiquement autour de 3 grands axes :

Les traitements médicamenteux : chimiothérapie, thérapie ciblée, hormonothérapie...

Les traitements locaux qui ciblent spécifiquement les métastases : radiothérapie, chirurgie, radiofréquence... Il est à noter que l'Institut Curie fait partie des centres en France à opérer (sous certaines conditions très précises et individuelles) les métastases hépatiques du cancer du sein.

Les soins de support : outre l'accompagnement des aidants et l'aide au retour à l'emploi, les approches complémentaires (hypnose, sophrologie) permettent une meilleure gestion des symptômes (parmi lesquels la douleur) et du stress. Le maintien d'une activité physique adaptée est primordial, permettant aux patientes de réduire la fatigue, d'améliorer leur qualité de vie et sans doute aussi d'augmenter leur espérance de vie. Près des deux tiers des patientes qui viennent consulter les psychologues de l'Institut Curie sont ainsi des patientes atteintes de cancers métastatiques.

À savoir. Le cancer métastatique s'inscrit dans la durée, il nécessite un traitement à vie. L'objectif est de contrôler ou de stopper l'évolution de la maladie.

CANCER DU SEIN MÉTASTATIQUE : OÙ EN EST LA RECHERCHE ?

Plusieurs traitements innovants ont été mis au point au cours des dernières années pour freiner la progression du cancer du sein métastatique :

Les inhibiteurs de CDK 4 et 6 se conjuguent à l'hormonothérapie pour "bloquer" certaines enzymes impliquées dans la prolifération cellulaire, donc dans le mécanisme du cancer. À l'heure actuelle, 3 médicaments (à prendre par voie orale : ce sont des comprimés) sont commercialisés et spécifiquement utilisés contre les cancers du sein métastatiques hormono-

dépendants. L'alpérisil est aussi un médicament utilisé contre les cancers du sein métastatiques hormono-dépendants : pris par voie orale (comprimés), il bloque une mutation tumorale (qui concerne la protéine PIK3CA) et freine le développement de la tumeur.

Le durtécan cible spécifiquement les cancers du sein métastatiques associés à une sur-expression du gène tumoral HER2 : ce médicament qui montre des résultats très intéressants est administré par voie intraveineuse (perfusion). Le tucatinib est un médicament qui se présente sous la forme de comprimés : il est prometteur pour les patientes souffrant de cancer du sein HER2+, notamment avec des métastases cérébrales.

Le pembrolizumab n'est pas encore accessible en France : ce médicament est toutefois prometteur dans le cadre des cancers du sein métastatiques dits "triple négatif" qui représentent 10 % à 15 % des cas. Il devrait succéder à l'atezolizumab dont les résultats sont décevants.

Présenté très récemment au congrès 2020 de l'European Society for Medical Oncology (ESMO), le sacituzumab govitecan serait en capacité de freiner la progression des métastases en cas de cancer du sein métastatique triple négatif.

Et aussi. À l'Institut Curie, de nombreuses études (cliniques et biologiques) sont en cours afin de mieux comprendre les processus métastatiques, la réponse immunitaire et les mécanismes de résistance aux traitements.

CANCER DU SEIN MÉTASTATIQUE : 3 OUTILS À DESTINATION DES PATIENTES

Développé en collaboration avec l'Association francophone pour les soins oncologiques de support (AFSOS), le site web La vie autour permet de trouver des associations proposant des soins de support à proximité de chez soi.

Peut-on travailler lorsqu'on a un cancer du sein métastatique ? Comment se déroule une chimiothérapie ? Comment adapter l'alimentation ? Le site web et la page Facebook de PactOnco.fr (Personnalisation de l'accompagnement du patient en Oncologie) répond à toutes les questions des patientes et de leurs proches.

Dans les Maisons Rose (à Paris et à Bordeaux), les femmes atteintes d'un cancer métastatique bénéficient d'un programme unique : groupes de parole, thérapies sportives...

GUINÉE

La procureure de la CPI se dit "préoccupée" à l'approche des élections

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) s'est dite vendredi "profondément préoccupée" par les récents événements en Guinée, où les tensions politiques s'intensifient à l'approche de l'élection présidentielle, appelant au calme et à la retenue.

Les électeurs voteront le 18 octobre en Guinée où le président Alpha Condé, au pouvoir depuis 2010, brigue de manière controversée un troisième mandat.

"Je suis très préoccupée par les récentes informations faisant état de brutalités entre les partisans des divers candidats et d'affrontements violents entre les manifestants et les forces de l'ordre", a déclaré la procureure de la CPI, Fatou Bensouda, dans un communiqué, relayé par des médias.

"Ces épisodes récurrents de violences électorales sont déplorables. Ils contribuent à perpétuer le cycle de la violence en Guinée", a ajouté Mme Bensouda, soulignant qu'"il est urgent d'y mettre un terme".

Alpha Condé, 82 ans, et son principal opposant, Cellou Dalein Diallo, s'accusent mutuellement d'attiser les tensions intercommunautaires.

La protestation contre une nouvelle candidature de M. Condé a mobilisé à différentes reprises depuis octobre 2019 des milliers de Guinéens.

Ces manifestations ont été plusieurs fois durement réprimées et des dizaines de civils ont été tués. "J'appelle au calme et à la retenue de tous les acteurs politiques et de leurs partisans", a indiqué Mme Bensouda, prévenant que toute personne commettant des crimes visés par le Statut de Rome, texte fondateur de la CPI, est passible de poursuites devant celle-ci.

La Cour, qui siège à La Haye (Pays-Bas), a ouvert en 2009 un examen préliminaire sur le massacre perpétré le 28 septembre de la même année dans l'enceinte du plus grand stade de Conakry, lorsque les forces de sécurité avaient tiré sur une foule qui manifestait contre le chef de la junte de l'époque, Moussa Dadis Camara.

CÔTE D'IVOIRE

Trois centrales syndicales demandent à Abidjan la mise en place d'"un cadre consensuel pour un "scrutin apaisé"

Trois centrales syndicales ivoiriennes ont "instamment" demandé vendredi à Abidjan la mise en place d'"un cadre consensuel pour des "élections apaisées", faisant état de la "gravité de la situation", à trois semaines de la présidentielle en Côte d'Ivoire.

Les centrales Dignité, UGTCI et Fesaci-CG, ont demandé "instamment" au président Alassane Ouattara "de créer un cadre consensuel pour le déroulement d'élections crédibles, inclusives, transparentes et apaisées dont les résultats seront acceptables par tous", dans une déclaration commune lue par Mamadou Dohia Traoré, le secrétaire général de la Fesaci-CG, lors d'un point de presse.

Lundi, la Plateforme nationale, un autre grand syndicat ivoirien, a demandé de son côté le report de la présidentielle du 31 octobre, affirmant avoir "les moyens syndicaux pour faire bouger les choses".

"Nous sommes favorables (à) l'organisation d'assises nationales pour déterminer de façon consensuelle les conditions d'une élection démocratique et apaisée", avait déclaré son président Théodore Gnagna Zadi.

La crainte de violences électorales meurtrières est forte en Côte d'Ivoire, dix ans après la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait 3.000 morts, après le refus du président Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite électorale face à Alassane Ouattara.

Une quinzaine de personnes sont mortes en août dans des violences survenues dans le sillage de l'annonce de la candidature controversée du président Ouattara à un troisième mandat.

Elu en 2010, réélu en 2015, M. Ouattara, 78 ans, avait annoncé en mars qu'il renonçait à briguer un troisième mandat, avant de changer d'avis en août, après le décès de son dauphin désigné, le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly. La constitution ivoirienne prévoit un maximum de deux mandats mais le Conseil constitutionnel a estimé qu'avec la nouvelle Constitution de 2016, le compteur des mandats de M. Ouattara a été remis à zéro, ce que conteste l'opposition.

APS

SAHARA OCCIDENTAL Le Conflit au Sahara Occidental, traité par l'ONU comme une question de décolonisation

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a réaffirmé que la question du Sahara Occidental était toujours sur la table de l'Assemblée générale de l'ONU en tant que question de décolonisation.

Dans son nouveau rapport sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, Guterres rappelle que la quatrième commission de l'ONU en charge de la décolonisation et le Comité spécial de la décolonisation, dit Comité des 24 "examinent la situation au Sahara Occidental dans le cadre des questions relatives aux territoires non autonomes et à la décolonisation".

Alors que ce conflit est traité par le Conseil de sécurité comme une question de paix et de sécurité, Guterres rappelle que l'organe exécutif de l'ONU avait "appelé de ses vœux, dans des résolutions successives" à "une solution politique juste, durable et mutuellement acceptable qui permette l'autodétermination du peuple du Sahara occidental".

Guterres évoque dans ce document transmis à l'AG de l'ONU l'ouverture par des pays africains de consulats à Laayoune et Dakhla occupés ainsi que l'annexion des eaux territoriales du Sahara Occidental que le Front



Polisario a qualifiée de "violations du droit international et d'atteinte au statut juridique du Sahara occidental en tant que territoire non autonome". Le chef de l'ONU fait état de la poursuite des investissements marocains à l'ouest du mur du sable, citant en cela, le projet du nouveau port près de Dakhla, qui vise à normaliser l'occupation militaire et l'annexion illégale de certaines parties du Sahara occidental.

Le SG de l'ONU, mentionne également dans ce rapport, les préoccupations du Haut-Com-

missariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) qui "continue de s'inquiéter de la persistance des larges restrictions imposées par les autorités marocaines aux droits à la liberté d'expression et à la liberté de réunion et d'association pacifiques au Sahara occidental".

"Durant la période considérée, le HCDH a reçu des signalements de cas de harcèlement, d'arrestations arbitraires et de condamnations de journalistes, d'avocats et de défenseurs ou défenseuses des

droits humains", souligne-t-il. Dans un récent rapport sur la situation au Sahara Occidental, transmis le 23 septembre au Conseil de sécurité, le SG de l'ONU a pointé le manque d'accès du HCDH aux territoires sahraouis occupés, ce qui "entrave", selon lui, la surveillance des droits humains dans la dernière colonie d'Afrique.

Il a indiqué avoir reçu "plusieurs signalements de faits de torture, de mauvais traitements et de négligence médicale dans les prisons marocaines".

MALI

Les autorités de la transition déterminées à mettre en œuvre l'Accord d'Alger

Le représentant permanent du Mali auprès des Nations unies, Issa Konfourou, a réaffirmé jeudi la détermination des autorités de la transition au Mali à "mettre en œuvre" l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger.

Dans son intervention au cours d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation au Mali, Issa Konfourou, a assuré que les autorités de transition maliennes étaient résolues à "respecter tous les engagements nationaux et internationaux du Mali dans le cadre de la continuité de l'Etat".

L'ambassadeur malien a assuré de la détermination du gouvernement de transition à mettre en œuvre l'Accord de paix d'Alger qui, selon lui, figure parmi les principales missions assignées à la transition en plus de l'organisation des élections générales, le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire et le redressement de l'Etat.

Issa Konfourou a, par ailleurs, rappelé "les évolutions positives" intervenues ces dernières semaines dans son pays après les troubles du 18 août, qui ont conduit à la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta. Il a cité, entre autres, la mise en place de

la Charte et la feuille de route de la transition, la nomination d'un président et d'un Premier ministre de transition, et la libération de personnalités civiles et militaires arrêtées dans le contexte des événements du 18 août.

A ce titre, le diplomate malien a annoncé la nomination prochaine d'un Conseil national de la transition, qui sera composé de 121 membres issus de l'ensemble des forces de la nation malienne.

De son côté, l'ambassadrice américaine à l'ONU, Mme Kelly Craft, a souligné que "pour les Etats-Unis, l'Accord d'Alger doit rester le cadre pertinent pour répondre aux défis auquel est confronté le Mali".

"C'est donc dans ce cadre que le gouvernement de transition doit agir. Toute personne qui entraverait la mise en œuvre de cet accord s'exposera aux sanctions du Conseil de sécurité, conformément à la résolution 2374 (2017)", a fermement mis en garde la représentante des Etats-Unis.

Mme Craft a également assuré que son pays reconnaissait le rôle essentiel de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA) pour la stabilisation du Mali.

"Les Etats-Unis attendent donc que la Mission aide les nouvelles

autorités à tenir leurs engagements, notamment en ce qui concerne la tenue des élections, le retour de l'état de droit et la mise en œuvre de l'Accord d'Alger", a-t-elle affirmé dans ce contexte.

"En tout état de cause, les Etats-Unis restent un partenaire fiable du Mali", a assuré la représentante américaine, citant, l'annonce, il y a deux semaines par le secrétaire d'Etat, M. Mike Pompeo, du déblocage de 152 millions de dollars pour les personnes déplacées à cause des conflits au Sahel.

"Sur cette somme, environ 54 millions de dollars iront au Mali", a-t-elle dit. Les progrès "positifs" réalisés au Mali ont amené le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) à lever, vendredi, la suspension du pays de l'organisation panafricaine, quelques jours après que la Cédéao a pris la décision de mettre fin à son embargo qui pesait sur les Maliens depuis les événements du 18 août. Peu après cette annonce, le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine (UA), Smail Chergui, a salué la décision du CPS, affirmant que "l'UA avec ses partenaires sera résolument au côté du Mali pour relever les défis sécuritaires, économiques et humanitaires".

PALESTINE L'Autorité palestinienne nie avoir fait une demande de médiation pour résoudre la crise des taxes avec Israël

Un ministre palestinien a déclaré vendredi que l'Autorité palestinienne n'avait pas fait de demande de médiation pour résoudre la crise des taxes avec Israël.

"Il n'y a pas de médiation entre l'Autorité palestinienne et Israël concernant les taxes et nous n'avons demandé l'intervention de personne", a déclaré le ministre des Affaires civiles Hussein Al-Sheikh dans un bref communiqué de presse. Le communiqué de M. Al-Sheikh a été publié en réponse à un article dans un journal saoudien citant une source palestinienne selon laquelle les Palestiniens avaient demandé aux Qataris d'intervenir comme médiateur dans la crise.

Le 19 mai, les dirigeants palestiniens ont refusé de percevoir les taxes qu'Israël recouvre en leur nom pour protester contre le plan israélien d'annexion de certaines parties de la Cisjordanie. En réponse à ce plan, l'Autorité palestinienne a



également suspendu la sécurité et la coordination civile avec Israël dans les territoires palestiniens. Le re-

fus des taxes israéliennes a provoqué une grave crise budgétaire au sein de l'Autorité palestinienne qui a

afecté sa capacité à remplir ses obligations financières envers les citoyens palestiniens.

LIBAN

Beyrouth: quatre morts dans l'incendie et l'explosion d'un entrepôt de carburant

Quatre personnes ont péri vendredi soir à Beyrouth dans un incendie et une explosion qui ont touché un entrepôt de carburant dans un quartier densément peuplé, semant de nouveau la panique après une série d'incendies et la déflagration meurtrière du 4 août au port.

Le lieutenant Ali Najm, engagé avec la brigade des pompiers de Beyrouth, a évoqué un entrepôt où se trouvait une "cuve de mazout" ayant pris feu et d'une explosion dans le quartier de Tariq al-Jdidé, affirmant à la presse que les causes n'étaient pas encore connues.

Le propriétaire du local où se trouvait aussi de l'essence a été arrêté par les forces de l'ordre, selon une source de sécurité.

Il gère un de ces services de générateur privé qui fournissent de l'électricité aux habitants, lors des coupures de courant quotidiennes au Liban, d'après la source.

"Explosion Tariq al-Jdidé: le nombre des victimes est monté à quatre", a indiqué la croix-rouge libanaise sur son compte Twitter.

Son secrétaire général Georges Kettané a également fait état de "blessés



transportés à l'hôpital", selon l'Agence nationale d'information ANI.

La télévision libanaise Al-Jadeed, qui parle de plus de 20 blessés, a montré des flammes dans une ruelle puis des images où l'on pouvait entendre des cris des habitantes paniquées du secteur. Les pompiers, à l'aide d'échelles coulissantes, ont évacué les habitants des immeubles voisins, tandis qu'une fumée grise était encore visible, selon des images diffusées par la chaîne. "Les évacuations se poursuivent", a indiqué à Al-Jadeed

le gouverneur de Beyrouth, Marwan Aboud. Ces dernières semaines, la municipalité a fait la chasse aux entrepôts qui pourraient être en infraction ou représenter un danger pour les quartiers résidentiels, a-t-il précisé.

"Nous craignons que n'arrive un tel accident", a-t-il déploré, précisant qu'une centaine de sites avaient été identifiés.

"Nous avons fait fermer une partie, et aux autres nous avons imposé des procédures pour garantir la sécurité publique".

BÉLARUS

Le Royaume-Uni rappelle son ambassadrice au Bélarus

Le Royaume-Uni a rappelé son ambassadrice au Bélarus, emboitant le pas à d'autres pays européens pour protester contre la décision du président Alexandre Loukachenko d'expulser des diplomates de la Pologne et de la Lituanie voisines. Le Royaume-Uni "condamne la décision du Bélarus d'expulser des diplomates polonais et lituaniens", a tweeté vendredi soir le ministre britannique des Affaires étrangères, Do-

minic Raab. Le chef de la diplomatie britannique a jugé que cette décision était "complètement injustifiée et ne fera qu'isoler le peuple bélarusse".

Par solidarité, nous rappelons temporairement notre ambassadrice pour des consultations sur la situation au Bélarus".

La Pologne et la Lituanie, qui avaient déjà rappelé leurs ambassadeurs à Minsk, ont rappelé vendredi 35 diplomates en poste au

Belarus. Le Bélarus a rappelé la semaine dernière ses ambassadeurs à Vilnius et à Varsovie, à la suite des sanctions européennes contre les fonctionnaires bélarusses "accusés de fraude électorale et de violations des droits de l'Homme".

Le Bélarus a aussi demandé à la Pologne et la Lituanie et de réduire le nombre de leurs diplomates en poste à Minsk. Le Bélarus accuse Varsovie et Vilnius

de soutenir les manifestations déclenchées dans le pays depuis l'élection présidentielle du 9 août, dont les résultats sont contestés par l'opposition. Le Conseil de l'Union européenne avait décidé d'imposer des sanctions à l'encontre de quarante responsables bélarusses impliqués dans la répression de l'opposition", à la suite de l'élection présidentielle ayant donné la victoire à Alexandre Loukachenko.

ETATS UNIS

Le deuxième débat entre Trump et Biden pour la présidentielle annulé

Le deuxième débat entre Donald Trump et Joe Biden pour la présidentielle, initialement prévu jeudi prochain, a été annulé par la commission indépendante chargée de les organiser, a-t-elle déclaré vendredi.

Après l'annonce de l'infection au Covid-19 du président américain, la commission avait pour des raisons sanitaires transformé ce débat, qui devait se tenir à Miami, en rencontre virtuelle. Une formule catégoriquement refusée par Donald Trump.

"Il est désormais évident qu'il n'y aura pas de débat le 15 octobre", a écrit la commission dans un communiqué, disant désormais "concentrer son attention sur les préparatifs pour le dernier débat présidentiel prévu le 22 octobre", à Nashville, dans le Tennessee.

Lors du débat annulé, des électeurs devaient cette fois poser des questions aux candidats.

Donald Trump "n'a évidemment pas le courage de répondre de son bilan aux électeurs en même temps que" Joe Biden, a réagi un porte-parole du candidat démocrate, Andrew Bates.

"Il est honteux que Donald Trump ait esquivé le seul débat lors duquel les électeurs pouvaient poser des questions, mais ce n'est pas une surprise", a-t-il ajouté. Après l'annonce de sa tenue sous forme virtuelle, l'équipe de Donald Trump avait elle accusé les organisateurs de vouloir éviter à Joe Biden une confrontation directe avec le républicain.

Elle a réclaté que le débat du 15 octobre soit repoussé lors d'une ultime rencontre le 29 octobre, soit à cinq jours seulement du scrutin — ce que l'équipe de Joe Biden a refusé. Les deux hommes se sont déjà affrontés durant près d'une heure et demie lors d'un premier débat chaotique, lors duquel ils n'avaient cessé de se couper la parole, le 29 septembre dernier à Cleveland, dans l'Ohio.

ETATS UNIS

Débat annulé pour un allié de Trump qui refusait de se faire tester

Un débat qui devait opposer le sénateur républicain Lindsey Graham, candidat à sa réélection, à son rival démocrate a été annulé vendredi parce que ce grand allié de Donald Trump refusait de se faire tester au Covid-19.

Représentant la Caroline du Sud à Washington depuis 2003, Lindsey Graham, 65 ans, dirige la commission judiciaire du Sénat qui commencera lundi les auditions de la juge conservatrice Amy Coney Barrett, candidate de Donald Trump pour siéger à la Cour suprême.

C'est justement un rassemblement à la Maison Blanche il y a deux semaines, pour annoncer la nomination de la magistrate, qui a été pointé du doigt comme responsable de nombreuses contaminations de Covid-19 détectées depuis à la Maison Blanche.

Avec, en malade le plus célèbre, le président des Etats-Unis. A l'annonce que Donald Trump avait été testé positif, dans la nuit du 1er au 2 octobre, Lindsey Graham avait subi un test, négatif. Son opposant Jaime Harrison a grimpé dans les sondages, jusqu'à menacer sa réélection le 3 novembre. Il avait jeudi exigé que les deux candidats subissent un test de dépistage du nouveau coronavirus avant le débat. Lindsey Graham a refusé, affirmant que son médecin jugeait qu'il n'en avait pas besoin. Et en accusant Jaime Harrison, 44 ans, de tenter d'"esquiver" le débat. Le démocrate a rétorqué qu'il avait réclaté ce test "pour la sécurité de tous". Les deux candidats ont finalement chacun donné un entretien de 25 minutes sur une chaîne de télévision locale.

PATRIMOINE CULTUREL

Le DG de l'ICESCO appelle à la création de nouveaux mécanismes pour lutter contre le commerce illicite des biens culturels

Le Directeur général de l'Organisation du monde islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ICESCO), Dr. Salim Ben Mohamed Al Malik, a appelé la communauté internationale à "concevoir de nouveaux mécanismes" à même de soutenir et développer les législations nationales et les accords internationaux pour lutter contre le crime du trafic illicite des biens culturels, ont rapporté des médias.

"En dépit des efforts déployés dans ce cadre, le taux de crimes contre le patrimoine ne cesse d'accroître, au point qu'il est devenu source de financement du terrorisme et synonyme de blanchiment d'argent", a déclaré M. Al Malik dans une allocution prononcée à la séance d'ouverture du Webinaire international intitulé "La Convention Unidroit de 1995: au carrefour des droits et des intérêts", tenu jeudi par l'Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT).

Tenu à l'occasion du 25ème anniversaire de la signature de la convention UNIDROIT, ce Webinaire a connu la participation de représentants d'un grand nombre d'organismes et organisations internationales travaillant dans le domaine du patrimoine.

Dr. Al Malik a expliqué que le défi auquel la législation et les accords relatifs à la préservation du patrimoine des pays sont confrontés, réside dans "la commercialisation en ligne", ce qui rend aujourd'hui le commerce illicite des biens culturels davantage complexe.

Il a indiqué que le patrimoine culturel fait face à "de graves menaces", en particulier le vol et le pillage,



en l'absence d'une conscience sociale de l'importance du patrimoine, ainsi que du grave impact de ces crimes, qui sont parmi les plus organisés au monde, sur les économies et les institutions publiques.

M. Al Malik a rappelé la création par l'ICESCO d'une unité spéciale, au niveau de son Centre de patrimoine dans le monde islamique, pour aider les Etats membres et non membres à restituer leurs patrimoine et biens culturels pillés, en sus d'autre unité spéciale afin de tirer parti de l'intelligence artificielle et ses applications dans les domaines du patrimoine, ce qui contribuera, a-t-il dit, à "développer des mé-

canismes de lutte contre ces crimes et à protéger les sites patrimoniaux et les musées".

Il a ajouté que la protection et la préservation du patrimoine font partie des priorités de l'ICESCO, et que cette dernière a alloué 1 million USD pour restaurer les collections de 30 musées dans les Etats membres.

Il a aussi annoncé le soutien de l'Organisation à la restauration des sites patrimoniaux et des musées au Liban et au Soudan, suite à l'explosion de Beyrouth et aux inondations de Khartoum, en faisant don de 100.000 dollars à chacun des deux pays.

Et de souligner que l'ICESCO s'est engagée à

s'associer à UNIDROIT pour demander l'adhésion à cette Convention des Etats membres qui n'ont pas encore signé l'accord de 1995.

A noter que la Convention UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés (1995) est dans son premier texte une revendication internationale légitime de restitution à leurs pays d'origine les biens culturels pillés et exportés illégalement.

Cette convention comprend 21 articles expliquant le processus de restitution et ses obligations légales, ainsi que le rôle d'UNIDROIT dans ce domaine et une annexe introductive sur les biens culturels.

IRAN

Décès du grand musicien iranien Mohammad-Réza Shajarian

Le chanteur et compositeur Mohammad-Réza Shajarian, monument de la musique traditionnelle et classique iranienne est mort jeudi à l'âge de 80 ans, atteint d'un cancer, ont annoncé les médias iraniens.

Dans une vidéo publiée en mars 2016, Shajarian avait révélé qu'il entamait un traitement pour le cancer du rein, seule apparition publique depuis.

Surnommé "El Ostad", Mohammad-Réza Shajarian avait montré son penchant pour la musique dès l'âge de cinq ans où il apprit avec son père le chant spirituel, pour étudier à 12 ans avec d'éminents enseignants, dont Abdollah Davami, "Le Radif" (répertoire classique persan), puis s'initier au santur, après avoir donné son premier concert à la radio alors qu'il avait 19 ans.

D'abord instituteur, il devient professeur à l'université de Téhéran, et travaille à la radio et télévision nationale où il a chanté avec les meilleurs instrumentistes persans. Egalement calligraphe, Mohammad-Réza Shajarian, compte à son actif plusieurs enregistrements dont, "Raast-Panjgah concert" (1976), "Bidaad" (1985), "Persian Classical Music" (1990), "Delshodegan" (2000) et "Mahur" (2006).

Selon plusieurs médias iraniens, les funérailles devraient avoir lieu à Machhad, au nord-est de l'Iran d'où le chanteur était originaire. Véritable monument national dans son pays, Mohammad-Réza Shajarian, artiste engagé, a incarné plus que tout autre pendant un demi-siècle la musique traditionnelle et classique iranienne à l'étranger comme en Iran.

CHINE

La NBA revient à la télévision après un an de boycott

La télévision publique chinoise a mis fin samedi à un an de boycott de la NBA pour cause de diffèrent sur les manifestations à Hong Kong, en diffusant un match de la ligue de basketball nord-américaine, très populaire dans le pays.

La chaîne CCTV a diffusé la rencontre entre les clubs Miami Heat et les Los Angeles Lakers un an tout juste après avoir suspendu ses retransmissions à la suite d'un tweet du manager général des Houston Rockets, Daryl Morey, en soutien aux manifestants pro-démocratie de Hong Kong.

Ce tweet avait provoqué un tollé en Chine où les manifestants de l'ex-colonie britannique étaient présentés dans les médias comme des émeutiers, voire des terroristes anti-chinois.

Aggravant la polémique, la direction de la NBA avait défendu la liberté d'expression de M.

Morey face à la fureur chinoise.

Dans un communiqué publié vendredi, CCTV a justifié sa décision de rétablir la diffusion des matchs en disant avoir constaté ces derniers temps "de la bonne volonté" de la part de la ligue de basket.

"La NBA s'est activement efforcée de soutenir la lutte du peuple chinois contre la pandémie de Covid-19", a déclaré un porte-parole de la chaîne de télévision.

Le revirement de la télévision chinoise est une bonne nouvelle pour le basket américain: son boycott s'est traduit par un manque à gagner de plus de 300 millions de dollars pour la NBA, dont la Chine est le marché le plus important et lucratif hors des Etats-Unis.

Mais sur les réseaux sociaux, des utilisateurs de la plateforme Weibo accusaient CCTV de trahison. "Où est votre autorité morale en tant que média officiel? Vous êtes les premiers à vous prosterner devant les étrangers", tonait un commentateur au ton résolument nationaliste.

"L'étranger n'a pas même présenté d'excuses et vous trouvez en hâte un moyen de lever l'interdiction".

La décision de la chaîne de télévision fait suite à la nomination en mai dernier à la tête de NBA China, filiale de la ligue en Chine, du fils d'un haut responsable de CCTV Sports, Ma Guoli. Ce recrutement avait été perçu comme une tentative de rétablir les liens entre la ligue et son diffuseur chinois.

En juillet, le géant chinois d'internet Tencent avait diffusé en streaming les deux premiers matchs de reprise de la NBA après quatre mois et demi d'interruption due au coronavirus, mais les rencontres restaient inaccessibles aux téléspectateurs chinois.

ARCHÉOLOGIE

El Tarf : arrivée d'une équipe du CNRPAH au site "Ghar El Maiz", objet d'actes de vandalisme

Une équipe d'experts du Centre national de recherche préhistorique anthropologique et historique (CNRPAH) s'est rendue, vendredi, sur le site de l'abri du mouflon "Ghar El Maiz" de la commune de Chefia, (El Tarf) pour inspecter les dessins rupestres de l'abri, objet d'actes de vandalisme récemment, a-t-on appris auprès de directeur local de la culture.

Ce site préhistorique pittoresque, situé à 8 km au Nord-ouest de la commune de Chefia, relevant de la daïra de Bouteldja, a été la cible, il y a une dizaine de jours, d'actes de vandalisme consistant en "la destruction des pigments initiaux de la peinture", a ajouté M.

Adel Safi soulignant "qu'un rapport détaillé a été transmis aussitôt à la tutelle et une plainte a été déposée au niveau de la brigade de la gendarmerie nationale".

Selon l'enseignante-chercheur

du CNRPAH, Latifa Sari cette visite a permis de "confirmer les actes de vandalisme: de la peinture rouge mise sur les pigments initiaux de ce témoin le plus septentrional, datant de l'ère néolithique, soit quelques 6.000 ans avant JC".

Le constat fait sur place par l'équipe composée par les experts, Azzeddine Ferki et Leïla Soudai du CNRPAH, relève, la "nécessité de la présence d'un spécialiste dans la restauration des pigments", a noté Mme Sari, chef de cette mission soulignant l'importance de la sécurisation des lieux et la sensibilisation sur l'importance de la préservation de ce site archéologique classé.

Mme Sari a, dans ce contexte, rappelé que les travaux (fouilles), effectués en 2013 par une équipe pluridisciplinaire, conduite par ses soins, à proximité du site de Ghar El Maiz, ont permis de

confirmer "la présence de vestiges préhistoriques datant de la même période que celle des dessins figurés dans l'abri du mouflon".

Le site archéologique "Ghar El Maiz", agrémenté de dessins rupestres, a été mis à jour en 2011, à la suite d'une mise en exploitation d'une carrière d'agrégats destinés à approvisionner le chantier de l'autoroute Est-Ouest.

Elle a, par ailleurs, rappelé que "l'inspection extensive des lieux avait permis alors de confirmer qu'il s'agissait d'un site préhistorique connu dont la découverte datait de 1939".

Le site "Ghar El Maiz" est un entassement de rochers où des peintures ont été constatées sur la paroi du fond avec une couleur ocre rouge comportant trois sortes de motifs dont des animaux, divers objets ainsi que des silhouettes humaines qui ne datent pas de la même époque.

PARLEMENT - NOUVELLES TECHNOLOGIES L'APN prend part à une réunion virtuelle sur les "Technologies émergentes et disruptives dans le Moyen Orient-l'Afrique"

L'Assemblée populaire nationale (APN) prendra part jeudi à une réunion en ligne sur les "Technologies émergentes et disruptives dans le Moyen Orient-l'Afrique", a indiqué un communiqué de la chambre basse.

Cette réunion est organisée par l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM), le pôle pour l'axe stratégique Sud de l'OTAN et l'Observatoire des développements sécuritaires dans la méditerranée et la région du Sahel.

L'APN sera représentée à cette réunion par le député, Ammar Moussa en tant que membre permanent au sein de la deuxième commission de coopération socio-économique à l'APM, précise la même source.



PERFORMANCE Une étude permet de prédire les performances sportives avec les "Big Data"

Une étude publiée mardi dans la revue scientifique Nature Communications a développé un modèle mathématique simple pour étudier les performances des sportifs d'endurance, à travers l'utilisation des données obtenues auprès d'environ 14.000 coureurs s'entraînant en conditions réelles.

Développée par un chercheur du Centre national de la recherche scientifique (France) en collaboration avec un scientifique de la société Polar Electro Oy (Finlande), cette application permet d'estimer des paramètres physiologiques clés comme la vitesse maximale aérobie et l'endurance, connus pour être liés aux conditions de santé et aux performances.

La collecte non-invasive de ces données offre des possibilités en matière de soins et de surveillance. De plus, ce modèle pourrait être utilisé pour prédire les performances futures des athlètes, comme les temps de course du marathon, ce qui aiderait leur recrutement pour les équipes et les compétitions.

Cette étude ouvre donc de nouvelles perspectives pour quantifier la santé et les performances sportives des athlètes en conditions réelles.

de soins et de surveillance. De plus, ce modèle pourrait être utilisé pour prédire les performances futures des athlètes, comme les temps de course du marathon, ce qui aiderait leur recrutement pour les équipes et les compétitions.

Cette étude ouvre donc de nouvelles perspectives pour quantifier la santé et les performances sportives des athlètes en conditions réelles.

INDE Forte croissance prévue de l'industrie informatique en 2021-2022

Le secteur de l'industrie informatique en Inde devrait signer une forte croissance des revenus en 2021-2022, galvanisée par une demande remarquable des produits numériques, a indiqué l'agence Fitch Ratings dans son dernier rapport.

Fitch Ratings a estimé que l'impact de la pandémie de Covid-19 sur le secteur est modéré et à court terme, car les clients se sont concentrés sur la transformation numérique de leurs entreprises, la délocalisation des services et le recours aux plates-formes de travail en ligne.

Le secteur a connu un taux de croissance moyen d'environ 8% entre 2014 et 2019, fait savoir le rapport, ajoutant que le secteur restera axé sur les exportations car il sert principalement des clients basés aux Etats-Unis et en Europe.

L'industrie Informatique en Inde est évaluée à plus de 250 milliards de dollars, soit 7,5% du produit intérieur brut (PIB) du pays.

Les délocalisations de services informatiques en Inde ont contribué à promouvoir une industrie qui constitue l'un des moteurs de la croissance du pays depuis 20 ans.

Les entreprises occidentales y ont délocalisé à grande échelle pour profiter d'un immense vivier d'une main-d'œuvre anglophone, qualifiée et bon marché.

APS

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ORAN
DAIRA DE GDYEL
COMMUNE DE BENFREHA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation du service publics, au cahier des charges et à la séance d'évaluation des offres, Il est porté à

l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à ravis d'appel d'offre national ouvert avec exigence des capacités minimales relatif au projet intitulé :

Acquisition DE MATERIEL ROULANT POUR L'Utiliser

DANS LE DOMAINE De L'Environnement ET Nettoyement

Que le projet est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

N°	Intitulé de l'Opération	Entreprise attributaire du projet provisoirement	N° FISCALE NIF	Montant de l'offre	Délai de livraison	Motif de choix
01	ACQUISITION DE MATERIEL ROULANT POUR L'UTILISER DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT ET NETTOIEMENT	SARL TAKSAN MAKINA Cité Ouled Ali Section 10 Groupe de propriété 1190 KHEMIS EL KHECHNA BOUMERDES	001535072705749	15.800.000,00	15 Jours	Offre unique

Les soumissionnaires, Intéressés de prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, sont tenus de se rapprocher du service contractant, au plus tard **trois (03) Jours** à compter

du premier jour de la première parution du présent avis d'attribution provisoire. Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant, peuvent Introduire un recours auprès

de la commission communale des marchés publics, dans les **dix (10) jours** à compter de la première parution de l'avis d'attribution provisoire.

DK NEWS

Anep : 2031006648 du 11/10/2020

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE GHARDAIA
DIRECTION DES EQUIPMENTS PUBLICS

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° /2020 NIF : 000247015005258

LA Direction des équipements Publique De La Wilaya De Ghardaia lance un **avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales** en vue de La **Fourniture et pose d'installation photovoltaïque au niveau de 04 écoles primaires à travers la wilaya.**

LOT N°01 Ecole Primaire Hassi Ghanam - EL Meniaa -
LOT N°02 Ecole Primaire Village agricole Guerrara
LOT N°03 Ecole Primaire Quartier Al-Harith Sebseb + l'annexe de l'école Primaire zone aljadid Sebseb.

Toute entreprise intéressée peut soumissionner dans un ou plusieurs lots peut bénéficier un ou plusieurs en fonction des moyennes matériels pour chaque lot (le plus important).

Tout candidat ayant un Registre de commerce portant le code d'installation et réparation des équipements d'énergie solaire (613133) peut soumissionner.

Les soumissionnaires intéressés par ce projet peuvent retirer

le cahier des charges et tous les renseignements d'ordre technique auprès de LA Direction des équipements Publique GHARDAIA (si le registre de retrait des cahiers de charge ne contient pas le nom et le caché et la signature de l'entreprise, l'entreprise sera éliminé).

Les soumissions constituées des offres techniques, financières et dossier de candidature accompagnée des pièces exigées (voir l'article 11 page 13, 14), devront être déposées au **secrétariat De La Direction des équipements Publique Rue MAAMAR ROUANI, T.E.M, wilaya de GHARDAIA.**

Les offres techniques, financières et dossier de candidature devront être distinctes et continues dans les plis séparées avec indication pour chaque pli (offre technique) et (offre financière) et (dossier de candidature) Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « **à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des**

offres - appel d'offre avec exigence de Capacités minimales n° « La Fourniture et pose d'installation photovoltaïque au niveau de 04 écoles primaires à travers la wilaya».

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant **90 jours** + la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres (**21 vingt un jours**).

Le dépôt des offres sera pendant le dernier jour de la durée de préparation des offres (**21 jours**) et ce à partir de la 1ère parution de l'avis d'appel d'offre dans le BOMOP ou sur un quotidien à édition nationale (**07:30 à 12:00 heure**) le.....

L'ouverture des plis se fera en séance publique à **12h:30** au siège de La Direction des équipements Publique, les soumissionnaires sont invités à y assister et si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prolongée jusqu'au jour ouvrable suivant à la même heure.

DK NEWS

Anep : 2016016351 du 11/10/2020

Programme de la soirée

TF1 21:15

Cinquante nuances plus claires



Anastasia et Christian viennent de se marier et convolent en justes noces en France. Pendant ce temps, un homme masqué met le feu dans les locaux de la société grey. En visionnant les vidéos de surveillance, Anastasia constate qu'il s'agit de Jack Hyde, son ancien patron, toujours obsédé par la jeune femme qui l'avait autrefois éconduit. Christian prend immédiatement des mesures de sécurité et assigne deux personnes à la surveillance constante de son épouse. Peu de temps après, Anastasia découvre avec plaisir son nouveau bureau d'éditrice, mais cette indépendance semble contrarier Christian.

france 2 21:05

Samba



Samba Cissé, clandestin Sénégalais, vit en France depuis près de dix ans et subsiste grâce à des petits boulots dans la restauration. Sa situation précaire le conduit dans un centre de rétention, où il fait la connaissance d'Alice, qui travaille avec son amie Manu dans une association d'aide aux sans-papiers. Entre Samba et la jeune femme, touchée par sa situation, une rapide complicité s'installe.

france 3 20:55

Les enquêtes de Murdoch



A Toronto, un prestigieux symposium à laquelle assistent l'inspecteur Murdoch et le Dr Ogdan, réunit les meilleurs et les plus brillants esprits des années 1900 : Alexander Graham Bell, Nikola Tesla, Marie Curie, Albert Einstein, Ernest Rutherford, Thomas Edison, ou encore Emma Goldman. Ils disparaissent mystérieusement les uns après les autres.

CANAL+ 23:20

Dimanche Soir Sports



De la boxe, au championnat de France de Ligue 1 en passant par le football étranger, le Top 14, la Formule 1 ou les championnats du monde de MotoGP, Moto 2 et Moto 3... Laurie Delhostal revient sur les moments marquants de l'actualité sportive du week-end. Outre les reportages et les interviews, la journaliste propose des images inédites.

6 20:35

France / Portugal



Antoine Griezmann et les Bleus disputent un match déjà décisif en vue de la qualification pour la phase finale de la compétition. Vainqueurs de leurs deux premiers matchs, Kylian Mbappé et les siens en découlent ce soir avec une solide équipe portugaise, leader du groupe 3, emmenée par l'insubmersible Cristiano Ronaldo qui a dépassé la barre symbolique des cent buts en sélection. Champions d'Europe et lauréats de la Ligue des Nations, les Lusitaniens viennent chercher les trois points de la victoire ce soir. Les hommes de Didier Deschamps devront donc se montrer solides défensivement face à la sélection qui marque en moyenne deux buts par match.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2567

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

8	6		2	4	1			9
		7				2		5
3		4		8			6	
1			9				4	
7		6		3		1		
		4			8			
8		7	5	4		3	9	
9							8	

									6
7	6		5	8	9			3	
		1					7		
		7	8		2		9		
		5			1		2		
		8	6		5		7		
				7				3	
									3

8	5		4	1	6		8			2
		7				2			3	
8		5		1		7				6
9			4			6				7
3		6		8		4				5
		6			7				8	
7		1	8	5		2	9			4
2										



«Fréquente des gens heureux, et tu seras comme eux.»

Mohammed Ben Cheneb

Mots croisés n°2567

- Horizontalement:
- 1 - Chef de clique
 - 2 - Crevais un œil - Marche
 - 3 - Extraire - Pièce de mâturation
 - 4 - Font sourire - Chaton de fleur
 - 5 - Surgies - Joliment colorée
 - 6 - Désinence verbale - Ascète solitaire - Sigle de société
 - 7 - Musette - Epaule
 - 8 - Séjours forcés de malades
 - 9 - Etoile changeante - Préposition - Plus très jeune
 - 10 - Bulletin de propagande - Remorquées
- Verticalement:
- A - Paralysant
 - B - Détériorera - Matière de ratelier
 - C - Poisson de terre-neuvas - Creusa comme autrefois
 - D - Région avicole - Nappe d'eau
 - E - Cannibale de conte - Trait de lumière
 - F - Accord de pensées
 - G - Chauffeur de pharaons - Arme de réticulaire
 - H - Vieille copine - En outre
 - I - Base - Qualité de diamantaire
 - J - Ne sent pas la rose - Auxiliaire divin
 - K - Ronds mais aplatis - Accessoire de caddie
 - L - Pas très courant - Abris de navigateurs

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											

Terreurs

ZINU

Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1267

catégo- riques ↓	astres errants consa- creras ↓	généra- lité ↓	stand de fête petit singe ↓	pronom très per- sonnel satisfait ↓	magni- fique ↓	ville ↓
indulgent →		imma- culé ↓			filet de lumière larve aquatique →	donneras un coup ↓
renvoyer →					examen ↓	
s'enfon- ce ↓			bouscule de vient auda- cieux ↓		vision nocturne ↓	
installa →		oiseau à plumer coutu- mes ↓				
malheurs ↓				inutiles baignoire à canards ↓		récepteur ↓
petit bol →			sortie de l'eau ↓			
appel de détresse ↓		unité de terrain ↓	distance ↓		énoncera →	
	harcèlera ↓	radars ↓		satisfera le vœu ↓		
coura- geuse ↓	grosse noisette ↓		pivot ↓		bien dévoilés belle tranche ↓	
élargira →			se trouve ↓			finesse ↓
ronger ↓		monu- ment indien vaisseau ↓			quère ↓	évaluer ↓
	mou →			mâle de biche amuse- ment ↓		repas de doque ↓
occupée ↓	iras sur le ventre ↓			pas très vieille ↓		classé ↓
douze mois →		bêcheur ↓			vitesse de navire bois odorant ↓	
néglige ↓		doubles points ↓				étouffé ↓
		abattis ↓			pouffera ↓	
		se soulagea ↓			symbole de pureté ↓	
scella à nouveau ↓	voie urbaine maison tahitienne ↓		corsée ↓			stimula ↓
				conteste ↓		première en gamme direction ↓
jeu de cartes promet- tra ↓			éléments de texte c'est le thulium ↓			durillon ↓
						petit cours ↓
					kidnap- ping ↓	
mot maïque →				ratai →		

Solution

Sudoku n°2567

6	2	3	8	7	6	1	9	4		2	9	6	7	3	1	8	6	4
8	6	9	2	4	1	7	5	3		7	6	4	5	8	9	1	3	2
1	4	7	9	3	5	2	8	6		8	3	1	4	2	6	7	5	9
9	3	2	4	1	8	5	6	7		6	7	3	8	4	2	5	9	1
6	1	8	5	9	7	3	4	2		4	5	9	3	1	7	6	2	8
4	7	5	6	2	3	9	1	8		1	8	2	6	9	5	4	7	3
7	5	4	3	6	9	8	2	1		6	5	3	9	4	7	2	8	3
2	8	1	7	5	4	6	3	9		7	4	1	5	2	8	1	7	3
3	9	6	1	8	2	4	7	5		2	8	9	3	1	6	9	5	4
										1	6	8	5	9	7	2	3	4
										9	4	3	8	2	6	1	7	5
										7	5	2	3	1	4	6	8	9
1	4	9	3	7	2	5	8	6		4	3	2	7	9	1	6	3	8
8	5	2	4	1	7	5	3	9		1	6	8	4	5	2	1	9	7
3	6	7	8	5	9	2	1	4		9	7	5	6	8	3	2	4	1
6	8	4	5	2	1	9	7	3		5	8	4	3	1	6	2	7	9
2	9	1	7	4	3	8	6	5		2	1	9	8	7	5	3	4	6
7	3	5	6	9	8	1	4	2		6	3	7	9	4	2	1	5	8
9	1	6	2	3	4	7	5	8		1	7	8	4	5	9	6	3	2
4	7	3	1	8	5	6	2	9		3	4	6	2	8	1	7	9	5
5	2	8	9	6	7	4	3	1		9	2	5	7	6	3	4	8	1

Mots Croisés n°2567

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	T	A	M	B	O	U	R	M	A	J	O	R
2	E	B	O	R	G	N	A	I	S		V	A
3	T	I	R	E	R	A		E	S	P	A	R
4	A	M	U	S	E	N	T		I	U	L	E
5	N	E	E	S		I	R	I	S	E	E	
6	I	R		E	R	M	I	T	E		S	A
7	S	A	C		A	I	D	E		A	N	
8	A		A	L	I	T	E	M	E	N	T	S
9	N	O	V	A		E	N		A	G	E	S
10	T	R	A	C	T		T	O	U	E	E	S

Grille géante n°1267

.	P	.	C	.	E	.	A	.	C	.	I	.	T	.	E	.	A	.	C	.
.	B	.	O	.	N	.	T	.	R	.	E	.	P	.	R	.	E	.	S	.
.	E	.	R	.	E	.	T	.	A	.	T	.	R	.	E	.	P	.	R	.
.	P	.	E	.	N	.	T	.	R	.	E	.	P	.	R	.	E	.	S	.
.	E	.	R	.	E	.	T	.	A	.	T	.	R	.	E	.	P	.	R	.
.	S	.	O	.	S	.	I	.	A	.	V	.	A	.	S	.	E	.	R	.
.	B	.	R	.	E	.	V	.	E	.	R	.	E	.	S	.	E	.	R	.
.	U	.	S	.	I	.	A	.	V	.	A	.	S	.	E	.	R	.	E	.
.	P	.	R	.	E	.	N	.	T	.	A	.	T	.	R	.	E	.	P	.
.	O	.	M	.	P	.	E	.	R	.	E	.	P	.	R	.	E	.	S	.
.	G	.	A	.	R	.	A	.	S	.	E	.	R	.	E	.	P	.	R	.
.	S	.	E	.	R	.	E	.	P	.	R	.	E	.	S	.	E	.	R	.

HANDISPORT

Annulation des jeux Mondiaux IWAS-2020

Les Jeux mondiaux-IWAS-2020, organisés par la Fédération internationale des sports en fauteuil roulant et pour amputés (IWAS) et prévus à Nakhon Ratchasima, en Thaïlande, du 10 au 17 décembre, ont été officiellement annulés, a annoncé l'instance internationale sur son site officiel.

L'événement était initialement programmé pour février, avait été reporté à avril puis à décembre en réponse aux défis posés par la pandémie du coronavirus (COVID-19), mais n'aura pas finalement lieu, en raison de "l'incertitude persistante causée par le COVID-19 dans le monde qui a un impact sur la capacité des équipes à concourir", a expliqué l'IWAS.

"L'IWAS et les organisateurs des jeux Mondiaux-2020 ont le regret d'annoncer l'annulation de l'édition 2020 des Jeux mondiaux.

Un effort énorme a été déployé pour essayer de s'assurer qu'ils puissent avoir lieu afin de permettre aux athlètes et aux équipes d'avoir une fin d'année positive.

Cependant, nous avons reconnu que les restrictions de voyage dans le monde et en particulier les procédures de quarantaine, entraîneraient des implications logistiques et financières importantes", a déclaré le président de l'IWAS, Rudi Van Den Abbeele.

Après cette décision, la Fédération internationale des sports en fauteuil roulant et pour amputés restera en contact avec l'Association sportive pour les handicapés de Thaïlande pour accueillir une future édition, potentiellement en 2023.

La ville de Sharjah aux Emirats arabes unis, a accueilli la dernière édition des Jeux mondiaux IWAS en 2019.

Sept (07) sports devaient figurer aux Jeux mondiaux IWAS 2020.

Il s'agit de : l'athlétisme, powerlifting, le tir, la natation, le tennis en fauteuil roulant et l'escrime en fauteuil roulant - qui doubleraient en tant que championnats asiatiques d'escrime en fauteuil roulant IWAS.

Par contre, les Championnats d'Asie prévus à Nakhon Ratchasima, en Thaïlandaise sont maintenus pour avril 2021 et constitueront toujours une qualification pour les Jeux paralympiques de Tokyo 2021.

"Les tireurs en fauteuil roulant ont également connu une année difficile avec le report des Jeux paralympiques, les Coupes du monde annulées et les championnats régionaux reprogrammés.

Nous restons déterminés à faire en sorte qu'ils aient la meilleure préparation possible pour Tokyo 2021 et surveillons de près la situation avec toutes les compétitions à venir", a poursuivi Van Den Abbeele.

L'IWAS est en train de revoir son cycle de Jeux pour les années à venir. En plus des Jeux mondiaux, cela comprend les Jeux mondiaux de la jeunesse IWAS et un nouvel ajout passionnant - les premiers Jeux IWAS Guttman.

Les Jeux Guttman offrent aux athlètes participant à des sports non paralympiques ont la possibilité de se hisser sur la scène mondiale.

APS

ELIMINATOIRES AFROBASKET-2021 (GR. D)
L'Algérie débutera face au Nigeria

La sélection algérienne de basket-ball, versée dans le groupe D des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, débutera sa campagne de qualification face au Nigeria lors du tournoi prévu du 27 au 29 novembre à Kigali au Rwanda.



Le Cinq algérien enchaînera face au Mali (28 novembre), avant de boucler le premier tournoi face au Rwanda (29 novembre).

Lors du deuxième tournoi prévu du 19 au 21 février 2021 à Bamako (Mali), les Algériens

débuteront face aux Nigériens (19 janvier), avant d'affronter le Mali et le Rwanda, respectivement, les 20 et 21 février.

Vingt équipes réparties en cinq groupes de quatre prendront part aux éliminatoires de l'AfroBasket-2021. Dans

chaque groupe, les équipes disputeront deux tournois qui se dérouleront en trois fenêtres internationales. Les trois meilleures équipes de chaque groupe se qualifieront pour la phase finale de l'AfroBasket-2021 qui aura lieu au Rwanda.

Programme des rencontres du groupe D :

1er tournoi (27-29 novembre à Kigali, Rwanda) / 1ere journée (vendredi 27 novembre) :

Mali - Rwanda
Algérie - Nigeria

2e journée (samedi 28 novembre) :

Algérie - Mali
Rwanda - Nigeria

3e journée (dimanche 29 novembre) :

Rwanda - Algérie
Nigeria - Mali

2e tournoi (19-21 février 2021 à Bamako, Mali) / 4e journée (vendredi 19 février) :

Algérie - Nigeria
Rwanda - Mali

5e journée (samedi 20 février) :

Mali - Algérie
Nigeria - Rwanda

Lkâ\$+
Algérie - Rwanda
Mali - Nigeria.

VOLLEYBALL

Un collège technique national samedi au musée olympique (Alger)

La Fédération algérienne de volley-ball (FAVB) et la Ligue algéroise (LAVB) organisent le collège technique national restreint, samedi matin au musée olympique à Alger, a-t-on appris vendredi auprès de la Ligue.

Ce conclave qui s'inscrit en prévision de la reprise graduelle des compétitions de la discipline de volleyball concerne les directeurs techniques des clubs et des

ligues d'Alger, issus des wilayas d'Alger, Blida, Médéa, Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdes, ainsi que les clubs du GS Pétrolier, WO Rouiba, NA Hussein Dey et ASV Blida.

Ce 4e collège après celui de Sétif, Bejaia et Chlef, devait avoir lieu au siège de la Ligue algéroise de volley-ball (Larbi Ben Mhidi Alger-centre), avant son transfert en dernières minutes au Musée du Comité Olympique et sportif algérien (COA), a in-

diqué la même source. "La rencontre se tiendra dans le respect total des mesures sanitaires de base exigées et le respect de la distanciation, en raison de la pandémie du Coronavirus (Covid-19", ont assuré les organisateurs. Le menu de ce 4e collège comportera la reprise des activités, propositions palliatives pour les différents championnats et catégories d'âges et le développement de mini volley-ball.

AFROBASKET-2021

Le Cap Vert, le Tchad et le Soudan du Sud en course pour compléter le tableau des éliminatoires

Les sélections nationales de basket-ball du Cap Vert, du Tchad et du Soudan du Sud, prendront part à un mini tournoi, prévu du 22 au 24 octobre à Yaoundé (Cameroun), dont le vainqueur va compléter le tableau des éliminatoires de l'AfroBasket 2021, a indiqué la branche africaine de la Fédération internationale de la discipline (FIBA-Afrique).

Les Capverdiens, qui ont dans un premier temps, raté leur qualification pour les "éliminatoires en s'inclinant face à l'Algérie au terme de leurs deux confrontations, ont la conviction d'avoir les moyens d'accéder à la phase suivante.

"Nous avons démontré que nous pouvons rivaliser avec toutes les équipes d'Afrique. Si nous planifions bien les choses, je suis convaincu que nous avons une chance de nous qualifier aux éliminatoires de l'AfroBasket", a déclaré l'ailier capverdien Ivan Almeida à FIBA.basketball.

L'unique apparition du Tchad dans le tournoi majeur d'Afrique remonte à 2011, lorsque celui-ci a eu lieu à Madagascar.

Voilà donc presque dix ans que les Tchadiens rêvent de retrouver les meilleures na-

tions africaines. Opposé à l'Afrique équatoriale et au Gabon dans le Groupe C de la phase qualificative, le Tchad a raté le coche en n'engrangerant que deux victoires en quatre matchs.

Le Soudan du Sud est quant à lui en quête d'une toute première participation à l'AfroBasket.

En dépit d'un bilan de 4-1 dans les pré-éliminatoires en janvier, la défaite 74-68 contre le Kenya a été celle de trop.

Mais tout heureux d'avoir reçu une seconde chance de décrocher leur place dans les éliminatoires, les Sud-Soudanais se montrent optimistes pour cette prochaine échéance.

"Nous voulons nous qualifier pour les Éliminatoires de novembre, ce qui nous donnerait une chance d'aller à l'AfroBasket", a déclaré en septembre à FIBA.basketball Majak Moun, membre du staff technique de son pays.

Le vainqueur de ce mini tournoi accèdera au Groupe E des éliminatoires du FIBA AfroBasket 2021, qu'il partagera avec l'Égypte, le Maroc et l'Ouganda.

Les premiers matchs auront lieu du 27 au 29 novembre à Alexandrie (Égypte).

Versée dans le groupe D des éliminatoires de l'AfroBasket-2021, l'Algérie évoluera aux côtés du Nigeria, du Mali et du Rwanda. Les rencontres du groupe D sont prévues du 27 au 29 novembre à Kigali (Rwanda). Vingt équipes réparties en cinq groupes de quatre prendront part aux élimi-

natoires de l'AfroBasket-2021.

Dans chaque groupe, les équipes disputeront deux tournois qui se dérouleront en trois fenêtres internationales.

Les trois meilleures équipes de chaque groupe se qualifieront pour la phase finale de l'AfroBasket-2021 qui aura lieu au Rwanda.

VOILE

L'Algérien Mohamed Atbi réélu au poste de consul de la Fédération internationale

Le président de la Confédération africaine de voile, l'Algérien Mohamed Atbi, a été réélu au poste de consul de la Fédération internationale de la discipline (World Sailing) pour le mandat olympique 2021-2024, a-t-on appris jeudi auprès de l'ex-patron de la Fédération algérienne (FAV).

Suite à cette réélection, Atbi et le secrétaire général de la Confédération africaine de voile, le Seychellois Alain Alcindor, rejoignent 38 autres consuls représentant 200 pays.

Dans une déclaration à l'APS, Atbi a assuré que sa réélection permettra de "défendre les intérêts de la discipline en Afrique et de l'Algérie en particulier, au niveau mondial".

"Les décisions de la World Sailing doivent être approuvées par les 38 consuls et le bureau exécutif de l'instance internationale avant leur application", a-t-il expliqué.

Atbi, qui a présidé la FAV durant le mandat olympique 2013-2016, est le premier Algérien siégeant au niveau de la World Sailing.

19 matchs sans défaite, l'Algérie poursuit sa série positive

La sélection algérienne de football a poursuivi sa série d'invincibilité après sa victoire devant le Nigeria (1-0), en match amical disputé vendredi à Klagenfurt en Autriche, portant à 19 le nombre de matchs sans défaite (15 victoires et 4 nuls).

453 jours après la demi-finale victorieuse de la CAN-2019 face à ce même adversaire (2-1), les "Verts" ont retrouvé les "Super Eagles" au Worthersee Stadion de Klagenfurt pour la première fois en amical.

Les 21 précédentes rencontres ont toutes été dans le cadre d'une compétition officielle : neuf confrontations en phase finale d'une CAN, huit concernant les éliminatoires de la Coupe du monde, deux pour les Jeux Olympiques et deux autres pour les Jeux africains.

Après ce succès, les "Verts" prennent un petit avantage sur les Nigériens avec 9 victoires contre 8 et 5 matchs nuls.

Le Nigeria a inscrit 29 buts contre 26 pour l'Algérie.

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, a composé un Onze inédit avec la titularisation de huit nouveaux joueurs par rapport à la dernière rencontre face au Botswana, comptant pour les éliminatoires de la CAN-2021. Si Oukidja, Tahrat, Abeid, Belkebla, Boulaya, Delort et Benrahma ont déjà joué d'entrée, Helaïmia a profité des absences d'Atal et Zefane pour occuper le poste de latéral droit.

Mandi et Bensebaïni en défense ainsi que Mahrez en attaque ont composé la colonne vertébrale de la for-



mation alignée par le coach algérien.

Malgré les changements apportés par Belmadi qui a laissé sur le banc M'bolhi, Guedioura, Bannacer, Feghouli, Brahimi et Bounedjah, il n'a fallu que six minutes pour que les "Verts" trouvent la faille.

Un corner de Boulaya, Bensebaïni de la tête d'abord, puis reprend du pied après que le ballon a percuté le torse de Delort pour le mettre au fond des filets.

Les Algériens ont maintenu leur pressing sur l'ad-

versaire, ne cédant aucun espace aux hommes de Ger- not Rohr et en se procurant de nombreux corners, ce qui démontre qu'ils avaient une certaine maîtrise sur le match.

Le coach algérien a attendu la 71e minute pour procéder aux premiers changements.

Certes, les "Verts" ont laissé le ballon à l'adversaire, mais à aucun moment ils ont été inquiétés.

Mieux encore, les meilleures occasions étaient en faveur des camarades de

Boulaya. Prochain adversaire de l'Algérie, le Mexique a, de son côté, battu son homologue néerlandais 1-0, mercredi soir à Amsterdam.

Ces deux matchs amicaux constituent pour les coéquipiers de Riyad Mahrez un tremplin en prévision de la prochaine double confrontation contre le Zimbabwe, au mois de novembre, dans le cadre des 3e et 4e journées des éliminatoires de la CAN-2021, décalée à 2022 au Cameroun, en raison de la pandémie de coronavirus.

ALGÉRIE

L'ancien joueur du RC Kouba, Abdelhamid Daimallah inhumé vendredi au cimetière de Garidi

L'ancien joueur du RC Kouba, Abdelhamid Daimallah, décédé d'une crise cardiaque fin septembre dernier en Norvège, a été inhumé ce vendredi après-midi, au cimetière de Garidi (Alger). Agé de 59 ans, ce pur produit de l'école koubéenne avait émigré en Scandinavie il y a vingtaine d'années, et il avait choisi de s'établir en Norvège, où il avait vécu jusqu'à son dernier souffle.

De son vivant, et pendant sa carrière footballistique, cet enfant du quartier Jolie-Vue avait côtoyé des figures emblématiques de la "Grande équipe" koubéenne, notamment, les mondialistes Mehdi Cerbah, Salah Assad, Mohamed Chaïb et Mohamed Kaci-Saïd.

Sa dépouille avait reçu une prière de la "Djanaza" à la Mosquée d'Oslo, avant d'effectuer un long périple, en vue de son rapatriement à Alger.

En effet, après avoir quitté la Norvège, la dépouille de Daimallah avait d'abord transité par l'Allemagne, puis par la France, avant d'arriver à l'Aéroport international d'Alger, ce vendredi après-midi.

Après les formalités administratives d'usage, la dépouille a été emmenée au domicile familial, à Jo lie-Vue, avant de rejoindre sa dernière demeure, au cimetière de Garidi.

Outre le RCK, où il avait effectué le plus gros de sa carrière footballistique, Daimallah avait brièvement porté les couleurs de l'USM El Harrach, un autre grand club de la banlieue algéroise.

Sa disparition a suscité une vive émotion à Kouba, et pas uniquement chez les anciens joueurs qui l'avaient côtoyé, car cet homme au grand cœur jouissait d'une très grande estime, dans pratiquement tout l'Algérois.

MATCHS AMICAUX DE PRÉPARATION / ALGÉRIE - MEXIQUE

Belyacine et Benabdallah, en éclaireurs depuis jeudi au Pays-Bas

La Fédération algérienne de football (FAF) a envoyé deux éclaireurs au Pays-Bas, pour préparer le terrain avant l'arrivée de la sélection nationale, en vue de son prochain match amical contre le Mexique, prévu le mardi 13 octobre (à 20h00 algériennes), au Cars-Jeans Stadion de La Haye.

Il s'agit de Brahim Belyacine et Faouzi Benabdallah, respectivement administrateur de l'équipe nationale et chargé du protocole, qui selon le communiqué de la FAF "se trouvent depuis jeudi au Pays-Bas", avec pour mission de tout préparer, avant l'arrivée des Verts.

La sélection algérienne se trouve actuellement en Autriche, où elle disputera ce vendredi soir son premier match amical contre les Super Eagles du Nigeria, alors que son futur adversaire, le Mexique, a déjà disputé sa première joute amicale pendant ces dates Fifa du mois d'octobre, en battant mardi dernier, la sélection des Pays-Bas (1-0).

Samedi, au lendemain de son premier match amical contre le Nigeria, la sélection nationale embarquera à bord d'un avion privé, pour se rendre à Rotterdam, où elle devrait atterrir vers les coups de 12h35" a encore annoncé la FAF dans son communiqué.

APS

AMICAUX

Aucun cas positif au COVID-19 au sein de la sélection algérienne (FAF)

Les tests de dépistage subis par les joueurs de la sélection algérienne de football en Autriche n'ont révélé aucun cas de contamination au COVID-19, a annoncé la Fédération algérienne (FAF).

"Ces tests ont été subis jeudi, et les résultats que nous avons obtenus le lendemain ont tous été négatifs.

Ce qui constitue une très bonne

nouvelle pour la sélection nationale, qui pourra poursuivre sa préparation dans des conditions favorables avant son déplacement aux Pays-Bas", où elle doit disputer un deuxième match amical face au Mexique, mardi (20h00 algériennes), a indiqué la FAF.

Face aux "Aztèques", le coach Djamel Belmadi pourra ainsi compter sur l'ensemble des joueurs dont il dispose ac-

tuellement, lui qui a déjà réussi son premier test vendredi en dominant les "Super Eagles" du Nigeria (1-0).

La sélection nationale a embarqué pour Rotterdam samedi matin à bord d'un avion privé qui devrait atterrir sur place en début d'après-midi.

Elle disposera ainsi de trois jours pour préparer son deuxième match amical face au Mexique.

AMICAL (ALGÉRIE-NIGERIA :1-0)

Belmadi : «satisfait du rendement des joueurs»

Le sélectionneur national, Djamel Belmadi, s'est dit satisfait du rendement de ses joueurs suite à la victoire face au Nigeria sur le score de 1 à 0, en match amical disputé vendredi au Worthersee Stadion de Klagenfurt en Autriche.

"Les nouveaux joueurs ont joué libérés comme je le voulais. Ils ont montré pleinement leurs qualités. J'ai beaucoup apprécié le fait d'avoir donné à d'autres joueurs l'opportunité de jouer, c'est ma grosse satisfaction.

Je pense à Mehdi Abeid et Haris Belkebla qui ont fait un travail au cœur du jeu énorme de pressing et de harcèlement.

Ils ont répondu au défi

physique.", a déclaré Belmadi lors de la conférence d'après-match.

Ayant apporté de nombreux changements à son onze, le sélectionneur national a évalué la performance de ses attaquants : "Saïd Benrahma, il lui a manqué le but, aujourd'hui.

Il a été très en vue surtout sur sa deuxième mi-temps.

Un peu brouillon sur certains moments, mais dans l'ensemble très percutant et dangereux. Il lui ne manque pas grand-chose.

Andy Delort, il a déjà joué souvent à l'extérieur dans des matchs qui ne sont pas faciles.

Il a fait un très gros match, il a harcelé les défenseurs, il ne lui manquait que le but,

c'est ce que je lui ai dit.

Farid Boulaya était pour moi très intéressant aujourd'hui."

Et d'ajouter : "Nous avons bien répondu face à une équipe qui est tactiquement bien en point.

On a donné une réponse au niveau physique avec beaucoup d'intensité au milieu de terrain et dans le pressing. Ce sont des choses qu'on a pu travailler.

Je trouve que nos joueurs ont été quasiment parfaits contre une équipe solide." "On est venu chercher de la difficulté. Nous avons été justes tactiquement. On a réalisé tout ce que l'on avait préparé cette semaine.

Grand mérite aux joueurs.", a précisé le coach

LIGUE 1 / USM BEL-ABBÈS 7 joueurs recrutés en moins d'une semaine

La direction de l'USM Bel-Abbès a réussi à engager pas moins de sept joueurs en moins d'une semaine, le dernier en date l'ex-défenseur central de l'USM Alger Mustapha Kheiraoui, signataire d'un contrat de deux années, a-t-on appris jeudi de la direction de ce club de Ligue 1 de football.

Revigorée par l'"important contrat" de sponsoring qu'elle vient de conclure avec Naftal pour une durée de trois ans moyennant 150 millions de dinars annuellement, la direction de cette formation de l'Ouest du pays est en train de rattraper le retard accusé en matière de préparation du nouvel exercice qui débutera le 28 novembre prochain, se félicite-t-on de même source.

En effet, après avoir désigné, samedi dernier, Liamine Boughrara, l'ex-entraîneur de l'AS Aïn M'lila (Ligue 1) comme patron technique de son équipe, le staff dirigeant de l'USMBA, à sa tête le nouveau directeur général, Abbes Morsli, est passé à la vitesse supérieure en enchaînant les signatures avec les nouveaux joueurs.

L'opération a concerné jusque-là Tiboutine (ex-USM Alger), Itim (ex-MC Oran), Belmokhtar (ex-US Biskra), Belgherbi (ex-JS Kabylie), Haroun (ex- NC Magra), Smahi (ex-JS Saoura) et Kheiraoui, qui a acté son arrivée mercredi soir, a-t-on indiqué.

La même source a fait savoir, en outre, que le dossier de recrutement est loin d'être clôturé, "surtout que le besoin de renforcer l'effectif par d'autres joueurs se fait sentir après le départ de plusieurs éléments de la composante de la saison passée, à leur tête le buteur de l'équipe, Belhocini", qui a rejoint la formation qatarie d'Umm Salal.

Cependant, les responsables de la formation de la "Mekerra" auront besoin de s'acquitter des dettes de leur club envers d'anciens sociétaires de l'équipe pour aspirer à qualifier leurs nouvelles recrues, étant donné que leur formation est interdite de recrutement, rappelle-t-on.

ITALIE Ounas : «Tout donner à Cagliari pour l'aider à progresser»

Le milieu de terrain offensif algérien Adam Ounas, transféré dans les dernières heures du mercato estival à Cagliari (Serie A/Italie) à titre de prêt avec option d'achat, s'est engagé à "tout donner" pour progresser et aider le club sardé à le faire.

Dans un entretien filmé diffusé jeudi sur les différents supports médiatiques de Cagliari, Ounas (24 ans) a affiché ses ambitions avec le 14e du championnat italien la saison dernière, désormais coaché par l'ancien international et joueur de l'AS Rome, Eusebio Di Francesco.

"Je suis venu pour aider l'équipe à grandir. Je n'ai pas joué beaucoup ces dernières années, donc je compte sur l'entraîneur pour retrouver ma forme. Je veux tout donner pour l'équipe et ses supporters", a déclaré l'international algérien, prêt par Naples à Cagliari, après déjà un premier prêt l'année dernière à Nice (France), où il a joué 19 matchs et signé 4 buts.

Interrogé sur son positionnement sur le terrain, Ounas a expliqué qu'il aimait "partir de l'aile pour effacer ses adversaires et ensuite aller plein axe pour provoquer des actions.

J'espère marquer beaucoup pour aider cette équipe qui me plaît et aller le plus loin possible avec elle". Le joueur algérien, qui a entamé les entraînements mercredi avec son nouveau club, s'est dit "sûr" que le groupe l'aidera à bien s'intégrer. "Je suis venu pour aider le groupe, a-t-il répété. Je suis sûr que même lui m'aidera sur le terrain et durant les entraînements". Concernant son parcours avec les "Verts", le petit ailier (1,72 m) s'est remémoré le titre de champion d'Afrique remporté en Egypte en 2019, se fixant comme prochain objectif la qualification au Mondial-2022.

"Quand l'arbitre de la finale a sifflé la fin, je n'en revenais pas. De retour en Algérie, j'ai vu des gens très contents qui pleuraient de joie, c'était une grande émotion. J'espère revivre de tels moments, à commencer par une qualification au prochain Mondial", a-t-il dit.

A Naples, Ounas a disputé 39 matchs et marqué 5 buts en deux saisons, toutes compétitions confondues.

Il ne faisait plus partie des plans des entraîneurs du club "partenopei", d'abord Carlo Ancelotti puis Gennaro Gattuso. Il a constitué un plan B pour Cagliari qui a viré sur l'Algérien après avoir échoué à récupérer le Belge Radja Nainggolan de l'Inter.

APS

LIGUE 1/MC ORAN «Trop de difficultés pour mes débuts au club»

Le nouvel entraîneur du MC Oran, Bernard Casoni a estimé vendredi avoir entamé "dans la difficulté" sa mission au sein du club phare de la capitale de l'Ouest pensionnaire de la Ligue 1 de football.



"Un entraîneur a besoin de stabilité et du temps pour parvenir à mettre en place son plan de jeu, et c'est ce que je souhaite bénéficier au MCO, un club de renom en Algérie, mais que j'ai trouvé sincèrement dans un état désolant", a indiqué le technicien français lors d'une conférence de presse, la première depuis qu'il a rejoint les "Hamraoua", tenue au stade Ahmed-Zabana.

Il s'agit du deuxième club algérien que l'ancien défenseur de l'O-Marseille prenne en main après deux passages au MC Alger, dont le dernier en date la saison passée pendant laquelle il n'y est pas allé à terme, rappelle-t-on.

"Déjà, on a du loupier une première semaine de préparation, en raison de l'indisponibilité du matériel pédagogique que la nouvelle direction du club n'a pas trouvé sur place. Il faut dire que nous partons tout simplement de très loin", a encore déploré l'ancien international français. "Le club a besoin de toute une nouvelle organisation. Nous sommes en train de mettre les bouchées doubles pour colmater les brèches, mais cela ne devrait pas me décourager, car je suis venu avec de bonnes intentions pour réussir quelque chose de bon avec le MCO. Pourvu qu'on me laisse travailler dans la stabilité et la sérénité", a-t-il poursuivi.

Et si Casoni insiste sur ces deux paramètres, c'est parce qu'il garde "un mauvais souvenir" de son passage au MCA, a-t-il regretté, estimant avoir été "lésé" pour l'avoir démis de ses fonctions "alors que l'équipe jouait le haut du tableau, et qu'on était en train de mettre en place un plan de jeu qui commençait à prendre forme".

Il a fait savoir qu'il était encore tôt pour lui de porter un jugement sur la valeur de l'effectif mis à sa disposition, y compris la majorité des nouvelles

recrues "auxquelles je n'ai pas participé à leur venue", a-t-il souligné.

"Un championnat à 20 clubs n'est pas une mince affaire"

Néanmoins, Casoni n'a pas écarté l'idée d'apporter des changements à son groupe dans les jours à venir, "en libérant ceux qui ne donnent pas satisfaction, pour les remplacer par des éléments dont le profil sera adéquat avec les postes où le besoin se fera sentir", a-t-il précisé. Vu que le mercato sera clôturé le 27 octobre en cours, Casoni a fait savoir qu'il sera fixé sur les joueurs qui défendront les couleurs de "Mouloudia" la saison prochaine, qui débutera le 28 novembre, au cours du premier stage de l'équipe programmé à Tlemcen à partir du 17 courant. Annonçant l'intégration prochaine de l'ex-défenseur international, Hichem Belkaroui, dans le groupe après avoir regagné le pays en provenance de Tunisie, le

coach français a dit souhaiter voir le jeune ivoirien, Landry Houssou (19 ans) qu'il a lui-même recommandé à la direction du MCO, pouvoir entrer en Algérie "dans les meilleurs délais", tout comme d'ailleurs le préparateur français qu'il a choisi pour l'épauler.

Casoni s'est dit, en outre, s'attendre à une saison longue et compliquée après avoir augmenté à 20 clubs le nombre des pensionnaires du championnat", ajoutant qu'il sera très difficile aux joueurs de disputer un match chaque trois jours.

Par ailleurs, il a profité de l'occasion pour nier avoir "fixé un ultimatum à la direction du club pour me payer, au risque de m'en aller", informant au passage que la plainte qu'il a déposée contre son ex-club algérien à savoir, le MCA auprès de la Fédération internationale de football pour "limogeage abusif" sera traitée en décembre prochain par la première instance mondiale.

LIGUE 2 / ASM ORAN Vers l'ouverture du capital de la SSPA du club

La direction de l'ASM Oran a décidé de préserver son statut de club professionnel même si sa Société sportive par actions (SSPA) croule sous les dettes, tout en envisageant l'ouverture du capital de ladite société, a-t-on appris jeudi de cette formation de Ligue 2 de football.

Après avoir tenu récemment plusieurs réunions, les membres du conseil d'administration de la SSPA/ASMO ont écarté l'éventualité de dissoudre leur société, a-t-on précisé.

La Fédération algérienne de football (FAF) a pourtant donné son feu vert aux équipes du deuxième palier d'y évoluer avec un statut de club amateur, après le changement du système pyramidal de compétition à partir de l'exercice à venir, rappelle-t-on. Les mêmes dirigeants,

conscients de la situation délicate que traverse leur club notamment sur le plan financier où les cli-gnotants sont au rouge depuis plusieurs années, ont convenu d'ouvrir le capital de la SSPA dans l'espoir d'attirer de nouveaux actionnaires, à même d'aider le club à dépasser sa crise, a-t-on souligné.

Ayant raté l'accession en Ligue 1, que les "Vert et Blanc" ont quittée depuis quatre saisons, les responsables de l'ASMO peinent pour relancer la machine en prévision du nouvel exercice.

L'entraîneur Salem Laoufi a déjà quitté le navire, imité par plusieurs joueurs.

Cela se passe au moment où la direction de la formation de "M'dina J'dida" n'a pas encore engagé un nouvel entraîneur, ni lancé son opération de recrute-

ment, se contentant jusque-là de signer des contrats professionnels à certains de ses joueurs issus des catégories jeunes.

Ces dernières ont été presque vidées de leurs meilleurs éléments au cours de l'actuelle période des transferts par les clubs de l'élite, déplore-t-on. Toutefois, le fait que le coup d'envoi du championnat de la Ligue 2 soit retardé au 20 décembre devrait être mis à profit par les Oranais pour mettre de l'ordre dans la maison.

Cela passe d'abord par le règlement des dettes de leur club envers les joueurs qui avaient saisi la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) afin de lever l'interdiction de recrutement dont fait l'objet l'ASMO pour la deuxième période d'enregistrement de suite, notent les observateurs.

ERIKSEN LAISSE ÉCLATER SA FRUSTRATION

Christian Eriksen est bien décidé à retrouver une place de titulaire avec l'Inter Milan. Le banc, très peu pour lui. En manque de temps de jeu depuis son arrivée du côté de l'Inter Milan en janvier dernier, Christian Eriksen n'a aucune envie de continuer à crier le banc interiste. L'international danois a tenu à le faire savoir à Antonio Conte, au détour d'une interview publiée ce vendredi par le média britannique Independent. « Je n'ai aucune intention de rester assis sur le banc pendant toute la saison. J'espère que ce n'est pas l'intention du coach et du club. Cette saison va être chargée, avec plein de matches au programme. Je veux jouer. » Le message ne pouvait être plus clair. Actuellement avec le Danemark pour disputer la Ligue des nations, Christian Eriksen le clame donc haut et fort : il ne veut plus faire banquette.



MENDY ATTENDU AU TOURNANT

Très décevant en général depuis son arrivée à Manchester City, Benjamin Mendy est attendu au tournant. Chez les Citizens, on attend enfin une saison pleine de la part de l'international français. Omar Berrada a fait le tour de l'actualité des Citizens dans les colonnes du Manchester Evening News. Il évoque notamment la situation de Benjamin Mendy : « Nous pensons avoir un arrière gauche en haut, un spécialiste de Benjamin Mendy qui a malheureusement subi deux blessures graves qui ont eu un impact sur sa carrière avec nous jusqu'à présent, mais nous pensons qu'il va être un joueur très important. » a déclaré le dirigeant de Manchester City Group.

Désormais, Benjamin Mendy doit prouver sa valeur à long terme car le joueur français sera soumis à rude concurrence : « Espérons qu'il sera sans blessure cette année et montrera son potentiel maximum. Aleks a fait un très bon travail dans la position d'arrière gauche. Ce n'est pas sa position naturelle, mais chaque fois qu'il a joué là-bas, il a fait un très bon travail. Nous avons remporté d'importants trophées et titres avec Aleks jouant l'arrière gauche et pas seulement cela, mais avec l'acquisition d'Ake, nous avons maintenant cinq joueurs qui peuvent potentiellement jouer à ce poste: Mendy, Zinchenko, Ake, [Amieric] Laporte qui est également gaucher et peut potentiellement jouer dans cette position, et [Joao] Cancelo l'a fait la saison dernière à quelques reprises et en position d'arrière gauche.

Nous pensons que nous avons plus qu'assez de couverture là-bas et que quiconque y joue va intensifier et bien faire » a conclu le dirigeant.

OZIL BIENTÔT LIBÉRÉ

Mesut Özil devrait être libéré de son contrat avant le retour de la Premier League dans une dizaine de jours. Arsenal

Un dernier départ inattendu mais espéré pour Arsenal. Mesut Özil pourrait quitter Londres sans préavis. En effet, les Gunners tentent de négocier une rupture de contrat immédiate pour l'ex-international allemand, selon le Daily Mail. La direction voudrait étudier avec le clan du meneur germanique une indemnité financière afin de le laisser libre assez rapidement. A un an de la fin de son bail, le virtuose de la passe pourrait accepter ses conditions afin de rebondir dans une expérience exotique. Mikel Arteta a déjà assumé à demi-mot qu'il ne comptait plus sur lui pour ses canonniers. En outre, Özil ne dispute plus le moindre match depuis le mois de mars contre West Ham. Une situation qui n'alarme pas vraiment l'ancienne star du Real Madrid, plus trop déterminé à gagner sa place depuis deux ans. Des pistes américaines et qatariennes se positionneraient pour l'enrôler après sa dernière année à Arsenal.



SALIBA VA QUITTER LES GUNNERS
Il ne devrait pas évoluer avec les Gunners cette saison. William Saliba pensait faire ses premiers pas en Premier League avec Arsenal. Ce dernier pourrait finalement attendre une année avant de jouer sous le maillot des Gunners. En effet selon le site Goal, le club londonien ne compte pas sur l'ancien stéphanois. Les Canonniers auraient prévu de prêter le jeune défenseur français à un club de Championship (D2 anglaise) où le mercato est ouvert jusqu'au 16 octobre. Récemment, Mikel Arteta s'est confié sur le futur de son joueur.

Rashford décoré par la reine

L'attaquant anglais a été récompensé pour son engagement social durant la crise sanitaire. Marcus Rashford est un grand attaquant et un grand homme. Le joueur de Manchester United a été fait membre de l'ordre de l'Empire britannique, une décoration attribuée par la reine Elizabeth II. « En tant que jeune homme noir de Wythenshawe (banlieue de Manchester), je n'aurais jamais pensé devenir membre de l'ordre de l'Empire britannique (MBE), surtout à 22 ans », a expliqué l'international anglais sur Twitter. Après la crise sanitaire, Rashford s'était battu pour que le gouvernement britannique prolonge durant l'été le programme de fourniture de repas gratuits aux enfants défavorisés qui avait été mis en place pendant le confinement et la fermeture des écoles. Rashford avait été écrit au premier ministre, Boris Johnson, et avait eu gain de cause.



L'ÉTAT DE MARIANO DIAZ INQUIÈTE...

Opéré des amygdales il y a presque un mois, l'attaquant n'aurait toujours pas la forme attendue. La situation ne s'arrange pas pour Mariano Diaz. Revenu au Real Madrid, l'attaquant qui a pourtant brillé avec l'Olympique Lyonnais n'est toujours pas parvenu à se faire une place dans la hiérarchie du club merengue. Karim Benzema numéro 1 incontestable, Luka Jovic se retrouve dans la même situation que Diaz, sans temps de jeu, et critiqué par les supporters. Mariano quant à lui, n'aurait plus la forme attendue.

Selon As, Mariano Diaz ne satisfait pas actuellement aux critères physiques et sportifs du Real Madrid. L'attaquant aurait connu une régression musculaire suite à son opération des amygdales le 16 septembre dernier, pour laquelle le club n'avait pourtant pas communiqué. La situation de Mariano préoccuperait donc, notamment les supporters madrilènes sur les réseaux sociaux.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS Directeur général, responsable de la publication Abdelmadjid CHERBAL	Directeur de la rédaction A. CHERBAL «3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.95 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com	RÉDACTION ADMINISTRATION «3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19		

PRÉSIDENTE

Le Président de la République en visite au siège du MDN

Le Président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a entamé, samedi matin, une visite au siège du Ministère de la Défense nationale (MDN).

A son arrivée, le Président Tebboune a été accueilli par le Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général de Corps d'Armée Saïd Chagnegriha.

Après l'exécution de l'hymne national, les honneurs militaires ont été rendus au Président de la République par les formations des différentes forces de l'ANP.

Le président de la République a salué, ensuite, le Commandant de la



Garde Républicaine, le secrétaire général du MDN, les Commandants des Forces de l'ANP et de la Gendarmerie nationale, ainsi que le Commandant de la 8^e Région militaire, le

contrôleur général de l'ANP et les chefs des Départements du MDN et de l'Etat-major de l'ANP. Lors de cette visite, troisième de la République rencontrera les cadres et les personnels de l'ANP où il prononcera une allocution qui sera suivie, en visioconférence, par les Commandants des forces, des six Régions militaires et des Grandes unités et Ecoles supérieures à travers l'ensemble du territoire national.

ALGÉRIE-ESPAGNE

Le Président Tebboune reçoit le président du Gouvernement espagnol

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu jeudi au siège de la Présidence de la République, le président du Gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, qui effectue une visite de deux jours en Algérie, indique un com-

munié de la Présidence de la République. La rencontre a été l'occasion de mettre en avant la richesse des relations d'amitié et de coopération entre l'Algérie et le Royaume d'Espagne dans divers domaines", précise le communi-

qué. La rencontre a également permis aux deux parties "de procéder à un échange de vues et de perpétuer la tradition de concertation entre les deux pays sur des questions régionales et internationales d'intérêt mutuel", ajoute la même source.

L'Algérie, "un partenaire stratégique extrêmement important pour l'Espagne et l'Europe" (Sanchez)

L'Algérie est "un partenaire stratégique extrêmement important pour l'Espagne et l'Europe", a affirmé jeudi le chef du Gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, soulignant l'attachement des autorités espagnoles à approfondir "les relations privilégiées" qui lient les deux pays.

Dans une déclaration à la presse au terme de l'audience que lui a accordée le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, M. Sanchez a déclaré "je remercie le Président Tebboune de m'avoir reçu, en dépit des restrictions qu'impose la pandémie de Covid-19", précisant que "cette rencontre constitue une occasion qui permet l'approfondissement de la coopération commune face à cette pandémie".

L'Algérie est "un partenaire stratégique extrêmement important pour l'Espagne et l'Europe" et "nous veillons à approfondir ces relations privilégiées qui lient nos deux pays", a-t-il ajouté.

L'Algérie "joue un rôle extrêmement important pour ce qui est de la stabilité de la région, particulièrement dans la région du Maghreb et au Sahel et nous veillerons à renforcer la coopération dans ce cadre", a indiqué M. Sanchez.

Concernant les crises dans la région et plus précisément en Libye et au Sahel, le Gouvernement espagnol a relevé que l'Algérie "a réitéré son engagement à trouver un règlement à ces crises et à trouver des solutions aux crises gelées depuis plusieurs années et dont les effets retombent sur les peuples de la région".

Cette visite en Algérie est une occasion qui s'offre aux Gouvernements des deux pays pour exprimer "leur profonde volonté de tenir une rencontre de haut niveau entre les deux pays en 2021, et ce pour traduire la qualité des relations bilatérales", a indiqué M. Sanchez, ajoutant que "cette visite constitue un premier pas qui se poursuivra par la rencontre de haut niveau prévue en Espagne, à travers laquelle nous œuvrons à réitérer la volonté de coopération commune dans l'intérêt des deux pays".

La coopération peut être établie dans plusieurs domaines, pas seulement dans les domaines de l'énergie et du commerce mais aussi dans les domaines de la sécurité et de l'intérieur, et particulièrement en matière de lutte contre les flux migratoires". Les deux Gouvernements "sont déterminés à faire face au problème migratoire qui constitue un défi pour les deux parties, pas seulement pour les pays d'accueil mais aussi pour les pays de transit", ajoutant que "nous œuvrons à travers plusieurs approches à faire face à ce problème, pas seulement à travers une approche sécuritaire mais aussi à travers l'aide et l'encouragement des pays d'origine à travers le développement économique et le soutien des jeunes pour

leur offrir des opportunités de travail et les encourager à s'abstenir de la migration".

Ces mesures, a-t-il ajouté, entrent dans le cadre de la coopération bilatérale, sur laquelle nous nous efforçons d'éviter d'autres pertes humaines dans la mer Méditerranée.

A ce propos, le chef du Gouvernement espagnol a mis en avant "l'importance" du mémorandum d'entente signé aujourd'hui entre les deux parties, concernant l'environnement et le soutien au développement rural, soulignant que "la lutte contre les changements climatiques figure également dans l'agenda de la coopération bilatérale".

Evoquant sa rencontre, jeudi matin, avec les hommes d'affaires des deux parties, M. Pedro Sanchez a précisé qu'elle avait permis de passer en revue les projets sur lesquels nous travaillons, dont le câble de fibres optiques installé l'année dernière pour raccorder les deux pays ainsi que les projets d'investissement à Haoud El Hamra". Le Gouvernement espagnol s'intéresse davantage aux nouveaux domaines tels que les énergies renouvelables, les industries agroalimentaires et le soutien et l'encouragement des start-up", a-t-il affirmé, relevant que l'Algérie "est un partenaire très important de l'Espagne, en témoigne les 550 sociétés espagnoles qui exercent en partenariat avec leurs homologues algériennes au mieux de l'intérêt des deux pays à travers la création de richesse et d'emplois.

Climat d'affaires "encourageant" en Algérie

Après avoir qualifié le climat d'affaires en Algérie de "très avantageux et encourageant", M. Sanchez a rappelé le volume et nombre de sociétés espagnoles l'accompagnant, étant donné que les sociétés espagnoles "sont très intéressées par l'investissement en Algérie, certaines y exercent depuis 50 ans et ont apporté des avantages ayant profité aux deux pays".

S'agissant de la règle 49/51, le chef du Gouvernement espagnol a estimé que son amendement favorisera les investissements étrangers en Algérie, au moment où il existe des opportunités de diversification des investissements notamment dans les domaines des énergies renouvelables, des industries agroalimentaires et des bureaux de consulting. A propos de la pandémie de Covid-19 qui a fortement impacté l'économie espagnole, M. Sanchez a souligné que cette pandémie peut "constituer une opportunité pour renforcer la coopération internationale, relever les défis à l'origine de cette maladie et consolider les relations entre les deux pays".

APS

JUSTICE

Affaire Sovac : le verdict reporté, les délibérations se poursuivront jusqu'au 17 octobre

La Cour d'Alger a décidé de reporter le prononcé du verdict dans l'affaire Sovac et les délibérations se poursuivront jusqu'au 17 octobre suite à l'absence de plusieurs accusés à la séance de samedi, a indiqué le juge.

Le verdict du procès en appel de l'homme d'affaire et président du groupe Sovac pour le montage et l'importation de véhicules, Mourad Oulmi, accusé de "blanchiment d'argent et incitation d'agents publics à exploiter leur influence", devait être rendu ce samedi. Plusieurs accusés ayant manqué à l'appel. La défense aussi, a constaté l'APS.

Le juge a donc levé la séance en

indiquant que les délibérations se poursuivront jusqu'au 17 octobre. Outre l'ancien président directeur général du Crédit populaire algérien (CPA), Omar Boudiab et des cadres de cette banque et du ministère de l'Industrie, l'affaire implique aussi l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, l'ancien ministre de l'Industrie, Youcef Youfi, et Khidher Oulmi (frère cadet de Mourad Oulmi).

Pour rappel, le procureur général près la Cour d'Alger avait requis des peines de 15 et 12 ans de prison ferme respectivement contre Mourad Oulmi, patron du groupe Sovac, et son frère Khidher.

Des peines de 15 ans de prison

ferme à l'encontre d'Ahmed Ouyahia et de 10 ans de prison ferme contre Youcef Youfi, assortie d'une amende de 2 millions de DA chacun, ont été également requises par la même juridiction. Le procureur avait aussi requis une peine de 3 ans de prison ferme avec une amende d'un million de DA contre Omar Boudiab et des cadres de la banque et de l'industrie, impliqués dans l'affaire. Il a été aussi demandé la saisie des biens et le gel des activités des entreprises impliquées dans l'affaire et représentées dans le procès par des personnes morales avec une amende de 32 millions de DA pour chacune.

AFFAIRE MADAME MAYA Le verdict sera rendu le 14 octobre

Le verdict du procès de Nachinache Zoulikha-Chafika, dite "Maya", jugée par le Tribunal de Chéraga pour des affaires de corruption, sera rendu le 14 octobre, a indiqué vendredi le président de la séance à l'issue des plaidoiries de la défense.

L'affaire de Nachinache Zoulikha - C h a f i k a (connue comme étant Madame Maya), concerne aussi ses deux filles Imène et Farah (non détenues), ainsi que Abdelghani Zaalane et Mohamed Ghazi (et son fils Chafie), poursuivis respectivement en qualité d'ex wallis d'Oran et de Chef, et l'ancien directeur général de la Sûreté nationale, A b d e l g h a n i Hamel. Les griefs retenus contre les accusés sont notamment "blanchi-

ment d'argent", "trafic d'influence", "octroi d'indus avantages", "dilapidation de deniers publics", "incitation d'agents publics pour l'octroi d'indus avantages" et "transfert illicite de devises vers l'étranger".

Une peine de 15 ans de prison ferme assortie d'une amende de 6 millions de DA a été requise contre Nachinache Zoulikha-Chafika, et des peines de 15 ans de prison ferme assorties d'une amende d'un million de DA contre Mohamed Ghazi et Abdelghani Zaalane. Des peines de 10 ans de prison ferme assorties d'une amende de 6 millions de DA ont été requises contre les deux filles de "madame Maya", Imène et Farah.

Une peine de 12 ans de prison ferme assortie d'une amende d'un million de DA a été requise contre l'ancien directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel. Des peines allant de 5 à 12 ans de prison ferme ont été requises contre les cinq autres accusés dont Chafie Ghazi, le fils de Mohamed Ghazi (5 ans et une amende de 500 milles DA), et l'ancien député à la retraite, Omar Yahiaoui, qui se trouve en situation de fuite à l'étranger (10 ans et une amende d'un million de DA).

La défense de la partie civile avait estimé les pertes causées au Trésor public dans cette affaire à plus d'un milliard de DA. Invités à s'exprimer, les accusés ont tous plaidé leur innocence et affirmé leur confiance en la justice algérienne.